

# تصرف على راحتك



## بطاقة الوقود Liberta

طريقة جديدة للاستخلاص تعوض ود  
و التحكم في استهلاك الوقود:

- متوفرة حاليا ب 25د, 50د و 100د لجميع
- ذكية, امانة و سهولة
- صالحة في جميع محطات شال



# Vos CONF CALL au meilleur prix.



**CONF CALL / BRIDGE**

**Fixe**

Organisez vos conférences téléphoniques nationales et internationales au meilleur prix. Appelez le bridge au 81 200 000.



**ENTREPRISES**

Plus que des Solutions  
[www.tunisie telecom.tn/B2B](http://www.tunisie telecom.tn/B2B)

**1288**



Taoufik Habaieb

## Le retour des élites

**A**ujourd'hui, et plus que jamais, la Tunisie a besoin de ses élites pour le retour de la sagesse et la relance du génie qui ont toujours fondé les réussites accomplies tout au long de notre histoire. Cible d'asservissement durant les deux dernières décennies d'oppression, rabotée sans cesse et méprisée, l'élite tunisienne, dans tous les domaines, a été exclue, pour laisser la place aux incompetents dont l'unique mérite était l'allégeance. Ceux qui y ont survécu ne le doivent qu'à leur persévérance et leur courage. La révolution est censée venir les rétablir dans leur rang, celui d'éclairer la nation et guider sa marche dans la construction de la nouvelle Tunisie. Ils tardent cependant à s'y accomplir.

Les raisons en sont multiples : tout d'abord, la primauté du politique, du populisme et — pourquoi le nier — de l'opportunisme, par rapport à la construction, soutenue par la recherche, la réflexion et l'anticipation. Mais aussi, une certaine démission ou — pour l'atténuer — un certain attentisme qui peut être compréhensible en ces temps de grand vacarme où les voix des plus sages sont inaudibles et exposent leurs auteurs à de vives attaques. Rien cependant ne saurait s'y résigner alors que le pays est en manque d'éclaireurs, d'innovateurs, de bâtisseurs, de créateurs de valeur et de performances.

Qu'il s'agisse de recherche scientifique, de planification stratégique, d'études économiques, financières et sociales, de grands projets d'aménagement urbain et d'infrastructure, d'industries et services, de création littéraire et artistique, le génie tunisien, longtemps en hibernation, doit se libérer et se relancer. Compter sur les politiques pour réaliser ce grand sursaut risque de le

compromettre ou, du moins, le reléguer à de lointaines priorités. Le prendre à bras-le-corps et en faire un devoir national, c'est la mission des élites elles-mêmes, soutenues en cela par la société civile. Le temps des politiques a fait son œuvre, il ne pourra s'accomplir qu'avec l'apport des compétences scientifiques, technologiques, philosophiques, juridiques, économiques, financières, managériales et culturelles. Le rebond leur devra beaucoup et la Tunisie doit se nourrir de cette sève qui constitue sa principale richesse et retrouver sa verve. Réhabiliter l'intelligence, privilégier la compétence, libérer la créativité et relancer l'âme profonde de ce pays est plus qu'un devoir, une urgence.

Si le politique a été en panne, c'est pour beaucoup à cause de cette carence. La machine à inventer des idées avant-gardistes porteuses et à activer les leviers pour les financer et les mettre en œuvre est restée grippée. Dans nos universités, nos laboratoires de recherche, notre haute administration, nos centres techniques industriels, notre système bancaire, notre marché financier, notre système éducatif, nos ateliers de peinture et cercles littéraires, nos théâtres et plateaux de cinéma, comme partout, l'assèchement est menaçant, la désertification est à nos portes : point d'attentisme. Dans cette grande relance, l'apport des compétences tunisiennes à l'étranger ne doit pas faire défaut. L'osmose du génie créatif tunisien sera salutaire.

Si les politiques n'arrivent pas à s'unir, ne serait-ce qu'autour de l'essentiel, c'est aux créatifs, aux innovateurs, aux élites de le faire... et d'y rallier les autres. C'est ce que leur demandent la Tunisie et les Tunisiens.

**T.H.**



## A La une

- 6 **Gouvernement Jebali 2: semi-échec ou semi-réussite? La difficile gestation**

## Nation

- 22 **Abécédaire d'un anniversaire**  
*Par Walid Bel Hadj Amor*
- 24 **Elyès Fakhfakh, ministre des Finances: Voici mes priorités**
- 30 **Tunisie: tout a changé ... alors pourquoi rien ne change**  
*Par Anissa Ben Hassine*
- 32 **2013, année de tous les dangers**  
*Par Habib Touhami*
- 38 **Faut-il participer au nouveau gouvernement ?**



## Economie

- 44 **Wided Bouchammaoui: Mon ambition pour l'UTICA**
- 48 **Nouveau contrat social: tout repenser**
- 52 **Syphax Airlines: 10 Airbus et une introduction en Bourse, le grand enjeu de l'aérien**
- 54 **Hédi Nouria par Chédly Ayari**

## International

- 58 **Les enjeux géopolitiques de la guerre au Mali**





58



68

## Société

### 68 La Khaldounia a encore des choses à dire aux Tunisiens !

Par Mohamed Larbi Bouguerra

### 72 Najoua Rahoui: Une vie en direct

### 76 Ibrahim Letaief: Hizz Ya Wizz l'humour en film

### 84 Chroniques du Manoubistan

Par Boutheina Ayadi

### 88 La tentative de coup d'Etat de 1962: Un signe avant-coureur de la dictature?

Par Raouf Ben Rejeb

### 92 L'abolition de l'esclavage, le 23 janvier 1846: Comment la Tunisie doit rester pionnière

## Hommage à...

### 100 Serge Guetta: Ancien DGA de la STB et directeur régional de la Banque mondiale en Afrique

### 102 Dr Abderrazak Fliss, ancien maire de La Marsa

## Document

### 104 Refonder le modèle de développement ?

Par Radhi Meddeb

## Bill et

### 112 Opportunisme, quand tu nous tiens !

Par Hédi Behi



76



104

# Leaders

## DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Taoufik Habaieb

## CONSEILLER

Hédi Behi

## COLLABORATEURS

• Abdelhafidh Aliou • Hélé Béji • Anissa Ben Hassine Kalfat • Walid Bel Hadj Amor • Ahmed Ben Hammouda • Monia Ben Jémia • Raouf Ben Rejeb • Mohamed Larbi Bouguerra • Faouzia Charfi • Mounira Chapoutot - Remadi • Samy Ghorbel • Mourad Guellaty • Azzedine Guellouz • Safya Hachicha • Mohamed Ali Halouani • Mohamed Jaoua • Tawfik Jelassi • Dr Esedik Jeddi • Moez Joudi • Elyès Jouini • Emna Kallel • Maher Kallel • Nouredine Ketari • Chedli Klibi • Salsabil Klibi • Samir Marrakchi • Abdelwahab Meddeb • Emna Menif • Mansour Moalla • Ahmed Ounaies • Mehdi Taj • Habib Touhami • Olfa Youssef • Riadh Zghal • Dr Saadeddine Zmerli • Dr Sofiène Zribi

## CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni  
(Directeur de Studio)

Raid Bouaziz  
(Designer)

## PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

## MARKETING & COMMUNICATION

Jihen Ouaz  
(Directrice Marketing)

Bourane Ennaifer Hajem  
(Directrice Communication)

## APPUI

Habib Abbassi  
Lamia Alayet  
Hajer Ayoubi  
Samira Chtila Krifa  
Roufayla Drissi Ben Yakhlef  
Sérine El Anes  
Fayçal Mejjadi  
Leïla Mnif  
Hamdi Mzoughi  
Chaouki Riahi

## IMPRESSION

Simpact

## PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,  
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,  
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333  
abonnement@leaders.com.tn  
marketing@leaders.com.tn  
redaction@leaders.com.tn

[www.leaders.com.tn](http://www.leaders.com.tn)

# Gouvernement Jebali 2

## Semi-échec ou semi-réussite?

# La difficile

# gestation

**I**l s'y attendait un peu, mais ne se doutait pas que le chemin de la transition démocratique pouvait être si complexe, si compliqué. Hamadi Jebali s'en rend compte chaque jour davantage. Le long « feuilleton » de la recomposition de son gouvernement lui en a offert une nouvelle illustration. Depuis six mois qu'il y pensait, au terme du premier semestre d'exercice de son équipe, avec la volonté de « rattraper, corriger et renforcer » et sans cesse reporté, il avait fini par s'y mettre intensivement, dès le mois de décembre dernier. La donne a cependant changé : plus qu'un ajustement pour pourvoir des postes vacants et remplacer d'inéluctables départs, c'est une refonte totale qui s'impose.

Pour cette dernière ligne droite qui nous sépare des élections, il allait accélérer la mise en œuvre du programme du gouvernement, amorcer les grandes réformes qui ne sauraient tarder et préfigurer les nouvelles alliances devant gouverner ensemble au lendemain du prochain scrutin. Hamadi Jebali en était bien conscient. Il savait que le bilan de son gouvernement n'était pas aussi éloquent qu'il l'espérait et que son équipe, issue de la Troïka, n'avait pas toujours été au top de sa cohésion et de sa performance.

Il savait aussi que la situation dans le pays ne pouvait attendre plus longtemps et qu'il se devait de prendre d'urgence les mesures qui s'imposaient. Pris entre le marteau d'une opinion publique impatiente, intransigeante et sans la moindre compréhension des contraintes et d'une enclume massue formée au sein même de son parti Ennahdha, endurcie par ses partenaires au pouvoir, le CPR et Ettakatol, il a vu sa marge de manœuvre se réduire comme peau de chagrin. Comment trouver la brèche pour s'en sortir et recomposer une vaste coalition capable de constituer un groupe historique à même de réussir l'ultime étape de la transition, mais aussi remettre le gouvernement au travail ?

L'idée de Jebali était d'agir à deux niveaux : élargir la coalition en s'ouvrant le plus largement possible à toutes les sensibilités politiques, « sans exclusion », comme il le répètera plus fois, et faire appel à des personnalités indépendantes et des

compétences nationales pour prendre en charge des ministères « techniques » clés. La politique, aux politiciens et le développement du pays et la gestion de ses affaires, aux spécialistes. Mais, cela ne suffisait pas. Le préalable n'était autre qu'un accord politique sur une plateforme commune devant permettre la fixation d'un agenda précis pour la finalisation de la constitution, la fixation de la date des élections, l'adoption de la loi électorale et de celle sur les partis et la mise en place des institutions de base, à savoir l'instance des élections et celle de l'audiovisuel et de la communication ainsi que l'instance provisoire de la justice.

### Six principes et quatre priorités

Tout en invitant l'Assemblée nationale constituante (ANC) à s'y mettre avec beaucoup de diligence, Jebali a mené de larges consultations en vue de convenir des principes fondamentaux devant présider au dialogue national à instaurer au sein de l'ANC, mais aussi en dehors afin d'y associer les parties qui n'y sont pas représentées.

Six points centraux ont été définis dans la synthèse générale établie par Jebali, à savoir :

1. Garantir le caractère civil de l'Etat, en prémunissant l'appareil exécutif contre tout tiraillement
2. Réserver à l'Etat seul la défense des libertés et leur protection, en s'opposant à toute tentative de s'ériger à sa place, ce qui barre la route à la constitution de



milices déguisées ou non sous quelque forme que ce soit

3. La ferme condamnation de la violence sous n'importe quelle couverture religieuse, politique ou autres et l'engagement de s'y opposer

4. Le refus de la confrontation et de la bipolarisation idéologique qui risque de diviser le pays et menace l'unité de la nation sous le motif de l'identité nationale. La Tunisie ne peut se réclamer que de son identité arabe, musulmane, attractive, modérée et tolérante, rejetant tout extrémisme

5. Le rejet du régionalisme et du tribalisme qui ont ressurgi ces derniers temps

6. La neutralité absolue de l'Administration, notamment dans les nominations, quitte à passer en revue les désignations récemment décidées.

A ces six principes s'ajoutent, selon Jebali, quatre grandes priorités pour le gouvernement. Il s'agit de :

1. La lutte contre la malversation sans cependant substituer une injustice à l'autre déjà subie et tout en œuvrant pour le dédommagement des victimes de la répression et de l'arbitraire

2. La restauration de la sécurité, surtout au vu des menaces intérieures et extérieures qui guettent le pays, dans un environnement régional particulièrement dangereux

3. L'accélération du développement avec non seulement une attention particulière au développement régional, à l'emploi et à la reprise de la croissance, mais aussi la lutte contre l'inflation et la hausse des prix, la protection du pouvoir d'achat et son amélioration

4. La réussite des élections.

Consignées noir sur blanc et communiquées à ses interlocuteurs, toutes ces dispositions étaient mises en débat. Jebali espérait y rallier une large majorité, ce qui devait lui permettre d'engager les consultations pour former son nouveau gouvernement. Mais d'emblée, des questions de principes lui ont été opposées, de différents bords. D'abord, l'exigence d'associer Nida Tounès, convenir d'un programme de gouvernement, prononcer la dissolution des ligues de protection de la révolution et revoir toutes les nominations à des postes sensibles

(plus de 350). Mais aussi, la désignation de personnalités indépendantes à la tête de certains ministères, notamment celui de la Justice, le départ de certains ministres, etc.

### S'affranchir des durs de tous bords

Jebali s'était lancé dans ses consultations, fort de l'appui de son parti Ennahdha qui lui avait précisément défini le périmètre, mais a surtout voulu se comporter en chef de gouvernement, cherchant à se hisser au-dessus des partis. Ce détachement, il l'a dit lui-même et l'a montré surtout à l'égard de son parti. Quand il a résumé les résultats de ses différentes consultations dans une note de synthèse qu'il devait faire remettre en mains propres sous pli fermé et contre décharge à chacun de ses interlocuteurs, il n'a pas hésité à le faire également avec Rached Ghannouchi, comme avec tous les autres. Plus encore, il a dû ferrailer en interne au sein du Conseil de la choura, l'instance centrale d'Ennahdha, pour faire valoir nombre de choix et obtenir la marge de manœuvre la plus large. Mais tout cela ne lui a pas permis d'obtenir le ralliement à son projet des forces politiques, du moins les plus significatives, et de former rapidement son gouvernement.

Les réponses ont en effet varié du refus poli, expliqué par des exigences non négociables, à l'appréciation générale positive de la démarche sous réserve de réajustements à y introduire, et à l'acceptation du package, y compris de siéger au gouvernement. Bien qu'édifié par les refus essuyés, Jebali y voit «un élément positif : au moins, tout est mis sur la table. On sait ce qui nous sépare et ce qui nous unit», dit-il. *Nous savons alors à quoi nous devons nous attaquer pour réunir ceux qui nous font défaut* ». Dans toutes ces concertations qui ont pris l'allure d'après négociations, un message clé est revenu sur la bouche de nombre de ses interlocuteurs. *«Vous devez vous employer surtout à convaincre l'aile dure de votre parti et lui demander d'assouplir ses positions et vous laisser les coudées franches* », lui ont dit plus d'un. Jebali s'est retrouvé en effet plombé par les siens et Chokri Belaid n'a pas hésité à l'appeler à s'en affranchir. A une jeune journaliste qui est allée jusqu'à demander à Jebali s'il n'était pas en conflit avec Ghannouchi, il a répondu indirectement par une phrase très significative : *«Au sein d'Ennahdha, nous avons une pratique bien ancrée*

*de la démocratie où chaque membre a une voix et toutes les voix sont égales*». Une manière de dire que même si des divergences existent ou peuvent exister, c'est la majorité qui doit l'emporter et il appartient à chacun de s'y conformer.

Pourtant, dans sa quête désespérée de recomposition de son équipe, Hamadi Jebali a cru bon, face aux conditions jugées inacceptables des partis, de court-circuiter les états-majors en démarchant directement des opposants. Le Chef du gouvernement a mal calculé son coup. Les personnes pressenties ont été promptes à accepter les postes qui leur ont été proposés. Mais pour Hamadi Jebali, ce fut une victoire à la Pyrrhus, sa démarche ayant été mal perçue autant par ses partenaires que par les autres partis approchés.

Certes, à la tête d'Ettakattol, Mustapha Ben Jaafar s'est montré en phase avec ses troupes, adoptant une ligne inflexible, frôlant le blocage, pour ne pas dire la rupture. L'élargissement de la coalition sans exclusion, l'indépendance du ministère de la Justice, le changement aux Affaires étrangères et la révision des nominations figurant en tête des préalables non négociables. Mais *«ce blocage était quelque part un soutien à Hamadi Jebali pour amener son parti à réviser ses positions et œuvrer pour le compromis*», comme l'a confié à *Leaders* un proche de Ben Jaafar. *«Notre intransigeance renforce Jebali qui constitue pour nous un bon interlocuteur; et nous le pousserons à fond dans cette ouverture, mais nous devons faire attention pour ne pas le fragiliser*», poursuit-il.

Alors qu'il avait maintes fois laissé entendre son écoeurement, sa lassitude et même son intention de rendre son tablier, Hamadi Jebali ne semble pas, aujourd'hui, près de baisser les bras. Sa feuille de route est claire : performer le gouvernement, réussir les élections. Pour cela, il a besoin d'une équipe compétente et solidaire, investie d'une large confiance. Mais il sera bien difficile de cacher ce sentiment de malaise qu'on éprouve à voir ce remaniement s'étirer à n'en plus finir au point de tourner au vaudeville. Des tractations qui durent des mois, cela s'est rarement vu. A moins qu'il n'y ait des raisons profondes que nous ignorons. Peut-être que les «vérités» que le Chef du gouvernement a promis samedi de *«dire au peuple*» nous fourniront des éléments de réponse.



## TECHNOLOGIE & RAFFINEMENT

CHANGEZ D'ÉPOQUE

### CITROËN DS5

Nouvelle Citroën DS5, le summum du raffinement et de l'innovation technologique. Avec un style aérodynamique chromé et des sièges en cuir souples pour donner une expression claire de l'exclusivité. Tandis que l'intérieur aéronautiquement inspiré, dispose de plusieurs commandes d'affichage réglables du bout des doigts. La Citroën DS5 redéfinit le luxe et la classe par excellence.

CRÉATIVE TECHNOLOGIE



#### AURES AUTO Distributeur Officiel CITROËN

Siège social : Tél.: 71 789 924 / Showroom du Lac : Zone Nord Ouest côté Berges du Lac (ex Forum) : Tél.: 71 960 002

Succursale Hammamet : Tél.: 72 261 100 / Succursale Sfax : Tél.: 74 286 200 - 74 286 087 / Succursale Hammam Sousse : Tél. : 73 371 390

- 73 371 392 / Agence Mahdia - Auto HB : Tél.: 73 653 820 / Agence Mnihla - SOMAS : Tél.: 70 527 700

Agence Djerba - SOGEMA : Tél. : 75 655 050 / Agence Gabes - GAMA : Tél.: 75 295 600 - 75 295 700

Agence Ezzahra - Le Garage : Tél. : 71 455 395 / RAC Sfax - Belalya : Tél. : 74 296 540 / Agence Sfax - CPR AUTO : Tél. : 74 467 900

E-mail : info@citroen.com.tn

# Arrêt sur image



A ses frères d'armes tunisiens,  
la révolution algérienne reconnaissante...



Raja Ferhat, en Bourguiba 2.0



Sortie de promotion à la MSB :  
le visage radieux de la jeunesse tunisienne



Même les morts doivent être gardés



Protection de la révolution:  
c'est l'affaire de l'Etat



Sidi Bou Saïd : le wahabisme est passé par là



Scènes de rue ordinaires après la révolution ?



Rien ne vaut son chez soi au pays du soleil.



## Prêt Immobilier My Tunisia

La solution de financement  
en France de votre bien immobilier  
en Tunisie.

### TFBank-Siège Social

19, rue des Pyramides - 75001 Paris  
Tél. + 33 1 53 45 30 30  
contact@tfbank.fr

### TFBank-Succursale de Tunis

Angle Avenue Mohamed V - rue 8006  
Montplaisir - 1002 Tunis Belvédère  
Tél. + 216 71 950 100  
agencedetunis@tfbank.fr

[www.tfbank.fr](http://www.tfbank.fr)

 **TF Bank**  
TUNISIAN FOREIGN BANK

Partenaire de vos ambitions.

## Jebali à Washington

Une visite à Washington s'impose pour Hamadi Jebali afin de prendre contact avec la nouvelle administration qui accompagnera Barack Obama durant son second mandat. Les préparatifs sont lancés mais aucune date n'est encore fixée. Avant son accession à la tête du gouvernement, Jebali s'était rendu en mai 2011, accompagné notamment de Samir Dilou et Férida Laabidi, dans la capitale fédérale, en tant que dirigeant d'Ennahdha, voyage qui avait été piloté par Radwane Masmoudi. Sa visite cette année



en tant que chef de gouvernement doit lui permettre de rencontrer le successeur d'Hillary Clinton au Département d'Etat, John Kerry, ainsi que de hauts responsables américains et les dirigeants des institutions financières, la Banque mondiale et le FMI.

Premier signe avant-coureur de cette visite, la nomination d'un nouvel ambassadeur à Washington, Mokhtar Chaouachi, poste qui était resté longtemps vacant depuis le retour de son prédécesseur, Mohamed Salah Tekaya,

en juillet dernier.

Diplomate de carrière, Chaouachi, 59 ans, dont 32 ans aux Affaires étrangères, avait été pendant 9 ans au sein de la mission tunisienne auprès de l'ONU à New York. Il était jusque-là ambassadeur à Addis-Abeba (et dans 7 autres pays de la région) et représentant de la Tunisie auprès de l'Union africaine. Jebali accorde beaucoup d'importance à sa visite à Washington qui sera suivie d'autres déplacements dans de grandes capitales internationales.

## CHIFFRES



# 3,17

Les recettes du tourisme se sont élevées à 3,17 milliards de dinars (1,52 milliard d'euros) en 2012, soit une hausse de 30 % en comparaison de 2011, mais près de 10 % de moins qu'en 2010, selon les chiffres du ministère du Tourisme. La Tunisie, où le secteur représente 7 % du PIB et assure 400.000 emplois directs, se fixe pour objectif d'accueillir 10 millions de touristes en 2016 pour des recettes de six milliards de dollars.

# 6 millions



Près de six millions de visiteurs, exactement 5.950.795, entrés en Tunisie en 2012, les Libyens arrivent largement en tête avec 1.887.740, suivis des Français

## Juste après la Constitution

Quand, finalement, le parti de Mustapha Ben Jaafar, Ettakatol, tiendra-t-il son congrès? Maintes fois reportée, la dernière date était fixée au 25 janvier dernier. Mais, en fait, décision est prise : le congrès ne sera convoqué qu'après l'adoption de la Constitution, apprend *Leaders*. «*Nous seront alors fixés sur les échéances électorales et nos assises qui adopteront notre programme général, donneront ainsi le signal fort de notre campagne et feront émerger la direction qui conduira nos listes*». C'est on ne peut plus clair.

## Sécurité : des indicateurs en amélioration, mais...

Baisse significative des mouvements de protestation, occupations de lieu de travail, meurtres et suicides, et augmentation du nombre d'interpellations effectuées: les forces de sécurité recouvrent de plus en plus leur efficacité. Les indicateurs de la situation sécuritaire se sont quelque

peu améliorés en 2012 en comparaison de l'année précédente mais restent préoccupants. Rien que le nombre de personnes interpellées en une seule année, plus de 129 000, l'équivalent de la population totale d'une ville de taille moyenne, laisse perplexes. Il s'agit de personnes soit recherchées,



# STB *Speed* Recharge

**Rechargez** votre ligne prépayée  
**Tunisiana / Tunisie Télécom / Elyssa, mobile et fixe**  
où que vous soyez en Tunisie ou à l'étranger  
**24h/24 et 7jours /7**



*La Banque de Référence*



soit impliquées dans diverses affaires délictuelles, dont 604 détenus en fuite. C'est dire le grand effort consenti par les forces de sécurité intérieure (Police et Garde nationale) qui, visiblement, continuent de reprendre la situation en main, après le relâchement généralisé de 2011.

La réorganisation des forces de sécurité intérieure et l'arrivée de nouveaux équipements, notamment du matériel roulant, ne sont assurément pas étrangères à ces performances.

En baisse, selon les chiffres communiqués par le ministère de l'Intérieur :

- les mouvements de protestation dans toutes les régions du pays, dont le nombre s'est élevé à 13.523 contre 16.273 en 2011, avec toutefois une nette hausse du nombre de fermetures volontaires de routes qui passent de 1.226 en 2011 à 1.658 en 2012, et de celui de séquestration de moyens de transport qui a plus que doublé (passant de 145 à 324)
- l'obstruction du droit au travail dont les cas accusent une légère baisse, passant de 1.043 en 2011 à 1.025 en 2012,

- l'occupation des lieux de travail dont les incidents connaissent une baisse significative, n'enregistrant que 200 cas en 2012, contre 1.003 en 2011,

- les cas de suicide qui restent cependant anormalement élevés avec 226 cas en 2012, contre 285 en 2011

- les affaires de meurtre restent elles aussi très élevées avec 194 cas en 2012, contre 226 en 2011.

D'autres indicateurs montrent que la vigilance reste de mise malgré les progrès obtenus. C'est ainsi que la direction en charge de la protection des personnalités officielles a dû sécuriser 170 événements officiels et diverses autres activités dans des hôtels ou des locaux diplomatiques et assurer la sécurité de 120 personnalités étrangères, dont des ministres en visite en Tunisie.

La forte fréquence des incidents lors de compétitions sportives, pas moins de 252 en 2012, confirme la même tendance, avec 38 cas d'interruption ou d'annulation de rencontres, 25 cas d'envahissement de terrain et 31 cas d'échange de violences entre joueurs ou entre dirigeants de clubs.

(985.217 entrées, puis des Algériens (901.674 entrées), selon le ministère de l'Intérieur. Viennent ensuite les Allemands (412.000), les Britanniques (330.000), les Russes (251.000), les Italiens (217.000), les Belges (168.000) et les Polonais (110.000).



## 45.000

Quelque 45.000 entreprises, le plus souvent de très petite taille, sont créées chaque année, mais chaque année aussi 28.000 autres déjà existantes disparaissent et 4.000 sont mort-nées, selon un décompte du ministère du Développement régional et de la Planification.



## 2,2

Le Fonds monétaire international estime à 2,2 % le taux de croissance de la Tunisie en 2012, ce qui pourrait mettre un terme à la guerre des chiffres entre la Banque centrale et les services du gouvernement.

## La nouvelle équipe du Conseil de l'Ordre des médecins

Elections serrées pour le renouvellement du Conseil de l'Ordre des médecins de Tunisie. Son président, Dr Mohamed Néjib Chaabouni, a été reconduit et ci-après la nouvelle composition du conseil :

- Président** : Mohamed Néjib Chaabouni  
**Vice-présidents** : Mohamed Jouini et Rachid Kammoun  
**Secrétaire général** : Nabil Ben Zeineb  
**Secrétaire général adjoint** : Mohamed Ayed  
**Trésorier** : Mounir Ben Slama ;  
**Trésorier adjoint** : Kilani Chabbouh  
**Membres** : Slim Ben Salah, Jalel Boubaker, Sadok Hammami, Rim Horchani, Mohamed Houissa, Hatem Jabbès, Abdelmajid Kammoun, Youssef Letaïef et Emna Mnif.



## Nouveaux ambassadeurs de Tunisie accrédités à l'étranger

- **Nabil Lakhali**, à Canberra (Australie)
- **Yassine El-Oued**, à Abidjan (Côte d'Ivoire)
- **Abderraouf Bettabi**, à Budapest (Hongrie)
- **Mourad Belhassen**, à Jakarta (Indonésie)
- **Taoufik Hnana**, à Kinshasa (Congo Démocratique)

Par ailleurs, sept nouveaux ambassadeurs viennent d'être proposés.

Il s'agit de:

- **Mokhtar Chaouachi**, à Washington
- **Hatem Jemaa**, à Ankara
- **Sabri Bachtobji**, à Brasilia
- **Affia Mellah**, à Amman
- **Tarak Amri**, à Pékin
- **Ghazi Ben Salah**, chargé d'affaires à Abuja
- **Chafik Hajji**, à Rabat



## Consulats généraux

- **Hafedh Ben Romdhane**, à Nice
- **Salah Chabbi**, à Hambourg

## Un nouvel ambassadeur du Japon à Tunis

- **Juichi Takahara**



## Ministère de l'Équipement

- **Mongi Chaher**, président-directeur général de la Société de promotion des logements sociaux (SPROLS)

## Ministère de la Justice

- **Alaeddine Nciri**, directeur général de l'Office des logements des magistrats et des personnels du ministère de la Justice

## Ministère de l'Industrie

- **Tahar Laaribi**, PDG de la STEG

56 ans, titulaire d'un diplôme d'ingénieur en électromécanique de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Tunis (ENIT), M.Laaribi a rejoint la STEG en 1975. De 1987 à 1999, il a été nommé attaché à la Société saoudienne de l'électricité (SEC). En 2001, il a occupé le poste de directeur de la planification au sein de la même société

De 2001 à 2005, M. Laaribi a occupé le poste de chef du projet du développement de la coopération technique internationale au sein de la STEG, avant de réintégrer la SEC pour occuper le poste de directeur des performances des centrales électriques.

Il a également occupé, de 2008 à 2010, le poste de directeur du service planification au sein de la SEC avant sa nomination en tant que directeur central du contrôle et de l'amélioration du rendement au sein de la direction générale de cette société, jusqu'à 2013.

M. Taher Laaribi est membre de l'Ordre des ingénieurs tunisiens (OIT) et membre de l'organisme « North American Electric Reliability Corporation » (NERC)



- **Tahar Khouaja**, PDG de la CPG et du

**CGT** : 57 ans, diplômé de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Gabès (ENIG) et titulaire d'un Executive MBA (MSB). Il avait commencé sa carrière au Groupe Chimique avant d'être contraint à fonder son propre cabinet de consulting. Il a débuté sa carrière en 1981 en tant qu'ingénieur de production puis ingénieur en chef au Bureau d'études et réalisation du

Groupe Chimique de Gabès. Il a été le chef de projet de la première unité de décadmiation d'acide phosphorique au complexe phosphatier de Gabès, qui était une grande première mondiale. Durant « les années de brasse (1991-2010) », et en tant qu'expert international en environnement, Tahar Khouaja a travaillé comme consultant pour diverses grandes compagnies dans 17 pays de par le monde.

RANGE ROVER EVOQUE

# NE VOUS FIEZ PAS AUX APPARENCES

Équipé des technologies Terrain Response® et Adaptive Dynamics,  
le Range Rover Evoque est un authentique Land Rover.

[landrover-me.com/rangeroverevoque](http://landrover-me.com/rangeroverevoque)

 Land Rover MENA

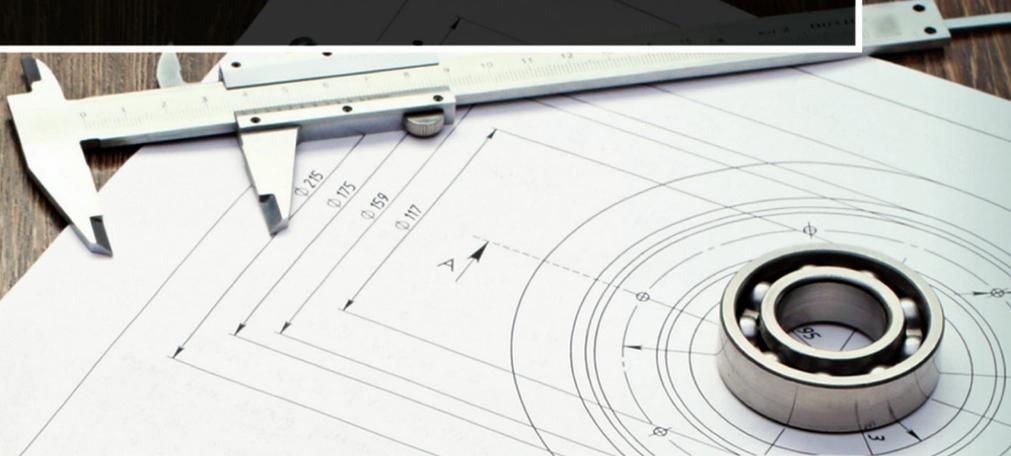


ABOVE AND BEYOND





**Artisans, Commerçants et Professions libérales,**  
l'UBCI met à votre disposition une enveloppe  
globale de 40MD pour le développement de vos projets.



**40** MILLIONS  
de Dinars



**UBCI** GROUPE BNP PARIBAS  
الاتحاد البنكي للتجارة والصناعة

La banque d'un monde qui change

[www.ubci.tn](http://www.ubci.tn)

## Pour quand le Conseil d'analyse économique?



Le quinzième anniversaire du Conseil d'analyse économique en France a été fêté en novembre 2012.

Créé en 1997, le CAE s'est renouvelé en novembre dernier en changeant de mode opératoire mais tout en gardant le même objectif: apporter au Premier ministre un conseil de politique économique «*indépendant et fondé sur une expertise de grande qualité*». Tout au long de ces quinze années, le CAE a alimenté le débat de politique économique en France et éclairé la prise de décision, à partir de 103 rapports publiés.

En mai 2012, le gouvernement tunisien a annoncé dans son programme le projet de mise en place d'un Conseil des experts économiques. Plus tard, le ministre des Affaires économiques et sociales l'a confirmé lors de la conférence de Joseph Stiglitz organisée par le Cercle des économistes de Tunisie. Je me suis réjoui à cette époque de la décision du gouvernement. Malheureusement, cette structure n'a pas vu le jour en 2012 malgré

le rôle important qu'elle aurait pu jouer non seulement en matière de mission de conseil auprès de la présidence des ministères mais aussi comme lieu de débat et rencontre entre le monde universitaire de la recherche et celui de la décision. Ces travaux auraient pu illustrer la capacité des économistes tunisiens de tirer de leurs recherches et de celles des économistes au niveau mondial des enseignements pratiques pour la conduite de la politique économique, en particulier durant la période de transition.

Aujourd'hui et plus que jamais, la mise en place du CAE est une urgence pour faire face aux différents dossiers à ouvrir et à gérer en Tunisie, en particulier le mode de développement, la croissance inclusive, l'emploi, la protection sociale, la compensation, la politique budgétaire et monétaire, les inégalités régionales, les inégalités sociales, la réforme fiscale, l'intégration régionale et les autres politiques publiques en matière de santé et de population... 2013 verra-t-elle la mise en place du Conseil d'analyse économique en Tunisie ?

**Professeur Taoufik Rajhi**  
Président du Cercle des économistes de Tunisie

## DÉCÈS

- **Abdelmoneem Trabelsi**, homme d'affaires, past-gouverneur, membre du comité de la Chambre de commerce et d'industrie de Sfax (Ccis) et son ex-secrétaire général
- **Fethi Ben Youssef**, ex-président de chambre à la Cour de cassation, ex-président de la Ligue nationale de football, ex-membre du bureau directeur de l'EST
- **Hédi Ben Taher Mahfoudh**, avocat retraité
- **Mohamed Radhi Cherif**, ancien contrôleur général des douanes tunisiennes et ancien inspecteur général des finances.

## 700 MD

C'est le montant de l'argent liquide qui a repris le chemin du circuit bancaire au cours des derniers mois, ce qui a réduit l'ampleur de l'intervention de la BCT pour pomper des liquidités à hauteur de 4.253 MD au 25 décembre, contre une moyenne de 5.143 MD en novembre.

## 3.000



Plus de 3.000 agressions contre des cadres éducatifs et 1.200 plaintes pour violence ont été enregistrées au cours de la seule année scolaire 2011-2012, selon le ministère de l'Éducation, qui précise qu'une trentaine d'élèves sont menacés d'exclusion pour consommation d'alcool.

## 5.000 MD

C'est le montant des prêts et dons que la Tunisie a pu obtenir au cours de l'année 2012, dont 760 MD au titre de la coopération avec l'Union européenne.





# Abécédaire d'un anniversaire

Par Walid Bel Hadj Amor

**Anniversaire:** les anniversaires se fêtent, les révolutions se commémorent, sauf en Tunisie ! Un goût forcément amer pour ceux qui avaient de l'ambition pour le pays et qui le voient dériver hors des limites de la raison. Tant d'espoirs déçus, tant de rêves éteints en si peu de temps, quel exploit !

**Bourguiba:** homme politique tunisien qui a tout fait pour être le seul homme d'Etat d'envergure que la Tunisie ait connu. Difficile d'oublier que dans son héritage, il nous a légué Ben Ali, sous forme de dette successorale. Dommage pour lui, dommage pour nous.

**Constitution:** un projet qui connaît du retard et qui n'apportera vraisemblablement pas de réponses aux aspirations démocratiques d'un peuple qui a trop attendu. S'utilise parfois pour parler de la mauvaise santé d'un corps, exemple : la Tunisie a une mauvaise constitution.

**Dégage:** produit phare de la révolution, fortement consommé et exporté dans de nombreux pays depuis 2 ans. Actuellement en rupture de stock comme d'autres produits de consommation. Au train où vont les choses,

et malgré l'inflation, un réapprovisionnement sera bientôt nécessaire.

**Élections:** promesse politique! qui n'engage donc que ceux qui la reçoivent. En démocratie, un jeu qui se joue souvent à qui perd gagne.

**Femmes:** fraction importante de la population en danger d'être transformée en complément d'objet de désir de l'homme.

**Gouvernement:** un exécutif fait de bric et de broc, sans expérience et sans solutions à apporter à un pays au bord de l'explosion populaire. En l'absence de programme économique et social, l'échec est inscrit dans ses gènes. Remaniement du gouvernement, synonyme : la montagne accouche d'une souris.

**Histoire :** mémoire nécessaire à un peuple qui aspire à la démocratie. Elle peut souffrir de plusieurs maladies, parfois contagieuses, telles que la falsification, le révisionnisme, ou le négationnisme. Aucun vaccin n'est disponible, la bêtise humaine est un facteur aggravant.

**Islamisme** : mouvement politique antinational qui s'appuie sur la peur de Dieu pour s'approprier la pensée du citoyen. Malgré les apparences linguistiques, n'a rien à voir avec l'Islam. Point commun avec le communisme: théoriquement ce sont des mouvements humanistes, pratiquement des dictatures fascisantes.

**Justice** : concept flou dans un pays où tout le monde en parle et où personne ne l'a encore jamais rencontré. C'est d'autant plus étonnant vu le nombre d'avocats, au mètre carré d'espace politique, dans le pays.

**Karama** : une revendication qui n'aura pas survécu aux élections. En rupture de stock au sommet de l'Etat. Difficile donc d'en distribuer au peuple, qui devra attendre et se serrer la ceinture, pour garder la tête haute.

**Laïcité** : un concept importé, mal assimilé par ses promoteurs, et détourné par ses détracteurs, il aura pourri le débat et nourri la haine. A enterrer.

**Milices** : parasites constitués en police parallèle, principal soutien du pouvoir, la violence est leur principal mode d'expression, se réunissent souvent devant les salles de spectacles, galeries d'art et autres lieux culturels, pour des séances de théâtre de rue (se dit Pasdaran en persan).

**Nagdh (prénom Lotfi)** : un militant malheureusement mort pour rien, et qui sera trop vite oublié par beaucoup. Un militant qui a survécu au système Ben Ali ne s'attend pas à mourir après une révolution qui a renversé la dictature. En Tunisie, c'est possible. On appelle ça la révolution du Jasmin !

**Opposition** : nombreux groupes mal identifiés, ayant une grande capacité à se saborder mutuellement. Leur rassemblement risque de virer à l'auberge espagnole, où seraient réunies la droite du centre et la gauche de la gauche. Ce n'est pas encore aujourd'hui qu'on y retrouvera notre latin, depuis longtemps effacé des livres d'histoire.

**Presse** : animal hermaphrodite, ou organe de reproduction de la démocratie qui peut très vite et très souvent se transformer en organe de la dictature. Fait l'objet d'une bataille rugueuse depuis la révolution,

l'enjeu de son indépendance mérite tous les combats mais peut susciter toutes les trahisons.

**Qatar** : riche mini-Etat qui veut devenir grand. La grandeur d'une nation ne se mesure pas à sa capacité d'influence politique et financière mais à sa capacité à transmettre à l'humanité des valeurs universelles. Son avenir nous éclairera plus que son gaz.

**Respect** : respect de la loi, respect des autres, respect de soi : plusieurs expressions pour dire la même chose, vivre ensemble en citoyens d'une nation commune. Valeur en perdition dans une société sans repères où la liberté devient le chaos.

**Société civile** : probablement la seule réalisation concrète postrévolution. Un corps hétérogène qui prend forme et qui se mobilise régulièrement pour sauvegarder les acquis et faire avancer les libertés. Comme quoi la politique n'est pas seulement l'affaire des politiciens, bonne nouvelle!

**Troïka** : coalition contre-nature qui n'aura servi qu'à assouvir des ambitions de pouvoir offrant au pays trois présidents aux costumes trop larges, qui rivalisent de maladresses, de complaisances et d'échecs. Royaume des aveugles.

**Uggt** : organisation nationale sortie de son rôle syndical pour défendre des valeurs de société. Ce rôle lui va bien, et elle y compte parfois plus de succès probants que dans son rôle d'origine. Surprenant !

**Violence** : mode d'expression politique des ignorants, s'accommode bien du silence complice du pouvoir, sert à terroriser le peuple pour lui faire renier ses principes et ses valeurs historiques. (Voir Milices).

**Wahhabisme** : premier produit non pétrolier le plus exporté par les pays du Golfe. Historiquement, son exportation se faisait à dos de chameau, aujourd'hui les satellites ont accéléré sa consommation à distance. Mais si la monture a changé sous l'étendard noir, l'arme préférée reste blanche.

**X,Y,Z** : de nombreuses inconnues qui jalonnent le parcours d'un peuple plein de ressources, mais à l'avenir compromis. En mathématiques, variables d'un système complexe qui peut avoir plusieurs solutions, ou pas.

**W.B.H.A.**





Elyès Fakhfakh  
Ministre des Finances

# Voici mes priorités

**Q**u'il s'agisse de la cession de Stafim-Peugeot, d'Alpha-Ford ou Carthage Cement, de la réforme du système bancaire, des projets pour les régions, des engagements financiers de l'Etat, du maintien des indicateurs, de la Caisse de compensation (dont les dépenses sont passées de 1 500 MD à 4 500 MD, soit 20% du budget, en deux ans) ou du renflouement des entreprises publiques, les chantiers pour 2013 ne manquent pas pour le nouveau ministre des Finances. Elyès Fakhfakh pourra-t-il mener à bien cette tâche ? Il y croit en tout cas, même s'il reconnaît que son département devra en parallèle «parer au plus urgent». Aux difficultés prévisibles, armé de sa volonté et de son optimisme, il compte y faire face, d'autant plus que l'économie tunisienne a montré des signes de résilience encourageants au cours de l'année écoulée.

A 40 ans, il en est à déjà à son deuxième portefeuille ministériel. Au Tourisme, il avait tenté avec un succès très relatif de revitaliser un secteur qui avait du mal à se redresser depuis la révolution. Il est vrai que les difficultés rencontrées étaient, pour une grande part, exogènes, sur lesquelles le ministre n'avait aucune prise. Ce sera différent aux Finances. Elyès Fakhfakh aura notamment à cœur de s'attaquer à la réforme fiscale, un chantier qui a rebuté la plupart de ses prédécesseurs au point de devenir une sorte de patate chaude qu'on se refille parce qu'elle relève de la quadrature du cercle. Il compte, pour ce faire, sur «le vivier de grands commis de l'Etat» que constitue ce ministère et sur la confiance du Chef du gouvernement qui lui sera sans doute renouvelée à l'occasion du prochain remaniement. Interview.

### Comment avez-vous trouvé le ministère des Finances ?

Ce département est un vivier de cadres de grande valeur. C'est aussi l'un des organes qui assurent et incarnent la continuité de l'Etat, surtout en période de transition, par essence aléatoire. Enfin, c'est

un département-clé pour ce qui est de pourvoir le budget de l'Etat constitué à 80% de ressources fiscales. Beaucoup de choses attendent d'être faites, à commencer par les réformes de fond. Mais ce n'est pas du tout évident dans un ministère qui est souvent acculé à gérer les urgences. Il a connu quatre budgets et quatre ministres en seulement deux ans.

Les besoins auxquels on doit faire face sont considérables en termes de financements publics. Qu'il s'agisse de projets pour les régions, de service de la dette, de balance des paiements, d'engagements financiers de l'Etat, de maintien des indicateurs, de Caisse de compensation (qui absorbe 20% du budget) ou de renflouement des entreprises publiques.

Pour autant, il faut relativiser. D'autres pays qui avaient connu des bouleversements politiques

comparables, comme le Portugal ou la Roumanie, avaient mis un certain temps pour retrouver progressivement «un état normal». Mais les chantiers ne manquent pas et ne peuvent pas être remis indéfiniment, comme la révision en profondeur du Code d'incitation à l'investissement ou du système fiscal

### A propos de système fiscal, quels sont les grands axes des réformes envisagées ?

Nous avons un bon système fiscal mais qui comporte trois grandes plaies auxquelles il faut remédier :

1- l'évasion fiscale qui prive le Trésor public de l'équivalent d'au moins la moitié des recettes, notamment du fait de l'économie informelle qui doit être intégrée progressivement dans l'économie réelle,

2- la pléthore de mécanismes d'incitations fiscales, d'où un impératif d'harmonisation et de mise en place d'un dispositif plus cohérent,

3- l'absence de justice fiscale, ce qui pénalise ceux qui paient leurs impôts, qu'il s'agisse des salariés ou des entreprises. Un audit est en cours avec le concours de la Banque mondiale pour cerner les contours des réformes à introduire pour corriger ces anomalies.

### Et qu'en est-il de la réforme du système bancaire ?

Il s'agit d'abord de remédier à la vulnérabilité structurelle des banques publiques en termes de taille, de parts de marché, de concours à l'économie et d'indicateurs d'exploitation. Ce sont des banques qui concentrent tout ce qui ne va pas, avec de lourdes ardoises à leur passif et des résultats



d'exploitation fragiles. Plusieurs formules sont envisagées, y compris de possibles fusions ou la conclusion de partenariats stratégiques.

• Avant d'arrêter un choix tranché, nous allons, au préalable, procéder à un diagnostic approfondi dont l'appel

d'offres est en cours de dépouillement, avec le double concours de la Banque mondiale et de la Banque centrale de Tunisie. Cette mission entrera en phase opérationnelle dès la mi-février et avant même sa fin, nous mettrons à profit les conclusions préliminaires

pour esquisser une stratégie et agir dès juin, pour gagner du temps.

• Il y aura aussi une remise en question de la formule et des modes de fonctionnement des anciennes banques de développement mixtes dont



## Cession en 2013 de Stafim-Peugeot, Alpha-Ford et Carthage Cement et de biens immobiliers

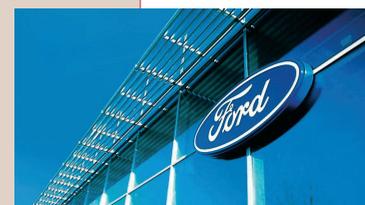
Quid des entreprises confisquées ? « Sur ce terrain, nous confie M. Fakhfakh, nous agissons au cas par cas et par étapes :

1 - Pour Tunisiiana, par exemple, nous avons décidé, parallèlement à la concrétisation du partenariat avec QTel, de conserver 10 % du capital en vue de son introduction en Bourse courant 2013, ce qui ne manquera pas de contribuer à animer le marché financier. Les autres opérations de cession déjà finalisées (Ennakl, les 13,1% revenant à l'Etat dans le capital de la Banque de Tunisie et City Cars) ont rapporté un milliard de dinars au Trésor public. Nous avons dû aller vite en besogne pour trouver la meilleure formule de cession et nous pensons raisonnablement avoir réussi à retenir les bons choix.

2 - Certaines des sociétés confisquées sont en cours de transfert vers le portefeuille de la holding publique Al-Karama qui en assurera la valorisation avant de leur trouver des repreneurs. Les autres, principalement à caractère agricole ou touristique et dans l'immobilier, seront gérées directement par CDC Développement, filiale de la Caisse des dépôts et consignations. En 2013, les actions détenues par l'Etat dans le capital de Stafim-Peugeot, Alpha-Ford et Carthage Cement seront à leur tour cédées et le Trésor public espère en tirer entre 960 et 980 millions de dinars, la cession de certains biens immobiliers comprise.

3 - S'agissant de la privatisation d'entreprises publiques, le principe est qu'un gouvernement de transition n'a pas vocation à s'y lancer, d'autant que nous sommes dans un pays où l'Etat reste un acteur important de la vie économique sans avoir forcément à s'embarrasser de la gestion d'entreprises du secteur concurrentiel. Par contre, l'Etat conserve un rôle régulateur, notamment pour ce qui est de veiller aux fondamentaux. Or ces derniers exigent une vigilance et une mobilisation permanentes avec un taux d'IDE aussi faible à 3 %, une part des investissements privés à seulement 60 % du volume total des investissements et surtout des correctifs nécessaires à apporter aux législations, y compris en matière d'incitation à l'investissement».

A.A.



la structure du capital à 50/50 n'est profitable ni aux banques elles-mêmes ni à l'économie. Désormais, l'Etat devra soit en devenir l'actionnaire majoritaire, soit céder sa part du capital. Déjà, nous avons commencé à concrétiser cette orientation dans le cas de la Tunisian Qatari Bank (TQB) et nous pensons pouvoir procéder de même avec la Banque tuniso-libyenne.

**Pourquoi le gouvernement en est-il réduit à naviguer à vue, sans réelle planification pour les moyen et long terme ?**

D'abord parce que nous sommes un gouvernement de transition, ensuite en raison de l'absence de réformes clairement identifiées à mener tout de suite et d'une manière consensuelle. De plus, on ne pourrait rien changer véritablement si on ne change pas de lois, dont la mise en place nécessite

## Après le Tourisme, très à l'aise aux Finances

Ce 28 février, il bouclera ses 40 ans et sera ainsi l'un des plus jeunes ministres des Finances qu'aura eu la Tunisie depuis son indépendance. Elyès Fakhfakh, qui est arrivé à la tête de ce grand département fin décembre, après un an en tant que ministre du Tourisme, s'y sent déjà à l'aise. « *D'abord, j'y retrouve une forte concentration de grands commis de l'Etat, compétents et dévoués au service public, nous confie-t-il, et, à tous les niveaux, de bonnes équipes, avides de réforme et de relance. Puis, il faut le dire, j'ai eu l'occasion durant l'année passée au gouvernement de suivre de près les grands dossiers budgétaires et financiers* ». Ingénieur de formation et longtemps manager dans de grands groupes en Tunisie et en Europe, il s'est



forcément du temps. Nous en sommes réduits à gérer un contexte global dominé par la double contrainte des lois et de la durée. De ce point de vue-là, nous avons plutôt réussi pour plusieurs considérations. La première d'entre elles est que notre économie ne s'est pas effondrée.

Mieux, nous faisons en sorte de déblayer le terrain pour le prochain gouvernement qui, à la lumière des diagnostics que nous aurons réalisés, pourra se mettre au travail tout de suite et sans perdre de temps.

Pour autant, il ne faut pas sous-estimer les performances réalisées par le gouvernement issu des élections du 23 octobre 2011, au prix d'un effort considérable et malgré les difficultés conjoncturelles que tout le monde sait. Ainsi, la masse salariale de l'Etat a augmenté de 50 % pour atteindre

affirmé dans le secteur privé en tant que « spécialiste en management des hommes et des organisations ». Fort de son engagement politique au sein d'Ettakatol, l'occasion lui est offerte, au lendemain des élections du 23 octobre 2011, d'exercer ses talents en tant que ministre.

Le premier poste, celui du Tourisme, en pleine crise était loin d'être pour lui une sinécure. Il s'y appliquera tant pour apprendre son nouveau métier de ministre que pour comprendre la problématique du secteur. Rapidement, il a acquis la conviction qu'il lui fallait s'attaquer à la relance immédiate qu'à la préparation du moyen et long termes. «*Il fallait beaucoup de pragmatisme dans les arbitrages qui ne sauraient souffrir aucun retard et de réflexion approfondie sur la stratégie 2016*», dit-il. Si la machine touristique a commencé à se remballer avec un bon début de reprise des entrées et

3 milliards de dinars en 2012 et les dépenses de compensation ont triplé pour passer de 1 500 à 4 500 milliards de dinars en seulement deux ans. Or, chaque augmentation d'un dollar du cours du baril de pétrole entraîne automatiquement pour la Caisse générale de compensation une charge supplémentaire de 32 millions de dinars, et tout renchérissement de 10 millimes du cours du dollar entraîne une charge supplémentaire de 28 millions de dinars.

### **Qu'en est-il de la mise en place et du rôle de la Caisse des dépôts et consignations ?**

La CDC sera une sorte de levier de l'Etat pour l'investissement, surtout sur le long terme (20 ans et plus). Mais ce sera aussi un levier de participation à des fonds d'investissement à moyen terme (5-7 ans).

nuitées, la grande frustration, c'est de n'avoir pas réussi à réactiver le marché français. «*Nous sommes montés à 1 million de touristes, gagnant 200 000 de plus, mais nous n'avons pas encore totalement re-convaincu le touriste français, tant l'effet négatif des médias était fort. La Tunisie finira par y arriver*». Fakhfakh a cependant quitté le siège historique du Tourisme tunisien sur l'avenue Mohamed-V, avec la fierté d'avoir laissé une bonne stratégie qui ne demande qu'à être mise en œuvre.

Sa biographie officielle mentionne ses études à l'Ecole nationale des ingénieurs de Gabès, puis celle de Sfax, sa carrière dans le Groupe Total, avec des missions dans une cinquantaine de pays, son affectation en Pologne, en 2004, en tant que directeur des opérations d'un nouveau site industriel en pleine croissance. De retour en Tunisie en 2006, il prendra la direction générale d'une société industrielle tunisienne

Nous lui assignerons également un rôle important par le biais de fonds de développement régional à mettre en place mais aussi en matière de gestion des biens confisqués, notamment afin de permettre à l'Etat de réaliser les plus-values escomptées. La Caisse aura donc à remplir trois missions mais celle évoquée en premier lieu reste la plus importante comme vecteur de l'investissement.

### **Y a-t-il une réforme en vue des douanes ?**

La réponse est oui, avec une vision prospective de réforme à mener en urgence au double plan de la législation et du contrôle. Mais il sera sans doute nécessaire de faire preuve de plus de fermeté, surtout à la lumière des dysfonctionnements mis en évidence par un audit réalisé par le CGF.

**Abdelhafidh Aliou**

totallement exportatrice dans le secteur des composants automobiles. Il l'engagera dans une démarche de développement international, avec un site en Espagne, un deuxième en cours de construction en Chine et bientôt d'autres sites en Chine et en Inde. Au sein d'Ettakatol, Elyès Fakhfakh, qui rappelle le look de l'ancien Premier ministre socialiste italien Bettino Craxi, joue un rôle de premier plan.

Faisant partie de l'équipe rapprochée du Dr Mustapha Ben Jaâfar, il entretient également de très bonnes relations avec le chef du gouvernement, Hamadi Jebali. Dans son nouveau bureau à la Kasbah, il a juste à traverser la place marbrée pour se retrouver chez Jebali. Une double proximité très utile qui lui permet d'exprimer en interne ses propres positions et, en externe, de porter la parole du parti au sein du gouvernement, avec les autres ministres d'Ettakatol.

**T.H.**



Par Anissa Ben Hassine

## Tunisie: tout a changé ... alors pourquoi rien ne change

**J'**en veux à Al Jomhuri pour son élitisme, j'en veux au Front populaire pour son opposition systématique, j'en veux à Ettakatol parce qu'il a tourné le dos à sa famille démocrate, j'en veux à Al Massar pour son intellectualisme, j'en veux aux nationalistes arabes pour leur vision passéiste, j'en veux à Nida Tounes parce qu'il est un fourre-tout qui cacherait le pire en montrant le meilleur, j'en veux à Dostourna d'avoir exploité sa popularité citoyenne pour faire de la politique partisane, j'en veux aux indépendants pour leur égocentrisme, mais tout cela n'est rien face aux islamistes et leur traînée d'opportunistes qui nous méprisent et insultent notre intelligence.

Après nous avoir portés aux nues et applaudi notre courage, le monde nous a tourné le dos, surpris et déçu en voyant notre assemblée constituante remplie de têtes bigarrées qui semblent, elles-mêmes, étonnées de se retrouver là, ne sachant que faire ni que dire et se contentant de lever la main lorsque le monsieur du premier rang le fait. C'est que

le monde avait longtemps cru à une exception tunisienne, celle d'un peuple éduqué, nourri à la fois de son identité séculaire et d'une modernité universelle, une étrange alchimie introduite grâce à la vision et l'intelligence d'un homme d'Etat, Bourguiba, qui a su trouver dans l'islam des cheiks de la Zitouna les ressorts de la contemporanéité.

Mais les Tunisiens semblent condamnés à écrire leur histoire, non pas dans les palais du peuple mais dans la rue avec leurs larmes et leur sang. Les manifestations de toutes sortes se multiplient aussi bien du côté des pauvres et des sans-emploi qui, ne voyant rien venir des promesses électorales, s'insurgent contre un Etat qui est demeuré trop centralisé, bureaucratisé et opaque, que du côté de la classe moyenne qui se révolte contre la cherté de la vie et le manque

La liberté d'expression, bien qu'elle soit traversée de fissures, demeure cependant l'un des plus grands acquis de la révolution. Mais il est étrange de constater que malgré tous les scandales médiatiques, preuves à l'appui, qui touchent nombre de personnalités politiques de premier rang, le pouvoir en place ne s'ébranle pas pour autant, ce qui fait dire à certains que nous sommes passés de «*Ferme ta gueule*» à «*Cause toujours*» et d'autres de dire «*Tout a changé mais rien n'a changé*». Les divisions éclatent au grand jour, les débats peinent à prendre de la hauteur et virent à la bagarre de chiffonniers ou de hammam. On assiste alors à des scènes surréalistes d'un député, frère d'une ministre et du même parti qu'elle, s'avérer être son plus virulent critique lors de la séance de questions au gouvernement. Et un commentateur de sourire en imaginant le déjeûner de famille du week-end. Sur les plateaux de

Ainsi va la vie, deux ans après une révolution qui se voulait pacifique et exemplaire et qui sombre dans la violence et la médiocrité. La rédaction de la constitution, qui ne devait pas durer plus d'une année et demie, s'enlise, la date des prochaines élections, seules garantes d'un système politique stable et durable, sont inconnues, la justice transitionnelle, qui devait tourner la page de la dictature et sceller la réconciliation nationale, est en panne, les indicateurs économiques sont au rouge et les institutions internationales semblent douter, de plus en plus, de la capacité de la Tunisie à s'en sortir ... seule.

L'heure est grave, comme dirait l'autre, et l'union des forces démocrates se révèle plus que jamais nécessaire et urgente. Il nous faut taire nos différences et nous rassembler car ce qui nous unit, l'amour de notre patrie, est bien plus fort que ce qui nous sépare. De Nida



de sécurité. Quant aux intellectuels, ils dénoncent la nouvelle dictature islamique rampante, la violence de milices qui s'arment à tout-va et les restrictions sournoises des libertés publiques et individuelles.

TV, un ministre reproche aux membres d'un parti adverse d'avoir volé les serviettes de l'hôtel où s'est tenu son meeting et un illuminé de la politique de la dernière heure se déclare pour le mariage avec les petites filles.

Tounes au Front populaire en passant par Al Jomhuri et Al Massar, formons une large coalition. Et pour sceller cette union, quoi de plus symbolique qu'un 14 janvier ... 2013.

**A.B.H.**



Par Habib Touhami

## La révolution tunisienne 2013, année de tous les dangers

**L**a Tunisie s'enfoncé chaque jour davantage dans une impasse politique, économique, financière et sociale sans précédent. L'inquiétude est d'autant plus grande que rien ne semble pouvoir arrêter une machine infernale qui conduit le pays au bord du chaos et de la guerre civile. Le tribalisme, le corporatisme et le régionalisme ont refait surface pour prendre en otage la Nation et l'intérêt public.

Quant à l'Etat, affaibli et domestiqué, il n'est plus apte à jouer son rôle d'arbitre, ni d'assumer ses devoirs les plus élémentaires de sécurité et de justice. Aucune problématique socioéconomique majeure à la base du déclenchement de la révolution n'a trouvé de solution, ni même un début de solution. Aux yeux du monde comme à nos propres yeux, la Tunisie n'est plus la Tunisie, terre de progrès et de tempérance.

**L'analyse expiatoire du passé : une obligation, plus encore une méthode**

Les vrais hommes de progrès *«sont ceux qui ont pour point de départ un respect profond du passé»*, disait Ernest Renan. Rien n'est plus vrai. Mais on se méprendrait gravement sur le sens réel de la phrase si l'on devait comprendre par respect la sacralisation (ou plus exactement la sanctuarisation), ou

pire encore le refus de toute analyse critique. Le passé ne vaut que parce qu'il permet d'éclairer l'avenir, or nous sommes face à deux entités dominantes, l'une croulant sous le poids d'un passé très ancien qu'elle refuse d'inventorier, l'autre empêtrée dans un passé plus récent qu'elle refuse d'assumer. Sous cet angle, ni l'une, ni l'autre ne sont aptes à édifier l'avenir.

Sans que l'on revienne aux responsabilités du régime de Ben Ali, qui sont immenses, force est de reconnaître que la responsabilité du blocage actuel est générale. Si l'on veut bien se pencher sur les tenants et les aboutissants de ce qui s'est passé plus précisément après le 14 janvier 2011, on ne peut que souligner la très grande responsabilité du Haut Comité pour la réalisation des objectifs de la révolution. L'adoption d'un mode de scrutin inapproprié a impulsé aux hommes et aux structures politiques une direction et des choix qui portent en eux tous les ingrédients du malheur qui s'annonce. Aucun être sensé ne peut attendre de la proportionnelle de liste autre chose que l'inflation des partis politiques, la nullité du débat d'idées et la paralysie du pouvoir. Quelle que soit la majorité parlementaire qui se dégagera des prochaines élections, elle ne sera jamais assez solide et cohérente pour soutenir un gouvernement efficace, capable d'affronter les difficultés et de mener à bon port le processus de démocratisation. Car, contrairement à ce qu'il se dit dans certains cercles et salons, l'Assemblée nationale n'a pas pour vocation première de représenter tous les courants politiques existants dans un pays. La proportionnelle est justifiée quand il s'agit d'élire un conseil municipal ou de région, mais elle est inadéquate dès lors qu'il s'agit de dégager une majorité à l'Assemblée nationale. Que l'on juge les choses par rapport aux contingences actuelles ou

que l'on se projette dans l'avenir, la proportionnelle de liste ne permettra jamais de dégager une telle majorité ni d'assurer au pays un minimum de stabilité.

Si la démagogie, les surenchères verbales et autres effets de manche ont prévalu jusqu'ici, c'est que le niveau général de la population l'encourage. A lire les diatribes de ceux qui croient savoir, à suivre le cheminement tortueux de la pensée de certains, à analyser la nature des arguments politiques qui portent, on se rend vite compte que l'institution éducative a formé des générations de perdus et de dyslexiques. Le discernement s'acquiert certes par le vécu et l'ouverture d'esprit, mais le manque de discernement est d'abord une affaire de culture et d'éducation. Sur ce plan, l'école a manqué incontestablement à son devoir. Il nous faudra des générations pour inverser la donne. C'est d'autant plus inquiétant que nous assistons paralysés à une fuite généralisée des cerveaux (5 seulement sur les 160 bacheliers 2001 du Lycée pilote de l'Ariana sont restés au pays) conduisant ainsi à un double appauvrissement économique et académique. C'est donc ce système éducatif qui participe grandement à la division du pays en deux blocs hostiles. En fin de cycle, les étudiants originaires des régions défavorisées repartent vers leur région avec le sentiment qu'ils appartiennent à une autre Tunisie et que jamais ils n'accéderont au standard de vie de leurs camarades issus des régions favorisées. La frustration les domine, les poussant à choisir la voie facile de la victimisation, de la démagogie et de la haine.

### **Les responsabilités spécifiques de la Troïka**

Venons-en maintenant aux responsabilités capitales de la

Troïka. Constituée en fait bien avant les élections d'octobre 2011 sous les auspices bienveillants d'une «association» culturelle française bien connue, dès 2003, la Troïka n'a pas cessé de commettre erreur sur erreur. Dès sa constitution, le gouvernement de la Troïka portait en lui tous les germes de l'échec programmé. Se sont ajoutés de vrais scandales politiques et moraux, de l'autopromotion professionnelle à la visite incongrue et indécente de l'exposition des biens saisis du clan Ben Ali, de l'affairisme revendiqué de certains au népotisme ostentatoire de beaucoup. En fait, le gouvernement de la Troïka n'a fait que calquer ses pas sur ceux de l'ANC : mêmes défaillances morales et politiques, mêmes penchants inassouvis pour l'argent et la vindicte, même incompétence et mêmes insuffisances et insuffisances.

Qu'il s'agisse de la Troïka ou de l'ANC, une odeur fétide s'en échappe, une odeur de plus en pestilentielle. Au sein de l'une et de l'autre, on se presse de se servir au lieu de servir. Certaines dispositions datant de Ben Ali ont été scandaleusement maintenues tels le salaire exorbitant du président provisoire de la République et sa rente à vie. A titre de comparaison, le salaire mensuel brut de notre président est à peu près équivalent à 93,75 fois le Smig tunisien (320 DT) contre un rapport de 1 à 10 en France (14.910 euros contre 1.426 euros pour le Smic français). Le salaire mensuel brut du ministre tunisien est de 22,5 fois le Smig alors que le salaire brut d'un ministre français est de 9.940 euros (rapport de 1 à 7 par rapport au Smic). Le salaire d'un député français est de 1.3512 euros bruts par mois (rapport de 1 à 9), alors que celui de nos députés est équivalent à 20,3 notre Smig. Charité bien ordonnée commence par soi-même, dit-on, voilà notre nomenclature de pacotille bien charitable pour elle-même,

faute de l'être pour les deniers publics et le contribuable tunisien.

Les Tunisiens ont évidemment eux aussi leur part de responsabilité dans l'impasse où se trouve leur pays. Toutefois, les peuples ont le droit de se tromper, pas leurs élites et leurs classes dirigeantes. Faute de s'être opposées fermement à Ben Ali dès le départ, les élites de ce pays avaient fini par se corrompre et se décrédibiliser. Il ne faut surtout pas que le même scénario se répète face à un pouvoir qui n'a pour visée que l'instauration d'un Etat théocratique et l'étouffement des libertés publiques. Il est donc temps pour nos élites de s'amender honorablement de leur action passée en résistant au nihilisme et en prenant à bras-le-corps certaines thématiques jusque-là marginalisées: emploi, chômage, stratégie industrielle, dégradation du pouvoir d'achat, régionalisation, partage équitable de la charge fiscale et des richesses produites, réforme de l'éducation et de la formation, etc. Pour tout pays, les élites peuvent tout aussi bien constituer un motif de honte qu'une source de fierté.

### Qu'en est-il de la révolution tunisienne ?

Et la révolution tunisienne? Elle n'est évidemment plus cette formidable effervescence bénie, source régénératrice d'un pays, d'une culture et d'une société. Dès l'instant où des fractions ont réussi à en détourner l'élan et à en pervertir les objectifs fondamentaux, la révolution tunisienne s'est graduellement transformée en une simple révolte. Dès le moment où la majorité des «*corps constitués*» a accepté la mise en place des contre-feux allumés par Ben Ali avant sa fuite, la cause était entendue. Dès que les partis politiques d'une certaine mouvance ont été placés par les Tunisiens eux-mêmes aux postes de commande, la remise en cause de l'ordre socioéconomique est

devenue caduque. Or il n'y a pas, il n'y a jamais eu de révolution sans remise en cause de cet ordre. Trop de temps a été perdu en palabres, en approximation et en digressions juridiques. Or le temps est le véritable ennemi des révolutions. Tout ce qui ne peut y être immédiatement arraché au système établi et à la réaction est perdu, pour longtemps. L'Histoire est, sur ce point, implacable. C'est dans les semaines qui suivent le déclenchement d'une révolution que tout se décide, pas deux ans après.

On pourrait rétorquer que de préférence à «*l'effervescence révolutionnaire*» capable du meilleur comme du pire, on peut tout aussi bien reconstruire dans le cadre d'«*une révolution par la loi*». Sauf que la révolution tunisienne a été dépourvue dès le départ de toute vue d'ensemble et de toute «*théorisation*», qu'elle n'a jamais réussi à intégrer la dimension économique et sociale de la problématique. L'ANC et la Troïka ne s'y sont pas trompées puisqu'aucune loi de caractère économique et sociale n'a été proposée ou votée par elles. Aucune réforme de structure n'a été mise en discussion et pas la moindre avancée sur des questions capitales pour l'avenir du pays. Ainsi la révolution tunisienne a fini par sombrer dans des pugilats verbaux à grand spectacle devenant un slogan creux, un fonds de commerce pour quelques franges en mal d'existence. Ceux qui l'évoquent le plus sont ceux précisément qui s'acharnent le plus à l'enterrer parce que les moins aptes à en comprendre la genèse et les plus incapables à la faire aboutir.

Au bout du compte, la révolution tunisienne a malencontreusement enfanté d'une formidable et oppressante contre-révolution, phénomène classique en la circonstance. Et les fameuses «*ligues de protection de la révolution*» alors? On se méprendrait lourdement

sur la réalité des choses si on passait à la trappe la bonne foi de certains «*ligueurs*», l'inculture politique de beaucoup et l'irrationalité de la majorité. En dehors même des ligues, beaucoup de Tunisiens pensent aussi que la révolution tunisienne a été confisquée ou dévoyée. L'erreur fondamentale des ligueurs est de ne pas pointer du doigt les responsabilités immenses de la Troïka elle-même. Si les «*ligueurs*» étaient réellement tous de bonne foi, ils auraient dû exercer leur pression sur la Troïka justement, détentrice de tous les pouvoirs et source in fine de tous les blocages. Car si la Troïka avait voulu concrétiser les objectifs premiers de la révolution tunisienne, rien ne l'aurait empêché de le faire, pas même l'inertie classique de l'Administration ou le harcèlement logique de l'opposition.

Aussi, l'année 2013 qui commence est annonciatrice de tous les dangers. Il est difficile de croire en effet que les attaques contre l'UGTT vont cesser. Il est difficile de penser que les ligues de protection de la révolution puissent redécouvrir subitement les bienfaits du débat démocratique. Il est difficile enfin de se convaincre que conformément à la promesse du gouvernement de la Troïka, les mosquées puissent être rendues à Dieu et à Dieu seul. Ce sont pourtant là des préalables indispensables à tout assainissement de la vie politique ainsi qu'à l'organisation d'élections libres et transparentes.

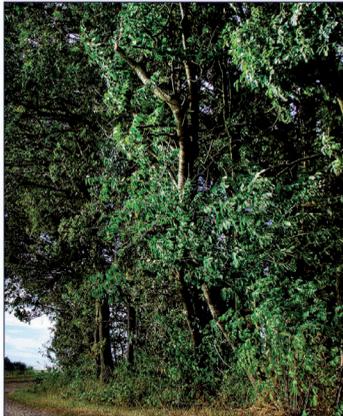
### Les conditions de l'apaisement

Quoi qu'il en soit, la bataille qui s'engage ne peut plus être menée par les seuls partis politiques. C'est une tâche au-dessus de leurs moyens et de leur culture. Les Tunisiens de tous bords et de toutes conditions doivent répondre de concert pour sauver l'essentiel, l'Etat et la République. Une plateforme commune doit donc voir le jour.

**ORANGE**

la solution pour financer les projets  
des entrepreneurs et des professionnels

# BT LEASING



[www.bt.com.tn](http://www.bt.com.tn)

البنك  
التونسي  
BANQUE DE TUNISIE

1-La dissolution des ligues de protection de la révolution ne doit être ni discutée ni négociée. Dans un Etat de droit, la lutte politique ne peut se faire qu'au sein des partis politiques, à travers le combat des idées et des programmes. Sans cette dissolution, il n'existera aucune chance de faire librement campagne ou de voter en conscience. Sans cette dissolution, le processus démocratique lui-même est condamné à s'interrompre.

2- Une commission ad hoc doit être constituée pour faire des propositions concrètes sur la gestion des lieux de culte et la désignation des «*imams*». Les mosquées sont des lieux de prière et de recueillement. Aucun sermon à caractère partisan ne doit y être proféré. Aucun prêche ne doit servir à excommunier les uns ou à béatifier les autres.

3-Toute attaque visant l'UGTT en tant qu'institution doit être considérée comme la ligne rouge au-delà de laquelle la rupture définitive avec le pouvoir en place peut être prononcée. Si les forces politiques du pays n'avaient pas entamé un dialogue de dupes avec Ben Ali en 1988-89, jamais son régime n'aurait duré vingt-trois ans.

4-L'ANC doit être sommée de finir ses travaux au plus tôt, le gouvernement de présenter un calendrier précis quant à la date définitive des élections. Si par malheur le pouvoir vient à ne plus vouloir honorer ses engagements, il se mettrait de lui-même hors la loi et dans ce cas, «*l'obéissance cesse d'être un devoir*» selon la formule consacrée.

5-Les problèmes économiques et sociaux doivent être replacés par tous, en particulier par la presse, au centre de tout débat politique. Mais pour initier un débat sain sur ces questions, il faut d'abord se mettre

d'accord sur les instruments de mesure. Une commission d'experts indépendants pourrait être chargée de valider ou d'aménager nombre de nos agrégats et indicateurs socioéconomiques.

6- C'est à la société civile de mettre sur la table des problématiques telles que l'emploi et le chômage, la stratégie industrielle et agricole, la bonne gouvernance des ressources en eau, le déficit énergétique, la réforme de l'école, la fiscalité, la subdivision du territoire en régions économiques, la péréquation fiscale intra et interrégionale, la compétitivité de l'économie nationale, etc. L'Université tunisienne peut opportunément ouvrir ses portes pour organiser ou accueillir des colloques spécifiques traitant de ces sujets.

## Conclusion

Bref, il est temps que l'on revienne à l'essentiel, c'est-à-dire aux débats d'idées.

Plusieurs phénomènes de blocage du développement sont apparus bien avant le 14 janvier 2011 et pour certains bien avant l'avènement du régime de Ben Ali lui-même. Aucun n'a été sérieusement mis en avant par la classe politique. S'il en est ainsi, c'est parce que le régime ne l'a pas voulu et que la société tunisienne ne l'a pas exigé. C'est sur ce dernier point que les choses doivent changer. A un certain stade de son évolution, une société ne peut pas se réformer exclusivement par décret. Il faut davantage d'exigences qui montent crescendo de la population elle-même, de son élite et de ses corps constitués. Il faut davantage de pédagogie politique, d'explication et de prise de conscience. Il faut que l'esprit commun s'élève pour embrasser la globalité des interdépendances et saisir la rudesse et la complexité de la tâche à accomplir. Revoir les objectifs et les

moyens du système éducatif dont les résultats globaux, dit de massification, ne répondent plus aux exigences du temps présent, procède de la thérapie de groupe. C'est évidemment le cas aussi des déséquilibres financiers de notre sécurité sociale ou du redécoupage territorial qui participe, tout à la fois, de la démocratie directe et d'une certaine conception du développement économique et social. Mille autres chantiers nous attendent, dont l'assainissement des finances publiques, condition incontournable à tout redressement réel du pays. En d'autres termes, le temps de la démagogie, de l'approximation et de la navigation à vue est révolu. La politique économique et financière de court terme doit s'inscrire nécessairement dans le cadre d'une stratégie économique de moyen et long terme. Si l'on devait procéder autrement, on ne ferait qu'hypothéquer gravement l'avenir du pays, et ce pour de nombreuses générations. Malheureusement, c'est très exactement ce que vient de faire le gouvernement de la Troïka.

L'avenir de la Tunisie est entre nos mains, nulle part ailleurs. Que des interférences extérieures existent, c'est un lot commun à tous les pays. Mais soyons sûrs, ces interférences ne pèseront pas lourd devant le vote des électeurs tunisiens. En ce sens, 2013 est bien l'année charnière. Certes, nous sommes d'un poids démographique «*insignifiant*» à l'échelle du monde. Certes, nos richesses naturelles sont limitées et notre économie fragile. Mais il nous reste notre fierté, nos ressources humaines, nos femmes, notre jeunesse, notre attachement au progrès et aux valeurs humaines et universelles, notre terre et notre dignité. Ce sont là des atouts qui comptent et que les autres pays prennent en considération pour peu que les Tunisiens eux-mêmes s'en rendent compte.

H.T.



## Faut-il participer au nouveau gouvernement ?

**U**ne personnalité tunisienne ayant été approchée pour faire partie du nouveau gouvernement a décliné l'offre et s'en explique auprès d'un ami.

Cher ami,

J'ai été sollicité et tu me demandes pourquoi je n'ai pas accepté de participer au prochain gouvernement. Permits-moi de ne pas te répondre directement et d'explorer plutôt avec toi le sens d'une telle participation et son utilité éventuelle.

Je ne fais pas partie de la majorité et si on m'a contacté, c'est soit au titre de mon appartenance à l'opposition, soit à celui de mes compétences réelles ou supposées.

Dans le premier cas, cela n'a de sens que s'il s'agit d'un gouvernement d'union nationale. Toutes les forces, absolument toutes, s'uniraient pour sortir notre cher pays de l'ornière politique dans laquelle le gouvernement actuel l'a mis.

Toutes les forces, du Front Populaire (Al Jebha Chaâbia) à l'Appel de la Tunisie (Nida Tounes) sans oublier Ennahdha, ses partenaires de la Troïka, le Parti Républicain (Al Joumhouri) ou El Massar. Je ne pense pas que ce soit vers cette direction que l'on s'oriente. Et si ce n'est effectivement pas le cas, quel est l'objectif de cette ouverture si ce n'est de diviser l'opposition?

Mais peut-être as-tu raison. Ce n'est pas mon engagement politique qui est recherché mais ma compétence. Ce n'est

pas de division qu'il s'agit, mais d'union, même si ce n'est pas une union nationale. Appelons-la plutôt union sacrée (sans mauvais jeu de mots) pour imprimer une dynamique nouvelle à notre pays. Peut-être l'objectif n'est-il effectivement pas de sortir de l'ornière politique mais de désembourber notre économie et d'apporter de premières réponses aux attentes sociales et sociétales qui n'ont, à ce jour, reçu que des réponses en termes de charité alors que le peuple réclamait la dignité.

Mais si c'est l'objectif recherché, il faudrait alors une équipe gouvernementale resserrée, soudée et d'une cohésion à toute épreuve. Une équipe de choc pour promouvoir un plan d'action globale s'attaquant de front aux sujets économiques, sociaux et sociétaux. Les attaquer tous les trois de front car ils sont intimement liés et imbriqués.

Nous ne sortirons pas notre pays de cette mauvaise passe sans un nouveau contrat social, sans une refonte totale de la politique fiscale pour une meilleure politique de redistribution. Nous n'apporterons aucune ouverture sur le front du chômage si nous ne parvenons ensemble à une adéquation entre éducation, enseignement supérieur, formation professionnelle et emploi. Seule une action énergique et concertée sur ces fronts permettra d'avancer.

Nous avons déjà perdu et du temps et le momentum. Ennahdha avait la légitimité électorale et aurait été encore plus légitime, si elle s'était attelée à établir la justice sociale, avait mis en place les outils à même de garantir la dignité et renforcé la justice tout court. Et elle aurait pu s'appuyer sur la ferveur d'une population encore tout émue de sa participation à des élections libres, légitimement fière d'avoir insufflé un vent de liberté et une revendication de dignité à travers le monde dont les échos se sont fait sentir jusqu'à Wall Street.

Ce moment historique a été lamentablement manqué par l'impréparation et par des démarches politiciennes, voire revancharde et aut centrées selon la sévérité du jugement. Pour l'instant, l'arène politique est loin d'avoir favorisé l'émergence des hommes d'Etat dont notre pays a besoin.

Aujourd'hui, on parle beaucoup d'un gouvernement de compétences. Certes la compétence est une condition nécessaire pour provoquer un sursaut de notre pays. Mais elle est loin d'être suffisante. La somme de compétences

individuelles est loin d'être garante d'une compétence collective. Il y faut la cohésion !

Je reviens alors à ta question. Fallait-il accepter ? Oui ! Assurément oui, si je pensais pouvoir agir en cohésion totale avec les autres membres du gouvernement. On ne les connaît pas encore ? Et pour cause, les consultations sont en cours ! Nous savons cependant de manière certaine que nombre d'entre eux seront à l'image de ce que le gouvernement actuel nous donne à voir. Fallait-il accepter ? Non, définitivement non, lorsque l'on est porteur d'une vision sociale et sociétale orthogonale à celle d'une partie importante des membres présumés de ce gouvernement. Oui ? Non ? La réponse n'est pas aisée.

Sache en tout cas qu'il est vain de penser que l'économique pourra être traité de manière isolée, quelles que soient la compétence et la vision en la matière. Et puisque c'est sur le terrain de la compétence que la discussion a convergé, il est vain d'espérer pouvoir imposer ses conditions pour que la cohésion se fasse autour de la vision que je partage avec de nombreux autres. Dans la négociation politique, on ne pèse que du poids des troupes auxquelles on appartient.

Et pour pouvoir compter sur ces dernières, ce n'est pas seulement au titre de ses compétences mais aussi et surtout au titre de son engagement partisan, de son engagement politique, que l'on doit participer. Mais comme nous l'avons vu, cela ne peut être envisagé que dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale seul à même de retrouver ce momentum dont je parlais plus haut.

La boucle est bouclée. J'ai comme l'impression de me répéter. J'ai assumé mes responsabilités ! Je suis sûr que tu comprendras.

Oui ?  
Non ?  
La réponse  
n'est pas aisée.

Avec nous, vos pro



# Projets ont de l'avenir.

En véritable partenaire, la BIAT vous accompagne dans chaque étape de votre vie pour vous offrir ce qu'il y a de meilleur en matière de produits et de conseil bancaires.



STRATÉGO

Gagnons l'avenir, ensemble  
[www.biat.com.tn](http://www.biat.com.tn)



Vous former, **c'est les former**



**FIDES** vous propose des **formations** centrées sur les compétences recherchées par les entreprises dans la plupart des disciplines stratégiques (Logistique, Supply-Chain et transport, Management, Comptabilité, Ressources humaines, Thèmes transverses : langues, Communication), des **conseils** de qualité par des professionnels du métier (Conseils juridiques et financiers, Conseils en management stratégique et développement) et une offre de **services** et d'expertise adaptés à vos besoins (Ausit, Expertise et Gestion comptabilité).



Wided Bouchammaoui  
**Mon ambition pour l'UTICA**



Le grand apport du XV<sup>ème</sup> congrès de l'Utica, c'est sans doute la légitimité des urnes conférées à l'exécutif, en consécration d'un processus initié à partir des bases». Pour Wided Bouchammaoui, portée à la présidence de la centrale patronale, c'est là un acquis précieux qui repositionne l'organisation sur la scène nationale et internationale, remobilise ses adhérents et marque le retour de la confiance. «Maintenant, le plus difficile commence, dit-elle à Leaders. Nous sommes tenus de concrétiser les promesses et de répondre aux attentes et en défendant les chefs d'entreprise, restaurer l'image de marque et accomplir notre vrai travail de centrale patronale. Pour cela, nous devons être plus forts, plus présents, plus unis».

Les priorités pour Bouchammaoui sont claires : finaliser le nouveau code des investissements dans une approche innovante et plus incitative qui reconnaît à l'investisseur son rôle moteur dans la création de la valeur et l'y encourage, amorcer la mise en œuvre de la vision 2020 et du contrat social et consolider l'organisation et sa bonne gouvernance. Pour cette consolidation, les fondements institutionnels ont été adoptés. Il s'agit de trois leviers importants créés, à savoir un comité d'éthique syndicale qui veillera à la bonne réputation des adhérents, un centre de conciliation et d'arbitrage pour gérer en interne des conflits pouvant naître entre les adhérents et un centre d'études et de recherches devant servir de think tank adossé à des indicateurs fiables.

Mais, ce n'est pas tout. «Maintenant que la confiance est restaurée et qu'un grand attachement à l'Utica est manifesté, ajoute Bouchammaoui, il va falloir renforcer nos rangs en lançant une grande campagne d'adhésion. Nous devons nous ouvrir le plus largement possible et accueillir parmi nous le plus grand nombre possible d'adhérents, dans toutes les catégories. C'est ce qui nous donnera plus de poids et nous permettra de jouer pleinement notre rôle. En interne, un renforcement structurel est indispensable tant au niveau central que dans les régions. Chaque union régionale doit en effet disposer de son propre siège et s'appuyer sur des équipes exécutives fournies, surtout que la décision revient aujourd'hui aux régions et qu'une plus grande attention doit être accordée à l'accueil des adhérents et à la prise en charge de leurs demandes. A cela s'ajoute, d'une part, l'activation d'une meilleure communication interne et externe, fondée sur des structures opérationnelles et de vecteurs performants et, d'autre part, le redéploiement à l'international».

Tout cela exige des ressources financières, ce dont la présidente de l'UTICA est pleinement consciente. «Nous devons mobiliser les budgets appropriés pour faire face à cette relance totale, affirme-t-elle. Nous devons profiter de cette nouvelle dynamique générale issue du congrès pour repartir du bon pied et prendre notre élan».

### Y croire et s'y investir

Pour Bouchammaoui, la conjoncture, bien que difficile, y est favorable. «De toute façon, il n'y a pas d'autre alternative possible que d'y croire et de s'y investir », affirme-t-elle. Il y a certes ce dossier d'hommes d'affaires interdits de voyage à résoudre. «Dommage d'avoir trop laissé traîner cette affaire qui nuit à notre image de marque et plombe la relance», ajoute-t-elle. Il y a aussi l'urgence d'une trêve sociale qui libère l'entreprise et la remet au travail. Il y a enfin ce retard pris





par le gouvernement dans certains dossiers sectoriels, alors qu'il y a de grandes urgences à traiter. Mais elle garde une réelle confiance. «*Un coup d'accélérateur est nécessaire avec le nouveau gouvernement*», estime-t-elle. Bouchammaoui révèle à ce sujet que l'UTICA a été invitée par le chef du gouvernement à se prononcer sur le bilan des départements concernés et qu'elle n'avait pas manqué de lui

livrer en toute sincérité et objectivité son évaluation, d'autant plus qu'elle n'avait aucun intérêt personnel en jeu. «*Ce qui compte le plus pour nous, sachant que l'UTICA est résolument attachée à son indépendance et soucieuse de se tenir à l'écart de tout engagement partisan, c'est de pouvoir compter sur des ministres compétents et expérimentés, à l'écoute de nos préoccupations et œuvrant à y répondre efficacement et rapidement*».

Sur ses relations avec le chef du gouvernement, Wided Bouchammaoui souligne que le gouvernement et l'administration représentent les premiers interlocuteurs de la centrale patronale et qu'il est important d'entretenir avec eux des contacts étroits fondés sur le respect mutuel et la franche collaboration. Elle se félicite de l'attention qu'elle trouve auprès d'eux et souhaite renforcer

## «Ils me manquent, mais je sais que l'UTICA peut compter sur eux !»



Zohra Driss

«*Le verdict des urnes a hissé au bureau exécutif une belle équipe. J'espère qu'elle restera toujours présente, toujours unie*», affirme Bouchammaoui. La révision des statuts a en effet permis une meilleure représentativité des unions régionales et des fédérations nationales et le scrutin a plébiscité des compétences reconnues, avec une bonne moyenne d'âge, favorisant l'émergence d'une nouvelle génération de dirigeants, imprégnés d'esprit d'entreprise et de syndicalisme patronal.

Certains, notamment parmi ceux qui ont été très actifs durant la période de transition, manqueront à Bouchammaoui. «*Je pense notamment à Tarek Ben Yahmed qui n'a pas souhaité se représenter, confie-t-elle. Et aussi à Zohra Driss. Ils ont été d'un grand apport et d'un total soutien dans les moments difficiles vécus ensemble. Mais ce qui me reconforte, c'est qu'ils demeurent, ainsi que nombre d'autres précieuses compétences dévouées, toujours au service de l'UTICA. Je sais que je peux compter sur eux tous*».



Tarek Ben Yahmed



Avec Christine Lagarde, directeur général du FMI

ces relations pour répondre aux attentes des adhérents. Il en est de même avec l'UGTT. *«Nous avons pu nouer d'excellents rapports entre nous et nous essayons ensemble de surmonter les difficultés qui surgissent. L'aboutissement des négociations sociales et la conclusion du nouveau contrat social en offrent de bonnes illustrations»*, souligne-t-elle.

Pour elle, l'essentiel est fait. Une nouvelle page commence. Le nouveau bureau exécutif sera réuni début février pour procéder à la répartition des tâches. Deux vice-présidents et un trésorier seront élus et les missions des autres membres seront convenues d'un commun accord entre eux sans qu'elle y interfère personnellement. Elle n'a qu'une seule urgence : relancer la machine au mieux possible.

Wided Bouchammaoui est pleine d'optimisme et d'enthousiasme : *«Si, je ne l'étais pas, je n'aurais pas été ici !»*



## Du caractère et de l'abnégation

Très fragilisée au lendemain de la révolution, subissant de plein fouet les profonds soubresauts internes et le contrecoup de l'image ternie de certains hommes d'affaires, l'UTICA a subi l'une des crises les plus graves de son histoire, frôlant l'implosion. Le concept même d'une grande centrale patronale unifiée, englobant artisans, petits métiers, services et industries a été remis en question. En plus des tiraillements et des velléités de toutes sortes, des intérêts personnels et des ambitions démesurées. Ceux qui avaient parié sur sa reconstitution et sa relance n'étaient pas nombreux au départ. Et ceux qui ont persisté à la torpiller, tout au long des mois derniers, n'ont guère désarmé.

En passant le relais, Hédi Djilani était précisément hanté par les risques d'éclatement, espérant que l'équipe de relève renfloue rapidement ce grand paquebot en dérive au milieu d'un océan tumultueux. Hamadi Ben Sédrine s'y est essayé. En vain. Un comité national de transition, fortement animé par des jeunes, s'est spontanément imposé, non sans affronter la résistance des uns et le déni des autres. Mais il a fini par prendre les commandes en portant à sa tête Wided Bouchammaoui, obtenant l'aval du bureau exécutif élu et du conseil national. La mission était quasi impossible, il fallait pourtant la réussir.

Rien n'aura été épargné ni à l'équipe, ni à l'organisation, ni au pays : grèves, occupation d'entreprises, violence, dénigrement, surenchère des revendications, dislocations de nombre de structures, montée des extrémismes et des égoïsmes, raidissement de l'Administration, dérapages en tous genres, succession des gouvernements, des ministres, des budgets de l'Etat et des lois de finances (quatre en deux ans) et beaucoup d'incertitudes, sur fond de révolution en Libye et surtout de crise économique internationale. A chaque jour, son lot d'endurance, tous les fronts étaient ouverts, tous les clignotants étaient au rouge !

Avec courage et patience, il fallait tout affronter à la fois, renouer le fil, reprendre la parole, reconstruire la centrale patronale, renouveler ses structures, réviser ses statuts et préparer un congrès pour asseoir la nouvelle légitimité et redéployer la voile. Le tout en préservant jalousement l'indépendance de l'UTICA et sa neutralité à l'égard de tous.

### Perspicacité et détermination

Dans ce long et épuisant processus, Wided Bouchammaoui et son équipe ont fait preuve de beaucoup de perspicacité, de persévérance et de talent. Atout majeur : la sincérité et l'intégrité. Un seul objectif devait primer : sauver l'UTICA, la relancer et lui faire jouer le rôle qui lui revient lors de cette étape, absolument cruciale. Progressivement, des relations de confiance se sont établies avec les gouvernements

successifs, l'UGTT, avant et surtout après le congrès de Tabarka, l'Administration, la société civile, les partenaires étrangers. En interne, le personnel, rassuré sur son avenir, a été remobilisé et les structures remises en marche. Les congrès de renouvellement des dirigeants ont certes ouvert de grandes batailles électorales, subissant les manœuvres des uns et les velléités des autres, mais ont fini par bien se dérouler globalement.

Restaient quelques poches de discorde dans certaines régions dont les congrès ont dû être reportés plusieurs fois, ce qui a retardé la tenue du XVe congrès national. Les affrontements ont connu de vives tensions, portées parfois en justice et tournant parfois à l'irréparable. Des mains occultes ont attisé l'atmosphère, ici et là, cherchant à torpiller l'organisation et à faire échouer son congrès. Jusqu'à la dernière minute. Et c'est là que se sont révélées la solidité de l'équipe aux commandes et sa pugnacité à faire aboutir le processus.

L'ovation spontanée qui a ponctué le discours de Wided Bouchammaoui, à l'ouverture du congrès, était déjà un moment fort ce jour-là. Mais ce n'était pas encore gagné. Que de fois, tout au long des débats, comme dans les coulisses, l'édifice patiemment reconstruit a-t-il failli s'écrouler! Sans lâcher prise, ni céder aux intimidations, elle était montée immédiatement au créneau, prenant la parole, expliquant, mettant en garde contre les risques, appelant à l'unité. La réactivité a été totale. *«Nous avons appris à la connaître, déclare à Leaders un congressiste de l'intérieur du pays, et à éprouver sa sincérité. Elle ne nous a jamais tenu un double langage ni trahi ses engagements».*

### En double chef d'entreprise...

*«Un lien très particulier s'est créé entre nous, confie Wided Bouchammaoui à Leaders. Je n'ai prêté aucune attention aux ragots ni à ceux qui ont essayé de me faire du mal, jusqu'aux dernières heures du congrès. Ma porte était ouverte à tous, y compris à ceux-là. Il faut dire que j'ai hérité de feu mon père cette force de caractère et j'ai toujours été élevée dans la droiture et l'abnégation».*

La nouvelle présidente sait l'énorme travail qui l'attend pour mériter la confiance de ses électeurs. Mais elle doit aussi trouver le temps pour reprendre son travail de chef d'entreprise. Sur son bureau au 6<sup>e</sup> étage à l'UTICA, orné de nombreux bouquets de fleurs reçus, trône un grand coffret de chocolat offert par sa sœur. Tant pour partager avec elle cette réussite, mais aussi pour lui dire combien elle manque aux entreprises du groupe familial. A chaque visiteur, Wided Bouchammaoui propose de déguster ce savoureux cadeau... gardant une pensée émue pour sa petite famille et sa grande famille qu'est devenue l'UTICA.



## Le nouveau bureau exécutif

### «Une belle équipe... pourvu qu'elle reste unie »

#### Industrie

- Wided Bouchammaoui
- Hichem Elloumi
- Khalil Ghariani
- Hammadi Kooli
- Lotfi Hamrouni
- Belhassen Gherab

#### Services

- Ahmed Jamoussi
- Rached Chelli
- Adel Hmani
- Afif Souidi
- Salem Nabgha

#### Commerce

- Aref Belkhiria
- Taoufik Laribi
- Slim Ghorbel
- Chiheb Slama

#### Professions & Métiers

- Mourad Mrad
- Mustapha Habib Testouri
- Samir Cherif

#### Artisanat

- Naceur Dridi
- Lotfi Ben Ahmed
- Makram Zitoun

#### Fédérations nationales

- Boubaker Zakhama (santé)
- Béchir Boujeday (mécanique)
- Kais Sellami (TIC)
- Naceur Jeljeli (papier)
- Samir Majoul (industries alimentaires)

#### Unions régionales

- Mohamed Mhammedi (Tataouine)
- Bilal Khelifa (Gafsa)
- Tahar Tlili (Sidi Bouzid)
- Nébil Inoubli (Jendouba)
- Sami Fatnassi (Béja)

# Nouveau contrat social, tout repenser

**R**eprendre ensemble la construction de l'univers de l'entreprise en repensant les relations professionnelles, en rééquilibrant les rapports et en bâtissant une plateforme commune : l'impératif est fondamental pour l'UTICA, l'UGTT et le gouvernement. Pour Khalil Ghariani, M. Social au sein de la centrale patronale et l'un des principaux auteurs du nouveau contrat social signé en grande pompe le 14 janvier, cet accord est précieux, surtout qu'il reposera sur une institution tripartite indépendante et autonome, sous forme d'un Conseil national de dialogue social qui sera créé cette année pour servir de cadre et de levier.

*«Nous initiions une expérience jusqu'à inédite sur le continent africain et dans le monde arabe, dit-il, et nous devons la réussir. Tous les repères ont été changés par la révolution : explosion déchaînée des revendications, ce qui peut être compréhensible après de longues années de verrouillage des libertés et de noyautage politique du dialogue social, remise en cause de toute la législation du travail». Au lendemain de la chute de l'ancien régime, le contexte était bien particulier.*

D'un côté, une UGTT triomphante auréolée d'un statut d'artisan significatif qui s'ajoute à tout son héritage militant et, de l'autre, une UTICA accablée, visée de toutes parts. Sur le terrain, le climat général de violence, de dérapage et de surenchère ne pouvait que frapper de plein fouet l'entreprise et menacer sérieusement ses fondements. D'urgence, il fallait essayer de tout rattraper, recadrer et repenser. La sagesse a fini par l'emporter: la nouvelle équipe de l'UGTT issue du congrès de Tabarka voulait ouvrir une nouvelle

page à laquelle l'UTICA aspirait profondément. Et c'est ainsi que les équipes des deux centrales se sont mises au travail. Le gouvernement ne pouvait que s'en féliciter, proposant de s'y joindre.

Pas moins de six mois ont été nécessaires pour concevoir cet accord-cadre sous forme beaucoup plus de déclaration de principes et d'intentions que d'avantages spécifiques, rédigé en termes clairs mais ouverts, devant s'inscrire dans la durée. Il repose sur cinq grands chapitres, à savoir :

1. La croissance économique et le développement régional
2. Les politiques de l'emploi et de la formation professionnelle
3. Les relations professionnelles et le travail convenable
4. La protection sociale
5. L'institutionnalisation du dialogue social.

La philosophie de ce nouveau contrat social, nourrie des valeurs de la révolution, mais aussi des



Khalil Ghariani

exigences de la période à venir, a été exposée en préambule. Mais ce sont les dispositions opérationnelles qui retiennent plus l'attention. Un seul exemple suffit pour l'illustrer, la création d'un fonds d'assurance contre la perte d'emploi. Ni assurance chômage classique, ni simple assistance, mais une véritable assurance financée par les partenaires sociaux qui protège le salarié et déculpabilise l'employeur.

Comment se fera sa mise en œuvre? *«A deux niveaux, explique Khalil Ghariani. Le premier concerne la Commission des 15, formée à raison de 5 représentants des trois parties signataires, qui continuera à se réunir pour traiter les affaires courantes et surtout les dossiers urgents, tels ceux des régimes de retraite et autres. Le deuxième niveau est celui de la préparation de la création du conseil national du dialogue social et du lancement des chantiers prioritaires.»*

*«S'agissant du fonds d'assurance contre la perte d'emploi, par exemple, explique Ghariani, il va falloir initier dès à présent les études actuarielles et il en est de même pour nombre d'autres études nécessaires pour repenser l'intermédiation du marché du travail, la protection sociale, la formation des qualifications et compétences, les modèles de relations de travail et autres. Courant février, le coup d'envoi de la mise en œuvre sera donné. C'est ainsi qu'une mission d'experts du Bureau international du travail (BIT) se rendra à Tunis pour discuter ensemble l'agenda général.»*

L'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP), grande absente de ce contrat, y sera-t-elle associée à l'avenir. Ghariani regrette son absence du fait de son propre contexte interne mais espère qu'elle s'y joindra prochainement.

## M. Social

Look d'expert international, Khalil Ghariani, 50 ans, est en charge de tous les dossiers sociaux de l'UTICA. Conventions collectives, accords salariaux, conflits sociaux, protection sociale et autres : il connaît ses dossiers sur le bout des doigts et assure leur gestion, c'est-à-dire la défense des intérêts de sa centrale patronale. Mais, dans l'accomplissement de cette mission, il garde un sens élevé de l'intérêt national et de la cohérence générale. C'est ce qui lui vaut le respect de ses interlocuteurs au sein de l'UGTT, comme au gouvernement. Mais aussi au Bureau international du travail à Genève, au Medef à Paris et dans nombre d'autres instances.

En fait, Khalil n'est pas seul. Il anime tout un pool patronal formé notamment de Nefaa Ennaifar, Béchir Boujeday, Abdelziz Hallab et Habib Testouri, appuyé par un staff permanent spécialisé. S'il en assure la coordination, c'est surtout en raison de sa longue expérience. Juriste de formation, il avait en effet été recruté par l'UTICA pour renforcer le département social où pendant 14 ans (1989-2003) il s'y était pleinement exercé, aux côtés de Mhammed Ali Mkaissi, à l'expérience inégalée. Tout jeune alors, il était déjà lancé dans le bain des négociations et plongé dans les réunions et conférences internationales, notamment celles du BIT et des confédérations patronales.

Tentée par une expérience dans l'entreprise, il prendra la direction générale d'une filiale du groupe Délice (2003-2005), puis se décidera à monter en 2006 son propre projet, une unité de confiserie fine et de chocolaterie. Revenu à l'UTICA, cette fois-ci en tant que chef d'entreprise,

Khalil Ghariani fera partie, au lendemain de la révolution, de cette nouvelle équipe montée au créneau. Coup sur coup, il sera porté, en mars 2011, au Comité national de transition conduit par Wided Bouchammaoui, mais aussi à la Haute Instance pour la réalisation des objectifs de la révolution présidée par Yadh Ben Achour.

Sur ces deux fronts bien animés, il sera d'une grande contribution, faisant montre d'idées innovantes et d'esprit constructif, toujours dans l'indépendance à l'égard de tous les partis et la pondération des positions et des propos. Toutes ses accaparantes charges ne l'ont cependant pas totalement éloigné de ses passions sportives. Khalil Ghariani a toujours nourri un grand amour pour l'équitation, le tennis et le golf. Depuis sa prime jeunesse, il aimait monter les chevaux, dans la ferme familiale d'abord et à Ksar Saïd, ensuite. Puis, étudiant encore, il se paya en 1984 sa première jument, devenant ainsi propriétaire-éleveur, savourant courses et trophées, avant de finir par s'en retirer à la fin des années 80. Il s'était aussi adonné au tennis et surtout au golf, jusqu'à présider la fédération tunisienne, fonder la fédération maghrébine et siéger à l'union arabe. Des sports nobles, certes, mais il a essayé de participer à leur élargissement, surtout pour le golf, poursuivant le programme de ses prédécesseurs d'initier des jeunes issus de milieux modestes et de soutenir leurs pas sur la voie de la réussite.

Avec tous ses engagements durant les derniers mois et ses nouvelles charges après son élection au sein du bureau exécutif de l'UTICA, Ghariani se sent frustré de ne pas pouvoir s'adonner à ses hobbies. Il se contente de suivre de loin, mais la passion reste vive en lui. Il en garde surtout cette silhouette fine et élancée, cet esprit ouvert et la détermination de la performance.



Avec l'ancien directeur général du BIT, Juan Somavia



A l'hippodrome de Ksar Saïd, raflant un trophée

# La 1<sup>ère</sup> gamme complète d'assurance Santé Individuelle

**SAHATY** |  
International

**SAHATY**

## **Votre santé est assurée où que vous soyez**

- **Une couverture complète**  
en Tunisie et à l'étranger
- **Une haute qualité de gestion**  
(un service de prise en charge hospitalier à l'étranger  
7j/7 et 24h/24)
- **De nombreux services associés**  
(accès à un extranet client, carte d'adhérent...)
- **Pour un particulier, une famille ou personne morale** (entreprise, association...)
- **Une facilité de paiement :**  
Annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel

## **Une complémentaire santé adaptée à votre situation**

- **Vos garanties "sur mesures" :**  
Célibataire, Famille niveau 1 et 2
- **Un service de qualité :**  
Vous êtes remboursés avant une semaine
- **Une couverture pour tous :**  
Salariés, indépendants ou inactifs
- **Un tarif avantageux :** Bénéficiez d'un tarif collectif
- **Une facilité de paiement :**  
Annuel, semestriel, trimestriel ou mensuel
- **Un professionnalisme prouvé :**  
un assureur sûr et disponible

Immeuble CARTE Lot BC4  
Centre Urbain Nord, 1082 Tunis, Tunisie  
Fax : +216 71 184 179



Tél : +216 71 184 143  
marketing@carte.com.tn  
www.carte.tn

# Syphax Airlines: 10 Airbus et une introduction en Bourse Le grand enjeu de l'aérien



A la base du lancement de Syphax Airlines, juste au lendemain de la révolution, un concept qui se veut visionnaire. L'ouverture du ciel, d'un côté et de l'autre, la nécessité de renforcer le tourisme tunisien et les perspectives de développement de la Tunisie, dans les années à venir, constituent, selon Frikha, autant de menaces concurrentielles que d'opportunités stratégiques pour le transport aérien national. Menaces :

l'open sky, mais nul ne saurait y échapper, ne pourra que mieux résister et faire retarder quelque peu les échéances. L'affaiblissement des compagnies tunisiennes pèsera sur la souveraineté aérienne et s'exercera notamment sur le tourisme qui sera alors laissé à la merci des voyageurs et transporteurs étrangers. Opportunités: renforcer le pavillon national, doter le tourisme du levier fondamental que représente

**Q**uelques mois seulement après le décollage, le 29 avril dernier, de son premier vol, la toute jeune compagnie aérienne Syphax, dotée d'un capital de 15MD, frappe déjà à la porte de la Bourse et lance une grande commande de pas moins de 10 Airbus, pour 600 millions de dollars. Deux décisions intimement liées, comme l'explique son fondateur, Mohamed Frikha. Une grande aventure ? «*Bien calculée*», affirme-t-il.



l'aérien, offrir aux exportateurs les fréquences et volumes nécessaires et aux voyageurs tunisiens, hommes d'affaires, touristes, étudiants, Tunisiens à l'étranger et familles, autant de sièges que nécessaire dans de bonnes conditions et à des prix abordables, explique Frikha. Le grand pari qu'il fait, c'est l'accélération de la reprise économique. *«De toute façon, nous devons y contribuer, confie-t-il. Il ne faut pas rester dans l'expectative et attendre des jours meilleurs. Demain se prépare aujourd'hui, sinon, ce sera alors trop tard, surtout dans une industrie qui prend du temps pour se construire et exige une longue préparation. Demander des autorisations pour de nouvelles destinations, commander des avions, recruter et former le personnel et développer le marché : cela ne peut se faire du jour au lendemain».*

### Une montée en puissance programmée

On comprend alors mieux la logique de la compagnie. Actuellement, elle opère à partir de Tunis-Carthage, Sfax, Djerba et bientôt Monastir, sur la France, la Libye et la Turquie en vols réguliers. Son réseau s'étendra bientôt à Djeddah et Casablanca. Sa flotte a démarré avec deux Airbus A319 et assure également des vols charters sur de nombreuses destinations. Donnant un signal fort de son expansion, Syphax a signé le contrat avec Airbus, mi-janvier dernier, en grande pompe, en marge de la première réunion du Conseil économique consultatif Tunisie-Union européenne. Le chef du gouvernement, Hamadi Jebali, y était entouré de plusieurs ministres ainsi que du vice-président de la Commission européenne, Antonio Tajani. Le protocole d'accord porte sur l'acquisition de trois A320 neo et trois A320 ceo, ainsi que quatre options d'achat, pour un montant dépassant les 600 millions de dollars. La livraison commencera dès 2015 avec deux appareils et se poursuivra à un

rythme soutenu jusqu'en 2020. Avec ces 6 appareils A320 supplémentaires, Syphax Airlines multiplie par quatre sa capacité opérationnelle. Un financement cofacé est envisagé avec d'autres sources. Les acquisitions lancées, il va falloir consolider les assises financières de la compagnie. Acte premier, procéder à une augmentation du capital en s'introduisant en Bourse, sur le marché alternatif. Le second marché est bien indiqué pour les jeunes entreprises, pouvant en effet déroger à l'exigence de l'ancienneté et ne nécessitant pas d'exercices bénéficiaires. Frikha avait déjà fait l'expérience d'introduire en Bourse au printemps 2011 son entreprise Telnet, spécialisée en TIC, et réalisé l'importance d'accéder ainsi au marché financier.

Le processus est déclenché. Une demande a été introduite dans ce sens et a obtenu, fin décembre dernier, l'accord

de principe du conseil de la Bourse de Tunis. L'admission doit porter sur 5.500.000 actions de nominal 5 dinars chacune, composées des 3.000.000 d'actions anciennes et des 2.500.000 actions nouvelles. Il ne reste plus que l'accomplissement des formalités habituelles, notamment le visa par le CMF du prospectus y afférent.

Mohamed Frikha affiche une réelle assurance quant à l'aboutissement heureux de sa double démarche : l'admission en Bourse et l'expansion de Syphax Airlines. Animé d'une grande volonté d'entreprendre, ce polytechnicien diplômé de SupTelecom qui avait abandonné une brillante carrière dans une multinationale pour rentrer en Tunisie et lancer Telnet, aime prendre des risques. Et sait faire les bons paris. Même si, cette fois-ci, l'enjeu est très grand. Mais, il y croit et s'y investit.

## Dates-clés

### Juin 2011

Lancement du projet d'étude par le cabinet Roland Berger

### 13 septembre 2011

Obtention de l'agrément pour le transport aérien

### Janvier 2012

Partenariat avec Lufthansa Systems pour l'implémentation des systèmes opérationnels

### 17 janvier 2012

Signature du contrat d'acquisition de 2 Airbus A319

### 16 mars 2012

Arrivée des deux premiers avions à Sfax et inauguration de la compagnie par le président de la République Tunisienne

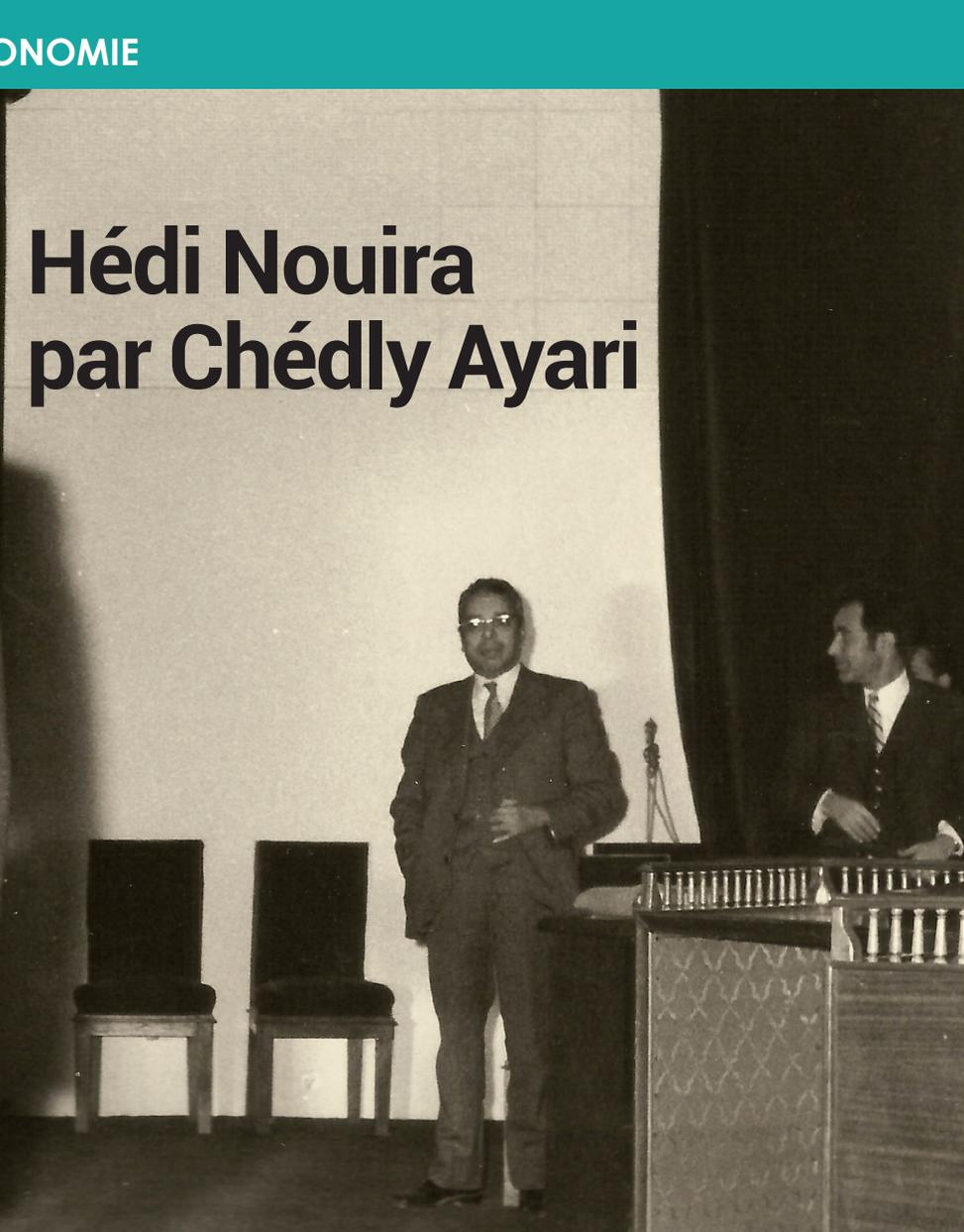
### 29 avril 2012

Premier vol commercial

### 15 janvier 2013

Signature avec Airbus de l'accord d'acquisition de trois A320 neo et trois A320 ceo, ainsi que 4 options d'achat (plus de 600 millions de dollars).

# Hédi Nouira par Chédly Ayari



**J**e sais combien nos plumes sont enclines à déraiper et nos paroles à enfler, quand nous évoquons le souvenir de nos illustres disparus, ceux qui habiteront à jamais notre mémoire collective, en

dépît de tous ces négateurs du passé, qui appellent, au gré des révolutions ou de simples changements de régime, de faire table rase de ce qui fut. Négateurs de tous bords, vous deviendrez vieux à votre tour, et l'on vous accusera, comme on nous accusait, de tenir à des idées surannées. Ce sont vos pères que vous avez vaincus ; ne les reniez pas, vous êtes sortis de leur sang.

Hédi Nouria, Si Hédi, qui n'est plus parmi nous, voilà aujourd'hui vingt ans, fait partie du panthéon de ces illustres disparus qui habiteront à jamais notre mémoire collective tunisienne. Mais la place que Si Hédi aurait occupée dans ce panthéon et dans cette mémoire aurait été plus illustre encore s'il ne nous avait pas frustrés d'un rêve que nous étions certainement nombreux à caresser : celui d'écrire sur lui, avec lui, sur sa propre histoire et l'histoire de son pays, ses combats, son œuvre multiforme, ses espoirs, ses ambitions, ses frustrations aussi... Son fils Chakib, présent parmi nous, en témoignera...

### Une double indépendance

Votre humble orateur de ce matin (\*) est le dixième successeur à la charge historique de gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie, dont l'illustre disparu a eu l'insigne honneur et la redoutable responsabilité de concevoir l'objet et le contenu d'abord, puis de l'exercer avec une obligation de résultat impitoyable; et ce, dans des conditions politiques et économiques domestiques et étrangères rarement propices. Père fondateur de l'Institution d'émission tunisienne et de la monnaie tunisienne, le dinar. Artisan de l'affranchissement quasi-immédiat de la devise nationale du joug de la zone franc. Initiateur du premier réseau bancaire national tunisien. Concepteur de la première politique monétaire nationale tunisienne — une politique moderne, ouverte, favorable au développement du pays, mais soucieuse aussi de sa double indépendance: à l'égard du pouvoir exécutif national comme à l'égard des intérêts et des influences étrangers. Hédi Nouria fut tout cela à la fois. En cela aussi, il a symbolisé, porté, défendu, conforté et rehaussé l'un des plus grands attributs de la souveraineté nationale tunisienne : la souveraineté monétaire. Il a enfin élevé la BCT à un niveau d'efficacité, de crédibilité, de fiabilité, d'excellence et de professionnalisme, qui ont permis à l'Institut d'émission national d'acquérir une réputation et une résilience aux soubresauts de la conjoncture économique, sociale ou politique, nationales et internationales, tout à fait remarquables. Le long parcours de Si Hédi à la tête de la BCT aura été tout, sauf un long fleuve tranquille.

Des épreuves de force qui ont marqué les relations politiques et économiques franco-tunisiennes depuis l'indépendance en 1956: création d'un Institut d'émission indépendant et d'une monnaie nationale souveraine, sortie de la zone franc et de l'union douanière avec la France, crise de Bizerte, évacuation des terres agricoles coloniales; à la grande saga coopérativiste des années 1960, en passant par la première dévaluation du dinar en 1964 et la conclusion du premier

accord stand-by avec le FMI; à la gestion d'une pénurie croissante de ressources en devises étrangères, sans oublier les crises politiques qui avaient jalonné les rapports de la Tunisie avec ses voisins proches (Algérie, Libye) et moins proches (Egypte notamment), la résilience de la BCT a été maintes fois testée. Quoique l'Institut d'émission et son gouverneur n'aient pas toujours réussi à imposer leur indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif, le prestige et le savoir-faire politiques de Si Hédi d'une part et la respectabilité en matière financière et économique reconnue à ce dernier d'autre part, ont permis à la BCT de traverser les grosses comme les petites tempêtes avec succès.

### La BCT post-révolution est debout

Quelque quarante trois années après que si Hédi a quitté les fonctions de gouverneur pour celles de Premier ministre de la République, vingt années après qu'Allah le Tout-Puissant l'a rappelé à Lui, le modeste successeur que je suis à la charge assumée par le plus prestigieux de mes prédécesseurs à la tête de l'Institut d'émission peut en témoigner. La réputation et la résilience dont nous parlions plus haut, quoiqu'elles aient pu être secouées, ici et là, par les crises et les troubles qui ont marqué la vie du pays au cours des quatre décennies passées, et singulièrement plus encore, depuis la révolution du Jasmin, de décembre-janvier 2011, n'ont été en rien entamées. La BCT post-révolution est debout, toujours porteuse du formidable acquis que lui a transmis Si Hédi, toujours sereine, sage, pondérée, à l'écoute, consciente comme toujours des imperfections et des dysfonctionnements qui la marquent mais qu'il lui faut





réduire, prégnante des mêmes ambitions — celles qui portent sur le renforcement de sa contribution à l'essor économique et social du pays et le partage équitable des richesses produites par la nation, dans le cadre de fondamentaux solides et stables d'une part et dans le respect total de son indépendance institutionnelle et décisionnelle, d'autre part. Aujourd'hui que les ponts avec le pouvoir exécutif, un moment rompus, sont rétablis, et que le risque d'une instrumentalisation de l'institution à des fins politiciennes et partisanses est écarté, la BCT peut retrouver la quiétude et l'objectivité nécessaires à la conduite de sa mission. Toutefois, circonscrire, en ce jour de commémoration, notre évocation de la mémoire du grand artisan de la lutte pour l'indépendance et de la construction du nouvel Etat tunisien, Si Hédi Nouira, au seul épisode proprement bancaire et monétaire de la vie de ce dernier, si important et si fondateur fût-il, c'est faire, en quelque sorte, injustice à l'illustre Tunisien qui nous a quittés. Comment occulter, en ce moment de recueillement et de souvenir, ces deux autres grandes dimensions de la personnalité de l'illustre disparu : le grand militant-résistant pour la liberté de la Tunisie qu'il fut et le non moins grand



Hédi Nouira entre Hamadi Badra et Taher Ben Ammar

Premier ministre de la République qu'il a été aussi, dix années durant? Sur la première dimension, je laisserai à d'autres intervenants, plus compétents que moi, le soin de nous éclairer sur cet aspect-là de la personnalité de Si Hédi. Sur la seconde, votre humble orateur ne peut pas se permettre, lui qui eut l'honneur et le privilège de servir sous la tutelle du Premier ministre H. Nouira, de 1972 à 1975, successivement comme ministre de l'Education, puis comme ministre de l'Economie nationale, enfin comme ministre du Plan, de passer sous silence cette autre face-là de la personnalité de Si Hédi.

### Homme de gouvernement plus qu' homme d'appareil

Avant de parler de ces années 1970, qui furent des années «nouristes» par excellence, ma fascination par le personnage de Si Hédi, que j'avais eu la chance d'approcher de près, mais dont je ne suis jamais devenu un intime, m'a permis de me rendre compte à quel point H. Nouira "tranchait" dans le paysage néo-destourien de l'époque. Grand compagnon de la Libération, l'homme au tempérament plus discret qu'introverti, plus réservé que secret, se prévalait rarement en public de son passé de résistant, dans un pays où les «militants», toutes générations et toutes formes de militantisme confondues, ne manquaient jamais l'occasion de rappeler à qui voulait les entendre leurs "faits de guerre", avérés ou inventés, réels ou fantasmés. Si Hédi n'avait jamais cessé de détonner au sein d'un système où le mimétisme des faits, gestes, expressions et tics du «Combattant Suprême» faisait partie de la culture, ou plutôt, de la sous-culture nationale.

Urbain jusqu'au bout des ongles, mais non immunisé contre des accès de colère sourde, l'homme avait une capacité d'écoute hors du commun, en tout cas du commun tunisien, qui confortait ses interlocuteurs — y compris ses ministres — toujours heureux de pouvoir lui parler à leur aise sans être interrompus, mais qui ne manquait pas non plus d'engendrer chez eux quelque perplexité, sinon une angoisse... quand le silence de Si Hédi se prolongeait. Homme de gouvernement plus qu' homme d'appareil, H. Nouira croyait plus au pouvoir de l'Etat-Administration, de l'Etat-technostructure plus qu'à celui de l'Etat-parti, de l'Etat-apparatchiks.

### Le syncrétisme nourien

Cette proximité, rendue tout à fait naturelle du fait des fonctions que j'occupais, m'a amené souvent à m'interroger

également sur la nature des courants intellectuels, y compris la nature des écoles de pensée économique, qui influaient sur les choix et les décisions économiques et sociaux de Si Hédi auxquels j'étais associé en amont, durant mon parcours ministériel. J'avais découvert, en effet, qu'il y avait, en fait, un syncrétisme nouirien, comme il y avait un syncrétisme bourguibien, dont j'ai essayé de retracer le contenu dans mon ouvrage sur *Le système de développement tunisien. Vue rétrospective - Les années 1962-1986*.<sup>(1)</sup>

Le syncrétisme nouirien me semblait être une composition de Colbert, de Quesnay, de Friedman et de Keynes réunis

**De Colbert**, Hédi Nourira tenait sa croyance que seule la petite et moyenne industrie, dans un environnement national protégé contre les excès d'un libre-échange débridé et d'un capitalisme sauvage et prédateur, était susceptible de fournir à l'économie nationale 'le tissu conjonctif' de sa croissance et les conditions de son équilibre social fondé, entre autres, sur l'émergence et la consolidation d'une classe moyenne nationale, faite d'entrepreneurs privés plus que de commis de l'Etat.

**De Quesnay et des physiocrates**, Si Hédi puisait son attachement à l'agriculture, à laquelle il prêtait l'attention d'un spécialiste averti. De Friedman et des monétaristes, il avait hérité le souci, jusqu'à l'excès quelquefois, de l'orthodoxie monétaire et de la gestion rigoureuse des finances publiques.

**De Keynes**, il tirait sa philosophie de l'Etat interventionniste, non seulement là où le secteur privé se révélait défaillant, mais aussi là où la sécurité économique de la nation exigeait l'action volontariste de la puissance publique.

De laquelle de ces diverses écoles économiques Hédi Nourira aura-t-il «tiré» le plus pour modeler la nouvelle économie politique de l'ère post-coopératiste? La propre dynamique du développement tunisien, comme les vicissitudes de l'environnement national et aussi international au cours de la décennie 1970, obligeront, en fait, le Premier ministre de l'époque à chercher sa voie à travers toutes ces écoles de pensée à la fois. Un pragmatisme tout bourguibien que l'ancien Premier ministre a su mettre en pratique,

et qu'aucun de ses successeurs, y compris en ce temps post-révolutionnaire tunisien, ne saura faire aussi bien.

### L'invention ou la réinvention du futur

Toutefois, et en attendant que des recherches historiques objectives et autorisées révèlent jusqu'où le moment libéral, ou semi-libéral, ou proto-libéral nouirien aura été producteur ou non d'une croissance à la fois forte, équitable, durable, inclusive, dirons-nous dans un langage plus actuel encore, il nous faudra bien rappeler que H. Nourira avait hérité, au lendemain de la crise de septembre 1969, d'une Tunisie exsangue, pour lui donner, de nouveau, espoirs et ambitions. L'homme avait, en effet, à gérer, en ce début des années 1970, le renouveau de la confiance dans une Tunisie traumatisée, hostile au changement, bloquée par les inerties d'un pouvoir centralisé et répressif, et les pressions d'un syndicalisme revendicatif puissant. Comment réconcilier dans cette Tunisie de l'après-coopérativisation les nouveaux espaces de libertés économiques qu'il fallait inventer; le rôle d'un Etat devenu plus jamais garant de la justice et de l'équité sociales; la promotion d'une nouvelle classe moyenne, responsable et active, ce 'tissu conjonctif', comme Si Hédi se plaisait à appeler, qui manquait à la société tunisienne; la création d'une nouvelle base industrielle à la mesure de nos moyens; l'ouverture nécessaire de notre pays sur un monde de plus en plus compétitif, et l'instauration d'une nouvelle ère de paix entre les partenaires sociaux?

S'il est vrai que l'histoire ne se répète jamais, et qu'en matière de développement, le nouveau temps révolutionnaire ou post-révolutionnaire tunisien que nous vivons depuis deux ans, et la Tunisie post-septembre 1969, exigent des thérapies différentes, il n'en demeure pas moins que les enseignements tirés des divers systèmes appliqués depuis l'indépendance, y compris du système Nourira, pourraient, devraient être mis à profit aujourd'hui et demain. Notre devoir de mémoire, à nous autres Tunisiens, toutes générations confondues, n'est pas simplement de dénoncer les négateurs du passé, mais aussi d'intégrer les enseignements de ce dernier dans l'invention ou la réinvention du futur.

C.A.

(\*) Hommage prononcé à l'occasion de la commémoration, le 25 janvier dernier, du 20ème anniversaire de la disparition de Hédi Nourira. L'auditorium de la BCT portera désormais son nom.

(1), *Livre I Analyse Institutionnelle* 2003, Centre de Publications Universitaires pp. 108-109





Par Mehdi Taje

# Les enjeux géopolitiques de la guerre au Mali

**L'espace sahélien, tourmenté, sous-administré et sous-défendu, est travaillé depuis longtemps par des lignes de fracture et des facteurs de tension justifiant, à la faveur de l'incubateur libyen, l'explosion de la crise malienne, risquant par effet de contagion de déstabiliser toute la zone. En tant que géopoliticien, je crois à la rémanence historique, c'est-à-dire à la nécessité d'inscrire les événements sur le temps long de l'histoire afin de ne pas se laisser abuser par le poids du présent et du sensationnel. Relativement aux événements secouant le Sahel, il convient de prendre de la hauteur tant le panorama stratégique est brouillé par l'actualité dont la guerre au Mali constitue l'épicentre.**

L'espace sahélien, véritable polygone de crises, est travaillé par des lignes de fracture inscrites dans le temps long de l'histoire et qui continuent à produire leurs effets, et par des éléments plus récents se surajoutant et amplifiant la vulnérabilité du champ. La géographie même de cet espace, dit désertique, favorise une remise en question des frontières coloniales ayant bouleversé les frontières ethniques et les équilibres traditionnels, notamment la libre mobilité des hommes et des biens,

caravanes, commerce, transhumance et nomadisme. Le télescopage entre l'autorité étatique et l'autorité traditionnelle des populations nomades touaregs, toubous, etc. participe à l'explication du système de conflits que révèle notamment la crise malienne. Deuxième facteur, de nombreux conflits sahéliens trouvent leur origine dans la fracture Afrique blanche-Afrique noire induite par la traite d'abord islamo-arabe puis européen-coloniale, souvent renforcée par la complicité de populations noires (ethnies différentes et rivales). Lors de la décolonisation, les États regroupant administrativement des populations caractérisées par de lourds contentieux historiques, notamment les ethnies victimes de la traite, doivent assurer la cohabitation de tribus ayant participé activement au sein de l'ancien appareil négrier. Second aspect de cette ligne de contact, la plupart des États situés entre les latitudes 10° Nord et 20° Nord sont caractérisés, dans leur architecture interne, par une fracture Nord-Sud qui traduit une opposition avant tout ethnique entre populations blanches, souvent arabisées, et populations noires.

Selon la formule de Bernard Lugan, « *un rift racial qui part de la Mauritanie pour s'étendre jusqu'au Soudan et qui sépare des Afrique(s) dites « blanches » d'autres Afrique(s) dites « noires »*, brise en deux la plupart des pays sahéliens ». Au Mali, l'opposition fondamentale est celle des Blancs, Maures et Touaregs, et des ethnies africaines noires. La rébellion est nordiste et touareg. La fracture raciale Nord-Sud,

ancrée dans l'histoire et à la base d'une profonde conscience ethnico-tribale, paraît difficilement conciliable avec le concept d'État-nation hérité de la décolonisation. Les implications philosophiques de cette question sont lourdes de conséquences. Comment, en effet, envisager que les Touaregs puissent accepter la domination de ces mêmes ethnies, consacrée par le colonisateur puis par l'État malien après la décolonisation ? De véritables murs d'incompréhension et d'hostilité se sont érigés dans le temps, minant le processus d'édification d'un véritable sentiment national, indispensable à l'émergence de l'État-nation. Tant que cette problématique ne sera pas posée de manière claire, sans dérobade, il n'y aura guère de solution durable à la crise malienne.

A ces facteurs historiques se juxtaposent de nouveaux facteurs déstabilisateurs : la défaillance politique et économique des États sahéliens, incapables d'assumer les attributs de la souveraineté sur l'ensemble de leur territoire ; la spéculation islamiste par des forces obscures qui sont loin de toute foi religieuse, encore plus de l'islam ; les sécheresses et famines amenées à s'amplifier compte tenu des effets attendus du réchauffement climatique ; la pauvreté, la précarité économique et sociale et le manque de perspective d'avenir pour une nombreuse jeunesse désœuvrée ; la forte croissance démographique (en 2040, la population sahélienne devrait doubler pour atteindre 150 millions d'habitants) ;

## Le peuple touareg



la montée en puissance des trafics en tous genres et notamment du trafic de drogue en provenance d'Amérique Latine ; le terrorisme incarné essentiellement par AQMI, les rivalités et tensions entre États sahéliens, les ingérences des puissances extérieures instrumentalisant les facteurs de tensions afin de mieux contrôler les richesses avérées et potentielles (pétrole, gaz, uranium, fer, or, cuivre, étain, terres rares, etc.), enfin les effets induits de la guerre en Libye. En effet, la déstabilisation de la Libye, suite à l'intervention de l'OTAN, a libéré des forces (dissémination d'armes sophistiquées, retour massif de réfugiés sahéliens et de Touaregs armés incorporés dans l'armée de Kadhafi), aboutissant au réveil de la rébellion touareg au Mali, matérialisée par l'attaque le 17 janvier 2012 par le MNLA contre les localités et garnisons militaires du Nord Mali. La suite, nous la connaissons ! Reappelons l'interjection du Sphinx à Œdipe: «Comprends ou tu es dévoré».

A titre illustratif, la méconnaissance des pesanteurs de l'histoire par les USA et les Français s'est traduite par des conséquences dramatiques conduisant dans une certaine mesure à la guerre au Mali : en effet, dans le cadre du TSCTP (Partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme) initié par les USA en 2005 et visant à renforcer les capacités des armées locales, «les militaires américains constatèrent que les meilleurs éléments militaires maliens étaient touaregs ; ils initièrent donc ces derniers aux techniques militaires les plus pointues, orientation politique en totale contradiction avec les données ethno-politiques locales. En effet, ceux qu'ils formaient pour la défense de l'Etat malien n'avaient qu'un but : détruire ce dernier. Aussi, quand ces officiers touaregs désertèrent avec armes et bagages pour rejoindre le MNLA ou Ansar Eddine, leurs formateurs demeurèrent incrédules. Ce ne sont donc pas des amateurs que les troupes françaises, maliennes et africaines doivent aujourd'hui affronter, mais des combattants aguerris dont certains sont rompus aux meilleures techniques de la guérilla en milieu désertique ». Dans le même ordre d'idées, les conséquences de la guerre en Libye brisant les équilibres internes, induisant le retour des Touaregs avec armes et bagages et favorisant l'émergence des jihadistes soutenus par les puissances occidentales étaient parfaitement prévisibles.

A ce stade, il me paraît important d'insister sur deux points:

L'éclatement d'un foyer d'instabilité au Sahel menace la stabilité et la sécurité des pays du Maghreb sur le long terme. Il n'est plus possible de poser la problématique du Maghreb en l'isolant du flanc sud sahélien. Une concertation permanente s'impose entre les pays du Maghreb sur le présent et l'avenir de la scène sahélienne. Malheureusement, nous en sommes loin ! En effet, les pays maghrébins en transition démocratique ou en phase pré-révolutionnaire s'exposent aux diverses menaces projetées par le vide sécuritaire caractérisant le flanc sud sahélien dopé par l'insécurité libyenne. La Tunisie doit faire preuve de la plus grande vigilance. A titre illustratif, hormis la montée en puissance des trafics, l'enracinement d'un foyer jihadiste au nord du Mali se surajoutant à la Libye risque, à l'image de l'Irak et de la Syrie, d'attirer de nombreux Tunisiens imprégnés par la doctrine salafiste et jihadiste et aspirant à défendre une terre de l'islam agressée par les mécréants. Or, ces éléments, une fois la guerre achevée, sont susceptibles de revenir au pays encore plus radicalisés et aguerris compte tenu de leur expérience de la guerre asymétrique. Selon des sources locales, les combattants tunisiens seraient d'ores et déjà environ 300, les autorités tunisiennes évoquant le chiffre de 50. Les initiatives et positions divergentes des uns et des autres ternissent l'image d'un Maghreb désuni et distant de ses obligations stratégiques communes. L'édification du Grand Maghreb est une nécessité régionale et une nécessité également dans le contexte de la mondialisation et de la multiplication des initiatives d'intégrations dans le monde.

L'affirmation du Grand Maghreb comblerait un vide stratégique tout en forçant une plus grande responsabilité internationale dans le présent et l'avenir de la zone Maghreb - Sahel. Plus globalement, Méditerranée, Maghreb et Sahel constituent une matrice travaillée par des forces et des logiques communes. C'est ainsi que la Méditerranée connaît aujourd'hui une vraie question nord-africaine connectée étroitement à une vraie question sahélienne».

Le danger réel risquant d'impacter durablement les équilibres des sociétés sahéliennes est la prise de contrôle du pouvoir par des groupes vivant de rentes criminelles. Ainsi se produit le basculement d'une criminalisation économique vers une criminalisation politique. La crise malienne, notamment le coup d'État du 22 mars 2012 et la crise institutionnelle qui perdure, révèlent à quel point la menace du crime organisé est invasive, bien plus sournoise et déstabilisatrice que quelques centaines de criminels se revendiquant de l'islamisme radical et disséminés sur une superficie équivalente à celle de l'Union européenne. Piraterie au large du golfe du Bénin avec des ramifications à terre, prises d'otages, multiplication des trafics, blanchiment d'argent, etc. alimentent une économie de l'ombre en mesure de menacer durablement la sécurité des Etats sahéliens, condamnant tout espoir de démocratie et de bonne gouvernance. Marginalisés, le crime organisé a proliféré, connaissant un effet de souffle du fait de la mondialisation et des effets de la fragmentation des continents affectant de nombreuses régions du monde. Profondément défailants, les Etats sahéliens, dépourvus de capacités militaires, policières,

douanières, administratives, offrent un terreau propice à l'infiltration d'organisations transnationales criminelles s'emparant progressivement du pouvoir et aboutissant in fine à un renversement de souveraineté sur ces territoires. Dans ce contexte, il convient de ne pas se focaliser sur un ennemi de confort (AQMI) et réfléchir plutôt à des stratégies de contre-ingérence et de lutte contre cet ennemi gangrénant les États sahéliens de l'intérieur et prospérant à la faveur de la dérégulation et de la précarité stratégique, de la faillite des États, de l'explosion démographique, de la pauvreté. Là sont l'urgence et l'enjeu d'avenir pour la région et pour le Maghreb ! A titre illustratif, 50 tonnes de cocaïne, soit environ 15 à 20 % de la production mondiale, transitent annuellement par le Sahel à destination de l'Europe, devenue le premier marché en termes de consommation. Route de la cocaïne en provenance d'Amérique Latine et route de l'héroïne en provenance d'Asie Centrale se rejoignent érigeant le Sahel en véritable hub du narcotrafic. Parallèlement, outre le conflit malien, un deuxième foyer pour le moment circonscrit menace la stabilité de la zone : le conflit opposant dans le sud libyen les Toubous aux tribus arabes, essentiellement les Zwei à Koufra. L'insécurité chronique du sud de la Libye livré aux milices, aux trafiquants et aux jihadistes menace la zone péri-tchadienne, risquant d'embraser l'ensemble du théâtre sahélien jusqu'aux confins du Darfour : la contagion n'est plus qu'une question de temps. Compte tenu du jeu des alliances entre les Toubous tchadiens soutenant le président Déby et les Zaghawa, ce dernier pourrait se trouver contraint de soutenir militairement les Toubous libyens, de crainte de voir se soulever contre lui les Toubous du Tchad (même ethnique à cheval sur les deux frontières), socle de son pouvoir.

### Puissances régionales et puissances extérieures

La zone sahélienne fixe des intérêts multiples par elle-même, mais elle ne se suffit pas à elle-même.

### Les ambiguïtés algériennes

L'Algérie a attentivement suivi les péripéties de la crise : nous lui devons les accords entre

Alger et Bamako passés en 2006 ainsi que la médiation ayant permis la signature du pacte national du 11 avril 1992. Or, ces accords n'ont pas saisi les problèmes de fond, ils n'ont fait que geler temporairement les antagonismes. La suite, nous la connaissons. Dans cet espace, l'Algérie, le Maroc et antérieurement la Libye développent des dispositifs diplomatiques, militaires et secrets obéissant à des calculs de neutralisation de l'autre. Les rivalités sont vives, l'enjeu étant de s'assurer le leadership sur un Sahel tourmenté et vulnérable, mais offrant de multiples opportunités. En effet, l'effacement programmé de la Libye en tant qu'acteur régional majeur dans la zone ouvre un large boulevard à un monopole stratégique pour l'Algérie qui n'a jamais caché, depuis 1962, ses visées à l'égard de ces espaces, notamment le théâtre saharien.

Alger, compte tenu de son histoire, de la présence de Touaregs sur son territoire et de ses ambitions, développe depuis de longues années une stratégie complexe. Sans nier l'existence au Sahel d'un noyau dur d'islamistes radicaux vecteurs d'un message politico-religieux et ayant recours au terrorisme et à la violence armée, une deuxième clé d'analyse posée à titre d'hypothèse permet de mieux cerner la portée d'AQMI au Maghreb et au Sahel. À l'intérieur de l'État algérien se situent des centres de décision aux stratégies divergentes qui mènent une lutte interne pour le pouvoir et le contrôle des richesses nationales. A la mort du président Boumediene (décembre 1978), un groupe d'officiers attachés à situer le centre réel du pouvoir algérien en retrait du gouvernement officiel s'est attelé à mettre en place une hiérarchie parallèle, junta dont les excès ont engendré pour un temps une faillite économique, sociale et politique du pays. (Je cite) : « *Le champ des manœuvres est d'autant plus ouvert et complexe que, contrairement à une idée répandue, le Haut commandement de l'armée algérienne n'est pas monolithique. Il existe une multitude de clans rivaux en fonction de l'origine régionale, des écoles de formation, de leurs connivences extérieures et des secteurs de l'économie qu'ils contrôlent. Et tout cela constitue une espèce de société féodale où le pouvoir de chacun est évalué à l'aune de sa capacité à protéger et enrichir les siens ainsi qu'à diminuer le pouvoir et la richesse des autres. Il est évident*

*que, pour certains, tous les coups sont permis* ». Dans le cadre de cette hypothèse de travail, des hommes pivots du mouvement armé du GSPC, devenu AQMI, seraient aux ordres d'un clan disposant de puissants relais au sein des services algériens. Les actions entreprises, aussi extrêmes soient-elles, ne seraient ni plus ni moins que des messages adressés aux clans adverses. En ce sens, il convient d'établir une distinction entre commanditaires avisés, poursuivant des objectifs stratégiques ou personnels et les exécutants instrumentalisés, simples pions sur un échiquier, mais fondamentalement imprégnés par l'importance de leur cause. Le chômage et les injustices sociales, conjugués à l'absence de progrès économiques et sociaux, jouent en faveur des commanditaires et de la persistance du terrorisme en Algérie. En outre, la stratégie occidentale de harcèlement et de stigmatisation des musulmans alimente le choc Occident-Islam et favorise l'endoctrinement et le recrutement des exécutants.

Ainsi, à l'image du double jeu pratiqué par les services secrets pakistanais (ISI) en Afghanistan, dans le cadre d'une soustraction, AQMI serait-elle en partie un instrument d'influence entre les mains de clans algériens générant une rente stratégique ou sécuritaire monnayable auprès des Occidentaux tout en justifiant les ambitions hégémoniques algériennes à l'égard de l'espace sahélien. Comme le souligne Aymeric Chauprade, « *le GSPC est né du magnifique esprit d'initiative algérien, lequel a su offrir aux Américains l'ennemi qu'ils attendaient afin de justifier leur implantation dans le Sahara* ». Toutefois, les opérations d'AQMI n'obéissent pas toujours aux commanditaires, eux-mêmes en rivalité : il arrive que des opérations, notamment au Sahel, échappent à leur contrôle, reflétant une volonté d'autonomisation, se retournant parfois contre des intérêts algériens. C'est une piste permettant de mieux comprendre AQMI, ainsi que la multiplication de groupes terroristes dans le nord du Mali. Alger a utilisé les forces et les faiblesses du Mali à son avantage. Certaines forces ont instrumentalisé AQMI et d'autres groupes à des fins strictement partisans, au détriment de la région. Lorsque d'autres factions algériennes rivales sont victimes de ces initiatives, elles

**BH**

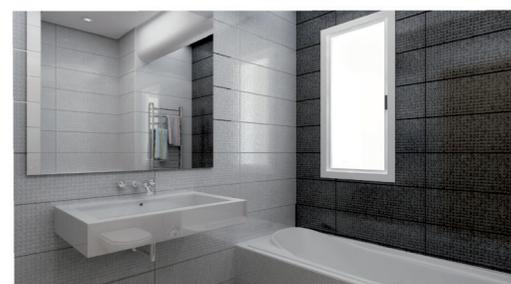


# LA PERLE DE CARTHAGE

*Un Vrai Bijoux*



S+1, S+2, S+3, S+4, S+5  
& des locaux commerciaux



## La Société Tuniso-Koweitienne d'el Emar

Immeuble CTKD , Lotissement Al Nakhil, Cité les pins, les berges du Lac II (près de l'ambassade de Canada)

Pour toute information, veuillez nous contacter au 94 885 794 / 98 255 725 / 71 967 123

[www.stke-emar.com](http://www.stke-emar.com)

renforcent le gouvernement malien. Encore une fois, le jeu algérien est complexe.

Certes, l'Algérie a envoyé des instructeurs dans le nord du Mali et participé à l'équipement de l'armée malienne afin de lutter contre AQMI. Certes, Alger a piloté de nombreuses réunions à l'échelle régionale et internationale tout en créant en avril 2010 le CEMOC (Comité d'état-major opérationnel conjoint) visant à coordonner les efforts de quatre pays du champ (Algérie, Mauritanie, Mali et Niger) dans la lutte contre le terrorisme. Cependant, le CEMOC semble centré sur les intérêts algériens, trois pays du Maghreb (Maroc, Tunisie et Libye) étant exclus de cette structure, ce qui témoigne de la persistance de démarches désarticulées, souvent déterminées par la sourde défiance qui divise les riverains de l'océan sahélien, alors que la menace dicte une action concertée, en mesure d'identifier des intérêts convergents. Or, face à la minute de vérité, le CEMOC s'est avéré totalement inefficace, révélant l'engagement erroné sur le plan stratégique de l'Algérie qui se retrouve isolée sur le plan régional et international. Plus globalement, la menace salafiste, réelle car porteuse d'un message politico-religieux, est «mise à la sauce» de toutes les problématiques locales : trafics en tous genres, recherche de rentes, rivalités politiques, conflits d'intérêts entre nomades et sédentaires (Arabes et Touaregs, Maures et Noirs, etc.), poids relatif de l'armée et des services de sécurité au sein des différents pays, appétits des grandes multinationales. AQMI ne constitue en tant qu'entité politico-religieuse qu'un irritant aggravant les facteurs géopolitiques et géoéconomiques déstabilisant l'espace sahélien. Ce que l'on désigne sous le nom d'AQMI n'est qu'un conglomérat mafieux non homogène, composé de bandes aux intérêts disparates, souvent rivales, parfois unies quand elles sont collectivement menacées. AQMI est un levier largement instrumentalisé pour consolider ou restaurer les intérêts stratégiques des acteurs régionaux et internationaux.

### Les convoitises étrangères

L'insécurité endémique et persistante et la guerre au Mali doivent être analysées avec prudence et remises en perspective

par rapport aux stratégies des puissances étrangères. L'arc sahélien attire toutes les convoitises du fait des richesses de son sous-sol et des futurs projets de désenclavement des ressources énergétiques (TGSP, etc.) Fournisseur prépondérant d'énergie à l'horizon 2030, le Sahel suscite des rivalités pour le contrôle des gisements (lieux de production), enjeu majeur, mais également des itinéraires d'évacuation dessinant jour après jour une nouvelle géopolitique des tubes. Une superposition de la carte des conflits et des ressources à l'échelle africaine est édifiante. Ainsi, la menace terroriste est amplifiée, voire nourrie, afin de permettre à des États en rivalité pour la prise de contrôle des richesses, de se positionner militairement au sein de ce couloir stratégique reliant l'océan Atlantique à la mer Rouge et offrant la possibilité de peser sur les équilibres géopolitiques et énergétiques du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest.

Après l'éclatement du Soudan orchestré et planifié par les États-Unis et Israël, succèdent des plans de déploiement de troupes et de construction de bases militaires, autant de points d'appui ayant pour vocation de quadriller le couloir sahélien, afin de :

- Renforcer la sécurisation des approvisionnements en énergie et en matières premières sensibles ;
- Lutter contre l'instabilité dans la zone sahélo-saharienne, aggravée par la prolifération des armes lourdes libyennes, cette instabilité galopante pouvant menacer la sécurité des approvisionnements ;
- Dissuader et évincer des acteurs rivaux tels que la Chine, la Russie, l'Inde.

Dans ce cadre, la guerre en Libye, éliminant l'obstacle que pouvait constituer Kadhafi, fut l'étape liminaire ouvrant la voie à la pénétration vers les profondeurs sahéliennes et ses richesses. A titre illustratif, outre les gisements de pétrole et de gaz du bassin de Taoudani (Algérie, Mali et Mauritanie) jugés très prometteurs, le nord du Mali recèlerait de l'uranium en quantité significative aiguisant ainsi les appétits. «Selon de nombreuses sources concordantes, la compagnie minière canadienne Rockgate a déposé un permis d'exploration pour un gisement d'uranium à Faléa, à 350 kilomètres à l'ouest de Bamako, très proche des frontières du Sénégal et de Guinée. Le géant français Areva a procédé à des campagnes

d'exploration dans la région de Saraya, du côté sénégalais. Le 15 novembre dernier, Rockgate a confié une étude de faisabilité à une société sud-africaine, DRA Group, pour son projet de Faléa, qui recèle, outre de l'uranium, de l'argent et du cuivre. Selon ses calculs préliminaires, le gisement recèlerait environ 12.000 tonnes d'uranium, soit quatre fois la production de la mine Areva d'Arlit au Niger en 2012». Ainsi, les puissances extérieures, sous couvert de lutte contre le terrorisme et le crime organisé, convoitent les ressources naturelles avérées et potentielles et visent, à terme, une militarisation croissante de la zone afin d'asseoir leur contrôle et d'évincer les puissances rivales. Ces puissances ont tout intérêt à favoriser l'émergence d'une équation géopolitique les plaçant en situation de force dans le cadre des futures luttes relatives au partage des richesses du Sahel. Dans ce cadre, il convient de souligner l'ambiguïté française consistant d'un côté à lutter contre les groupes terroristes et jihadistes au Sahel et au Mali tout en soutenant indirectement ces derniers en Syrie. L'enracinement de groupes jihadistes en Libye menaçant la sécurité des pays du Maghreb, notamment la Tunisie, est le résultat de cette politique.

### L'accélération de l'histoire

Le 20 décembre 2012 est votée à l'unanimité la résolution 2085 portée par la France ouvrant la voie à une intervention militaire au nord du Mali tout en ménageant la possibilité d'une solution négociée sur la base de la politique des autorités algériennes dite du « double track », politique consistant à séparer les groupes touaregs (MNLA et Ansar Eddine) des groupes dits terroristes (AQMI et MUJAO). Depuis lors, des rencontres entre ces groupes touaregs et les autorités maliennes se sont succédé à Alger et à Ouagadougou au cours du mois de décembre 2012 sans parvenir à des avancées tangibles. En effet, un accord signé à Alger entre le MNLA et Ansar Eddine renonçant à l'usage de la violence armée fut dénoncé trois jours plus tard, le 3 janvier 2013, par Ansar Eddine arguant de la mauvaise foi des autorités de Bamako.

Le 10 janvier 2013, suite à une préparation minutieuse détectée par les satellites et drones occidentaux scrutant la zone

(acheminement de 300 pick-up du nord du Mali et de quantités considérables de carburant en provenance, selon de nombreuses sources, de la frontière algérienne), le groupe Ansar Eddine, rejoint par les éléments d'AQMI et du MUJAO, lance une attaque fulgurante sur le verrou de Konna, l'objectif final semblant être la prise de l'aéroport stratégique de Sévaré puis Mopti, Ségou et Bamako. Face au risque de dislocation du Mali et de détricotage général de la région, la France, s'appuyant sur ses forces spéciales relevant du COS (Commandement des Opérations Spéciales) déjà sur place et de ses forces prépositionnées dans la zone (Tchad, dispositif Epervier renforcé, Sénégal, Côte d'Ivoire, Gabon), intervient le 11 janvier 2013 pour stopper l'avancée des fondamentalistes islamiques. L'opération Serval est lancée. A la date du 25 janvier 2013, l'opération militaire mobilise 3 000 soldats français dont 2 500 sur le terrain et des moyens militaires conséquents. L'objectif affiché semble être de sécuriser la rive sud du fleuve Niger et d'entraver les infiltrations ou rezzous des islamistes repliés pour le moment sur Kidal. Ultérieurement, il s'agira d'appuyer les forces maliennes et africaines constituant la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali) dans la reconquête du nord du Mali. En réalité, les objectifs politiques et militaires de cette guerre atypique demeurent encore flous.

### **Pourquoi l'attaque d'Ansar Eddine a été appuyée par des éléments d'AQMI et du MUJAO ?**

Cette attaque fulgurante a bouleversé la donne. Pourquoi le mouvement Ansar Eddine, engagé dans des négociations et bénéficiant d'un cadre juridique fixé par la résolution 2085 lui permettant de sauver la face, s'est-il lancé subitement dans une attaque ouvrant la voie à une intervention française certaine ? Certes, certains chefs ont pu penser qu'une attaque foudroyante suivie d'une ouverture politique placerait la France devant le fait accompli, d'autant que le président François Hollande a toujours affirmé que la France n'interviendrait pas militairement. D'autres ont pu juger qu'il était temps de bousculer le statu quo avant que l'armée malienne et les forces de la CEDEAO appuyées par des instructeurs européens ne montent en puissance. Enfin,

comme l'évoque Bernard Lugan, *« au sein de la nébuleuse islamiste, les rivalités politiques et ethniques sont vives et certains ont pu vouloir, par un coup d'éclat, s'assurer le leadership »*. Ces justifications sont crédibles. Néanmoins, une autre hypothèse peut être explorée. Dans ce cadre, il convient de revenir aux enjeux initiaux de la crise.

Le 17 janvier 2012, le MNLA lançait ses opérations militaires engendrant une déroute de l'armée malienne amplifiée par le putsch militaire du 22 mars 2012. Le MNLA semble avoir bénéficié de soutien ou du moins d'une passivité des autorités françaises, Paris ne voyant pas d'un mauvais œil une fragilisation des positions algériennes sur son flanc sud. Alger, prise par surprise, s'empressa de réagir en apportant son soutien à Ansar Eddine lui permettant d'évincer le MNLA du Nord Mali en érodant ses capacités militaires et son assise politique. Les huit mois suivants, nous assistons à une montée en puissance de ces groupes se réclamant du fondamentalisme musulman, aspirant à appliquer la charia sur l'ensemble du territoire malien et multipliant les atrocités contre les populations du nord (lapidations, mutilations, destruction des mausolées, etc.). Alger, positionné en tant que métropole du règlement politique négocié, le ou les clans ayant instrumentalisé la menace terroriste par le passé ont pu décider, compte tenu de leurs liens avérés avec le chef d'Ansar Eddine et des rivalités croissantes au sein de cette mouvance, et face à l'imminence d'une intervention militaire visant à terme l'Algérie, d'amorcer une nouvelle dynamique en libérant les démons afin de bousculer les événements. Les dissensions au sein de ce groupe sont apparues au grand jour le 23 janvier 2013 lorsque des membres influents annoncent avoir fait dissidence et créé leur propre mouvement, le Mouvement islamique de l'Azawad (MIA) et affirment vouloir participer au processus de négociation tout en appelant à l'arrêt des hostilités. L'objectif de ces groupes ou clans serait double :

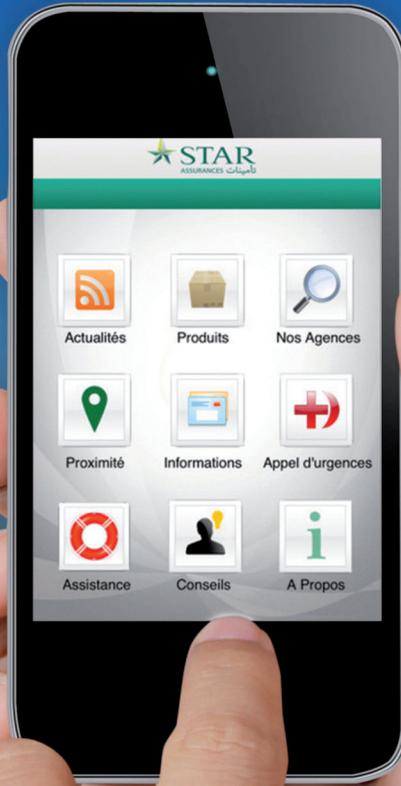
- Abattre le président Bouteflika, aspirant à se perpétuer au pouvoir en briguant un quatrième mandat. En effet, une sourde lutte de clans se déroule en coulisses à Alger dans le contexte de la succession du président Bouteflika. Or, ce dernier semblant vouloir s'engager dans la course pour un quatrième

mandat, bien des appétits se retrouvent frustrés. Par voie de conséquence, tout ce qui pourrait affaiblir le président potentiellement candidat peut s'avérer utile, à commencer par un dérapage de la situation sécuritaire. Bouteflika semblait fondamentalement s'orienter vers l'assainissement de la scène algérienne en cherchant à s'appuyer et à dynamiser l'émergence d'une nouvelle génération politique, acquise à l'Etat FLN mais mue par la volonté d'initier un bond en avant dans l'ouverture politique et le processus démocratique. Leur socle secoué, les clans rivaux, se sentant menacés, ne pouvaient que réagir en multipliant les manœuvres visant à fragiliser l'assise politique du président Bouteflika ;

- Enliser les forces françaises militairement et financièrement (prendre une revanche sur l'histoire). En effet, forcée d'intervenir, la France se retrouve en première ligne avec des troupes au sol de plus en plus nombreuses, risquant d'essuyer de nombreuses pertes et de porter la responsabilité d'une éventuelle afghanisation du Sahel. L'opération militaire risquant d'amener les troupes françaises directement dans le sud algérien, la prise d'otages à In Amenas le 16 janvier 2013 semble être le premier jalon de cette stratégie. Les guerres périphériques sont utilisées comme autant d'opportunités pour pousser les avantages d'un clan contre les autres, y compris contre le président Bouteflika.

### **Que peut-il advenir ?**

Le 26 janvier 2013, l'armée française et les troupes maliennes ont repris le contrôle de l'aéroport de Gao, ville située à plus de 1 200 kilomètres de Bamako. Néanmoins, la guerre dans laquelle est impliquée la France est une guerre atypique en milieu désertique qui risque de s'inscrire dans la durée. En effet, comme en mer, contrôler les villes (Gao, Tombouctou puis Kidal, etc.) pouvant être assimilées à des îles, ne signifie pas que l'on contrôle les vastes étendues désertiques dans lesquelles les éléments jihadistes et autres vont se diluer en se fondant dans les populations nomades. Frappes en profondeur par hélicoptères, drones et avions de chasse ne font qu'affaiblir un ennemi mobile, maîtrisant parfaitement le terrain et pratiquant une guérilla en mesure de harceler les troupes françaises et



تأمينات STAR تبعث اول application mobile خاصة بمجال التأمين في العالم العربي وصالحة لكل اصناف ال Smartphone ( Iphone و Android ) و تعزز حضورها على شبكات التواصل الاجتماعية Facebook و Twitter و هكأ، مهما يصير و في اي وقت تنجمو تعملو علينا.

ديما اقر بلكم

AMI تأمينات  
Assurances



المساند الرسمي للفريق الوطني لكرة اليد

تأمينك وأطمينك



[www.assurancesami.com](http://www.assurancesami.com)

SIGHT +216 71 948 050

africaines et de se retirer par la suite dans leurs refuges. C'est toute la complexité de la guerre asymétrique. Sans une solide occupation du terrain par son quadrillage, les fondamentalistes islamistes éparpillés ou dilués dans les immensités sahariennes reviendront tôt ou tard. Comme le souligne Bernard Lugan, «*en dépit de la modernité des moyens militaires engagés, les forces françaises sont en réalité dans une configuration semblable à celle connue par les anciennes compagnies sahariennes quand ces dernières devaient faire face aux rezzous surgissant du néant désertique. Le principal danger qui menace les troupes françaises est là car soit elles restent groupées et elles abandonnent le terrain aux islamistes, soit elles se dispersent et elles ne sont pas à l'abri d'un audacieux coup de main qui pourrait avoir des effets dévastateurs en termes de propagande* ». Parallèlement, les massifs montagneux constituant le repaire originel des islamistes, représentent un enjeu majeur. En effet, quelles sont les troupes susceptibles et en mesure de nettoyer ces zones grotte par grotte ? Sur la base de quel financement ? L'enjeu est crucial car si ces refuges ne sont pas sécurisés de manière durable, tout ce qui aura été fait sera à refaire.

Face à ces difficultés, militaires français et africains devront faire preuve de réalisme et de pragmatisme : seuls les Touaregs du MNLA encadrés par des soldats français seront en mesure de nettoyer ces immensités sahariennes. En l'occurrence, ces derniers, conscients de cette réalité, ne cessent de proposer leur appui depuis le début de l'intervention militaire française. Ils fixent néanmoins des conditions : un dialogue politique avec les autorités de Bamako et une large autonomie du territoire qu'ils revendiquent, l'Azawad. Les Touaregs ne souhaitent pas être les auxiliaires d'une victoire de la France rétablissant la domination des populations du sud et drainant dans son sillage une armée malienne avide de revanche. Or, d'ores et déjà, de nombreuses ONG internationales dénoncent des crimes et des exactions commises par des troupes maliennes ou des milices inféodées contre les populations du nord. En se basant sur l'analyse géopolitique, nous en revenons au cœur de la problématique malienne ancrée dans le temps long de l'histoire qui ne doit pas être éclipsée par le brouillard incarné par

les fondamentalistes islamistes qui n'ont fait qu'instrumentaliser la fracture raciale et ethnique afin de se positionner sur l'échiquier malien et contrôler les multiples trafics : tant que la fracture raciale et ethnique ne sera pas surmontée, aucune solution durable ne sera envisageable à la guerre au Mali. L'exemple malien prouve qu'une balkanisation supplémentaire du Sahel serait catastrophique si l'on tient compte de l'histoire ancienne, de la colonisation et de la décolonisation. Walvis Bay (rétrocédée à la Namibie le 28 février 1994), l'Érythrée (27 avril 1993), le Soudan du Sud (9 juillet 2011) et maintenant l'Azawad posent la problématique du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation. Il est temps que ce principe soit réexaminé et que la réponse fondamentale soit mieux méditée, la restauration des nations historiques devant prévaloir sur les entités coloniales dressées artificiellement par les métropoles dans l'intérêt des calculs impériaux de l'époque. L'Afrique doit se réapproprier sa propre destinée.

Il est temps d'aller vers la régionalisation bien comprise et le respect des ensembles homogènes sur la base des nations historiques ayant précédé le découpage colonial. Sans innover, sans s'interroger sur des formes plus souples de territorialité transcendant les lignes de fracture et les clivages du passé, le problème touareg et d'autres ne pourront pas être surmontés sur le long terme. Si l'on se réfère à la période des empires sahétiens, la structure politique dominante dans cet espace consacrait, sur le modèle des Cité-États de la Grèce antique, une large autonomie des villes devant payer tribut à un Etat central. Dès qu'il s'affaiblissait, son autorité était systématiquement remise en cause par des tribus ou confédérations vivant souvent à la périphérie. Une nouvelle philosophie de l'Afrique s'impose !

Relativement à la problématique malienne, une indépendance de l'Azawad, territoire n'ayant pas d'assise historique, serait vecteur de nombreux risques :

- Risque sérieux de déstabilisation du Niger et de l'Algérie par effet de contagion. En effet, Alger n'a pas intérêt à un État touareg indépendant, sachant le risque de contagion à l'égard de sa communauté touareg, du

risque de balkanisation de son flanc sud sahélien et de la forte probabilité que ce nouvel État soit totalement sous l'emprise des puissances occidentales. La présente crise conforte plutôt la cause marocaine, les menaces de balkanisation dans la région provoquant une prise de conscience générale quant au danger de multiplier des États fantoches, nécessairement faibles, dans l'espace saharien. Le détricotage de la région ne serait profitable à personne sur le long terme ;

- Les Touaregs, eux-mêmes divisés et ne se reconnaissant pas dans leur grande majorité dans les revendications indépendantistes du MNLA, ne représentent qu'une minorité de l'ensemble des ethnies peuplant le nord du Mali. En réalité, comme le souligne Bernard Lugan, il est possible, en collant aux réalités ethniques, de distinguer trois Azawad : à l'ouest, l'Azawad arabe car peuplé principalement par des populations arabes ou arabisées, au Nord, l'Azawad touareg et au sud-est l'Azawad composite de la vallée du fleuve Niger peuplé des ethnies Peul, Maure, Songhaï, etc. Par voie de conséquence, accorder l'indépendance à ce territoire sur la seule base des revendications émanant d'une minorité de Touaregs ouvrirait la voie à des affrontements intercommunautaires selon les lignes de clivage décrites ci-dessus. A notre sens, le retour au statu quo antérieur n'étant plus concevable, il conviendrait d'initier une réflexion relativement à un nouveau concept de l'Etat malien associant les intérêts des uns et des autres par des procédures admises par tous et non contraignantes. Il s'agit d'être en mesure de transcender les clivages du passé par l'affirmation à titre illustratif d'une confédération malienne reposant sur des mécanismes dessinant un nouvel équilibre entre un sud et un nord devant apprendre le vivre-ensemble. Il en va de la stabilité du Mali, de la stabilité du Sahel mais également de la stabilité du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest. En définitive, la crise malienne ouvre la voie à une nouvelle ère au Sahel et en Afrique de l'Ouest où les réalités ethnico-géographiques prévaudront sur les élites politiques post-coloniales et où l'Occident se donne un nouveau destin.

**M.T.**

(\*)Géopoliticien, spécialiste du Maghreb et du Sahel



Par Mohamed Larbi Bouguerra

## La Khaldounia a encore des choses à dire aux Tunisiens !

**L**es événements se précipitent dangereusement dans notre pays. A Agareb comme à Ben Guerdane, rien ne va plus et le désordre règne face à l'impéritie des autorités ; à Regueb, le drapeau noir des salafistes flotte sans que cela émeuve outre mesure M. le délégué, semble-t-il ; au Kef, on proteste et l'on réclame aussi, à Sidi Bou Saïd, les sauvages s'en prennent à un édifice cher à nos cœurs...

« Il ne sert à rien de raconter l'histoire si elle ne sert pas les combats d'aujourd'hui et de demain. »

(Georges Duby, historien)

La liste serait bien longue s'il fallait continuer cette désespérante énumération du chaos qui, tel un vent mauvais, balaie le pays. Ajoutons-y quand même la question des ordures qui s'accumulent à l'infini dans l'indifférence de nos délégations municipales spéciales et celle des étals sauvages qui enlaidissent les villes et proposent des marchandises douteuses pour la plupart. Sans omettre de dire que

le pays est exaspéré par les manigances qui entourent un remaniement ministériel qui, comme l'Arlésienne de la fable, n'arrive pas. Faut-il ajouter foi, à ce propos, à ce qu'écrit le Portugais José Saramago, Prix Nobel de littérature, rapportant ce mot d'un ancien Premier ministre portugais: «*La politique est l'art de ne pas dire la vérité*»? (in *Le cahier*, Editions du Cherche Midi, Paris, 2010, p. 25). Doute...désespoir

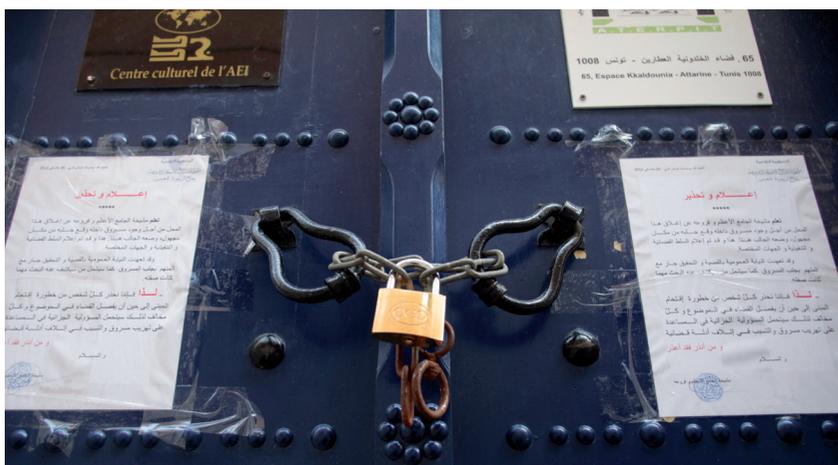
d'un peuple rongé par la fleur vénéneuse du doute et qui se demande comment se fera, dans ces conditions, la transition vers la démocratie, cette terre promise. Sans omettre non plus de rappeler, parmi nos malheurs et nos peines, cette terrible première dans l'histoire de notre université : un doyen de faculté est traduit devant un tribunal et risque cinq ans de prison, alors que son propre bureau a été pris d'assaut et que sa faculté a été occupée par les salafistes. Ce qui ne semble guère émouvoir son ministre de tutelle, trop occupé peut-être à rattraper le temps perdu dans sa carrière. Mais comment passer sous silence ici l'avis de ce «fikh» qui condamne la ceinture de sécurité en voiture car elle serait contraire à la volonté divine, un autre « saint homme » autoproclamé en veut à la roue de secours car «*prédire l'avenir est haram*»? Comment oublier les appels à l'interdiction de l'avortement à l'heure où les pilules d'énième génération sont proposées dans toutes les pharmacies du monde ? Comment oublier ces appels à séparer les garçons des filles dans les structures d'enseignement ? Comment ne pas mentionner ces *kouutabs* médiévaux où l'on parle «*des ténèbres du tombeau*» et des flammes de l'enfer à des bambins, donnant raison à Victor Hugo auquel on doit cette boutade : «*Enfer chrétien: du feu. Enfer païen : du feu. Enfer mahométan: du feu. Enfer hindou: des flammes. A en croire les religions, Dieu est un rôtiisseur*»? Comment oublier ce monsieur pathétique, aux lunettes sévères et au regard glaçant, qui réclame à cor et à cri «le jihad», confortablement calé dans son fauteuil à l'ANC ? Nous vient à l'esprit ce mot de Jean Jaurès : «*Non ! La trahison n'est*

*pas la condition suprême du pouvoir. Elle n'est pas la loi suprême des démocraties.* »

### Blitzkrieg à la Khaldounia !

Face à ce florilège d'inepties et à ce lot de peines, je retiens ce blitzkrieg donquichottesque et navrant lancé par M. Hocine Labidi contre la Khaldounia, un symbole qui a servi de phare à des générations de zitouniens. Elle leur a ouvert les yeux sur le monde contemporain et donné quelques biens utiles rudiments scientifiques. Je ne pense pas me tromper si j'affirme que, si notre modeste famille compte aujourd'hui trois docteurs dans trois disciplines, c'est grâce à la Khaldounia que mon regretté père a fréquentée alors qu'il étudiait à la Zitouna dans les années 1920. Sa vie durant, il a profité de son enseignement et nous l'a méthodiquement transmis. Les Tunisiens, bien qu'attachés à la Zitouna — un des éléments constitutifs de leur être — ont compris que, sans recours aux sciences — enseignées en langue arabe — ils ne pourraient se libérer du Protectorat français. Les augustes pères fondateurs de la Khaldounia en 1897-Salem Bouhajeb, Béchir Sfar, Abdelaziz Thaalbi et d'autres comme Mohamed Snoussi et l'amiral Mohamed Karoui — traités d'impies par les rétrogrades de l'époque, devaient mettre en relief le rôle des sciences exactes dans le monde moderne. Lors de la grandiose cérémonie d'inauguration, en présence du Premier ministre et du Résident général, le cheikh Salem Bouhajeb, dans sa conférence, devait dire que «*la religion musulmane a été vaincue en raison du retard enregistré par les musulmans dans le domaine scientifique*»(Voir El Fadhel

Ben Achour, *Le mouvement littéraire et intellectuel en Tunisie*, (en arabe) MTE, 1972, p.70). La Khaldounia devait aussi inviter, en 1903, le cheikh Mohamed Abdou à venir parler dans son mythique local de la médersa Al Asfouria, son siège, objet de l'expédition délirante que l'on sait. Le maître égyptien n'a pas traité, dans sa conférence, de polygamie, de prédestination, de mariage «*orfi*» ou de jihad comme le font aujourd'hui ces bien étranges conférenciers en provenance d'Arabie Saoudite ou du Qatar que certains importent à tour de bras. Mohamed Abdou, qui avait introduit l'enseignement des sciences exactes et naturelles à El Azhar au Caire, parla sobrement de «*La Science et les méthodes de l'enseignement*», critique implicite, probablement, de ceux qui freinaient des deux fers la modernisation de l'enseignement zitounien pour garder privilèges et prébendes. L'influence de la Khaldounia était telle que des étudiants algériens et marocains s'y sont inscrits et que c'est à la médersa Al Asfouria que s'est tenu, en 1931, le Congrès de ce monument historique qu'était l'AEMNA (Association des étudiants musulmans nord-africains) qui a été une école de solidarité et a formé politiquement des générations d'étudiants maghrébins en France. Ahmed Balafrej, Messali Hadj, Habib Thameur, Ahmed Ben Miled, Chadli Khayrallah, Habib Bourguiba, Mongi Slim, Tawhida Ben Cheikh (première Tunisienne diplômée de la faculté de Médecine de Paris et que les cheikhs avaient essayé de détourner des études supérieures), Mohamed Attia (premier directeur tunisien du Collège Sadiki), Mohamed Ali Annabi (premier Tunisien admis à l'Ecole Polytechnique)... ont fréquenté le célèbre local du 115, Boulevard Saint Michel à Paris, près de l'Ecole des Mines, au cœur du Quartier Latin\*. La Khaldounia a joué un rôle fondamental dans la vie intellectuelle et politique du pays. Elle fait partie intégrante du patrimoine national à l'égal des catacombes chrétiennes de Sousse,



de l'amphithéâtre romain d'El Jem, de Sidi Sahbi à Kairouan ou de la Ghriba de Houmt Souk. Elle peut encore nous inspirer dans notre combat essentiel contre l'ignorance et pour enrichir le capital scientifique de nos concitoyens. Sa défense incombe à tous les Tunisiens. Elle ne saurait être livrée à un quelconque «*allama*» qui s'est spécialisé dans les combats contre les moulins à vent!

### Des interprétations rétrogrades... qui servent l'ennemi

Une députée à l'ANC discutant le projet de Constitution a affirmé : «... *Il est dangereux et il autorise de couper les mains des voleurs et de fouetter celui qui boit un verre de vin.* » Nous avons eu des velléités de ce type à Sejnane mais sous d'autres cieus, certains sont passés aux actes comme à Tombouctou ou à Gao, au Mali. D'où la guerre que mène la France contre «*les djihadistes*» ou «*les terroristes*»... se payant même le luxe de survoler l'Algérie l'année des cinquante ans d'indépendance! Cette guerre est un prétexte, dit Tariq Ramadan, qui condamne fermement les interprétations outrancières de la religion, les flagellations et les amputations. «*Les djihadistes*» ont permis les interventions étrangères dans le pays... où l'on vient de découvrir d'énormes gisements de pétrole et de gaz! Et notre auteur de se demander pourquoi ces «*djihadistes*» se sont précisément installés dans ce nord Mali désertique et inhospitalier. Il va de soi qu'il n'y a là aucun hasard. «*La France vole au secours du peuple malien* », ajoute Ramadan, mais ignore ostensiblement de faire de même pour les peuples palestinien et syrien! Comme elle n'a guère volé au secours de ces peuples africains quand ils geignaient sous la botte des dictateurs et des potentats.

De son côté, à l'occasion de son 89<sup>e</sup> anniversaire, Shimon Pérès, le président de l'entité sioniste \_vieux cheval de retour du sionisme et de ses coups bas\_ qui n'a toujours pas digéré la défaite que lui a



Réception du Cheikh Abdou à la Khaldounia

infligée Netanyahu en 1996 aux élections, s'est fendu d'une longue interview au *New York Times* (05 janvier 2013) pour gêner son ennemi juré lors des élections du mardi 22 janvier 2013. Jouant les sages, ce politicien retors exploite lui aussi la veine salafiste, oubliant que la compagnie nationale israélienne El Al est la seule au monde à ne pas voler le samedi. Oublieux aussi du fait que Jérusalem est aujourd'hui une ville «*perdue pour la laïcité*» (Zeev Sternhell, un grand politologue israélien sur Médiapart le 20 janvier 2013), une cité où les affiches représentant des femmes sont interdites, où les petites filles sont lynchées si leurs habits ne répondent pas aux critères des orthodoxes, «*les hommes en noir*», une ville où les femmes et les hommes sont séparés dans les tramways et où les ultra-religieux pourchassent les automobilistes qui conduisent pendant le shabbat. Tout ceci ne gêne pas le vieux politicard qui, à une question sur le Printemps arabe, répond : «... *Les jeunes dans le monde arabe sont réprimés et contraints au chômage. C'est ce qui a provoqué la révolution et déraciné les dictateurs... La tempête qui a frappé le Moyen-Orient oblige chaque Etat à choisir d'entrer ou non dans l'âge de la Science. S'il refuse d'y entrer, point de croissance...* » En plus de sa suffisance, Pérès se prononce sur la Constitution égyptienne, objet, selon lui, d'un «*grand et intrigant débat*» et sur la place des femmes dans le Printemps arabe, oubliant encore du fait qu'en Israël, le mariage civil n'existe pas et que le passage par le rabbin est obligatoire. Il

nous confie pour finir que le président Obama lui a demandé ce qui empêche l'exercice de la démocratie au Moyen-Orient. Obama, à notre avis, ne pouvait plus mal tomber quand on pense au traitement que réserve Israël à ses ressortissants palestiniens. Ce qui n'a pas empêché Pérès de se rengorger avant de répondre : «*Les maris*» car explique ce docteur de Molière : «*Le mari ne veut pas que sa femme ait les mêmes droits que lui. Sans égalité de droits, il est impossible de sauver l'Égypte car si les femmes ne sont pas éduquées, les enfants ne le seront pas non plus. Les gens qui ne peuvent lire et écrire ne peuvent se débrouiller dans la vie. Ils sont finis*». Qu'il est dur de voir l'exploitation faite par l'ennemi de ces stériles débats sur l'application de la religion qui retardent notre marche vers le développement alors que le monde progresse et que la Science est son moteur. A M. Hocine Labidi et à ses semblables qui sont sur le point de diviser le pays, rappelons ce mot du poète Paul Eluard : «*Un cœur n'est juste que s'il bat au rythme des autres cœurs.*» Face aux nuages qui s'accumulent sur la tête des Tunisiens, il est grand temps que nos cœurs battent à l'unisson. Au bénéfice de la patrie et de son progrès, pour qu'enfin la Science soit au centre de nos préoccupations.

**M.L.B.**

*\*Qu'on me permette de rappeler la mémoire de mon ami Salem Rejeb qui nous a quittés récemment et qui a milité activement à l'AEEMNA dans les années 1960.*

GlobalNet,  
votre partenaire stratégique  
en quelques clics



# Gnet Business,

Le partenaire idéal pour vos projets internet

- Accès haut débit professionnels : Fibre optique, LS, SDSL, ADSL, 3G+.
- Solutions d'interconnexions managées : VPN, MPLS.
- Cloud Computing : hébergement de serveurs physiques et virtuels.
- Infrastructure IT as a Service (IaaS) : Serveurs hautement disponibles à la carte, instance Firewall intranet et internet.
- Vidéo as a Service (VaaS) : vidéo surveillance, live streaming.



# Najoua Rahoui

Directrice d'antenne à Express FM

## Une vie en direct

**L**e public ne connaît pas son visage, malgré ses 23 ans intensivement investis dans l'univers des médias. Pourtant, elle est derrière de grandes réussites médiatiques, à la télé comme à la radio. Najoua Rahoui, directrice d'antenne de la radio Express FM, après avoir été longtemps directrice de la chaîne Hannibal TV, aligne un parcours exceptionnel. Connaissant son expérience à Canal + Horizons, c'est à elle que Larbi Nasra a fait appel lors du lancement de sa chaîne. C'est à elle aussi que Naoufel Ben Rayana et Mourad Guediche ont recouru pour créer leur station. Derrière les caméras et de l'autre côté des micros, elle conçoit les grilles de programmes, développe les concepts d'émissions, détecte les talents, recrute, forme, coache, inspire et supervise. De grandes stars de l'audiovisuel lui doivent leur révélation et leur réussite. Parcours.

Encore enfant, elle était déjà passionnée de journalisme. Un effet magique l'avait envahie lorsque, réussissant à l'examen d'entrée à l'enseignement secondaire, elle avait découvert son nom imprimé dans les journaux à une époque où la presse proclamait les résultats scolaires. Lycéenne à El Omrane, elle excellait en lettres. Bac en poche, c'est vers l'Institut de presse et des sciences de l'information (IPSI), qu'elle a demandé son orientation. Elle s'y éclatera à fond, sous la férule d'un directeur très attentionné, Moncef Chenoufi, et d'enseignants attachants, les Abdelkérîm Hizaoui, Youssef Ben Romdhane, Ridha Najjar, Khalil Zammit, Larbi Chouikha, Rached et Alia Sekik... Avec ses camarades de promotion dont Chokri Baccouche (*Le Quotidien*) et Zakia Hedigi (Télé, puis Radio Kalima), elle s'investira dans cette grande passion, mais s'investit aussi dans une université

en pleine ébullition et un mouvement étudiant en pleine lutte. C'est à l'IPSI qu'elle fera la connaissance de son futur mari, Abdelakder Mhadhebi, bien engagé déjà dans le syndicalisme et c'est avec lui qu'elle vivra quasiment en direct le martyre de leur proche ami, Fadhel Sassi, lors des émeutes du pain, en janvier 1984, sur l'avenue Bourguiba. Par fidélité à son souvenir, ils donneront son nom à leur premier garçon.

### L'inoubliable saga de Canal

Avec sa maîtrise de l'IPSI et tout son talent, elle commence par un premier job au mensuel *Tourisme Info* d' Afif Khouk, ce qui lui permettra de découvrir l'univers du tourisme tunisien et les salons internationaux spécialisés. Elle marquera une petite pause, le temps d'avoir son premier bébé et la voilà décrocher un poste à Canal + Horizons lors de son lancement. Une épopée fantastique dont elle demeure, à ce jour, orpheline. Aux côtés de Serge Adda, Faouzi Belkahia, Habib Ben Saad, Raouf Saïed, Souhayr Belhassen et Neïla Smaoui, elle vivra avec ses coéquipiers Aziza Triaa, Brahim Letaïef, Mohamed Ali Mankai, Nébil Karoui, Salwa Smaoui, Mourad Zeghidi, Karim Ben Amor, Sémia Cherif, Nadia Sraïeb, Moez Ben Gharbia et autres Kouraïch Jaouahdou, une expérience inoubliable. Canal a été pour elle sa tribu et elle en portera toujours les marques. Attachée de presse, puis responsable de la communication et porte-parole de la direction générale, elle devait introduire un nouveau mode de relations presse et la communication, sur un ton très branché qui contrastait avec ce qui se pratiquait à l'époque. Dix ans durant, elle y excella.

Les exigences de rentabilité ayant fini par condamner cette fabuleuse saga de Canal en Tunisie, Najoua devait rester avec la toute dernière équipe pour

assister stoïquement à l'extinction de l'écran. *«Ce fut l'une des plus douloureuses épreuves, s'en souvient elle encore, les larmes aux yeux. Ce soir-là, j'ai dû veiller tard, accrochée à l'écran, jusqu'à l'image finale, avant que le noir n'envahisse l'écran. Sans éteindre le téléviseur, j'ai plongé dans des pleurs ininterrompus jusqu'au lendemain, comme si je n'y croyais pas, comme si je gardais espoir de voir la chaîne revenir...»*

Pour panser ses plaies et garder la proximité, elle suivra Raouf Saïed et Faouzi Belkahia en tant qu'attachée de presse de l'Association d'amitié Tunisie-France. Trois ans avant, elle sera également consultante chez Coca Cola Internationale en communication. Mais, rien ne pouvait la consoler de sa passion pour la télé.

### Hannibal TV : le bonheur d'un lancement

Lorsque Larbi Nasra lui proposa de participer à la création, en 2004, d'Hannibal TV, elle acceptera avec enthousiasme tant elle souhaite faire revivre l'esprit Canal en le remettant au goût du jour. Najoua sera l'une des toutes premières recrues et s'attela d'emblée à l'œuvre. Monter une grille, c'est ce qu'elle sait et aime faire le plus. *«Je dois reconnaître, dit-elle, que Si Larbi m'avait laissé carte blanche et toujours témoigné un grand respect. Une nouvelle saga commence. Beaucoup d'anciens de Canal, comme Moez Ben Gharbia, la rejoignent et elle s'emploie à attirer les talents : Chiheb Rouissi, feu Abdelmajid Ben Ismail, Ala Chebbi, Abderrazak et Afef Gharbi. Et détectera les jeunes pousses : Abderrazak Chebbi, Imane Maddahi, Saloua Noomane, Farah Ben Amara, Rim Bouguemra, Walid Zarraa, Adel Bouhlel, Faouzi Jerad et d'autres. L'équipe s'élargit, et Najoua prend soin également des techniciens, caméramen, monteurs, switchers...»*



«Vous savez, la télé, c'est d'abord l'équipe, souligne-t-elle. La qualité, on la doit à la contribution de chacun et on doit veiller à chaque détail. Et puis, il y a des métiers qui ne s'enseignent pas et ne s'apprennent que sur le terrain. D'ailleurs, nous sommes parvenus à former d'excellentes compétences dont la plupart sont parties travailler dans des télévisions arabes, notamment en Libye et au Qatar». Véritable accro du travail, elle enchaînait de longues journées, commencées à l'aube pour ne se terminer que vers minuit, toujours scotchée à l'antenne. «Même quand je rentrais chez moi, mon premier réflexe était d'allumer la télé, dit-elle. D'ailleurs, je n'ai juste eu, au long de ma carrière, avant d'entrer à Hannibal, qu'un court moment de répit pour donner naissance à mon second garçon, Khalil. Un matin, je suis partie tôt comme d'habitude, le laissant essayer de faire ses premiers pas, sans y parvenir. Le lendemain, j'ai la surprise de le voir marcher... »

### Rééditer avec Express FM

A toute expérience, il y a une fin, comme a eu à l'éprouver Najoua. Elle quittera Hannibal et préfère ne pas s'étaler sur les conditions de son départ. A peine a-t-elle eu le temps de souffler et voilà le duo Naoufel Ben Rayana et Mourad Gueddiche l'embarquer avec eux pour lancer Express FM. «Pour être honnête avec eux, je leur avais dit dès le départ que ma vraie passion, c'est la télé. Mais, j'étais séduite par leur projet et leur sérieux», dit-elle. Et c'est reparti !

Dès le mois de juin 2010, elle se remet à l'ouvrage, pour une nouvelle aventure. Dans un petit bureau du Centre Urbain Nord, elle déploie ses plans, engage le casting, recrute, lance la formation et se prépare au jour J, l'antenne en direct. En moins de cinq mois, l'équipe était prête, mais il fallait faire des simulations. En presse écrite, on réalise des numéros zéro. En radio, on fait

du direct, sans passer sur antenne. La station fonctionne à blanc, sans que le signal ne soit émis. Un ultime exercice pour rectifier, peaufiner et se préparer à balancer en direct.

Najoua qui a vécu avec une forte émotion le moment précis où on pressait le bouton final pour lancer Canal+ Horizons sur antenne, puis Hannibal TV, revivra la même scène, le jeudi 21 octobre 2010, à 17 heures précises. Express FM était sur les ondes. Moins de trois mois après, la révolution viendra changer la donne. Confinée dans un strict registre économique, avec un peu de musique et de divertissement et interdiction absolue de toucher à la politique, la toute jeune radio était bombardée en plein au cœur de l'évènement. «La révolution, toute l'équipe l'a vécue comme un affranchissement, avec tout ce que ce vent de liberté peut nous ouvrir comme horizons, nous confie-t-elle. Les énergies se sont libérées et les talents épanouis. Ceux qui animaient des émissions de musique se sont immédiatement reconvertis dans le journalisme politique. C'est dire combien la texture était bonne et la formation à la radio bien menée ».

Plus de deux ans après, Express FM marque sa progression et fait partie des trois premières radios privées. Pas un seul dirigeant politique, chef de grande entreprise ou star des arts et de la culture qui n'ait pas défilé dans les studios d'El Aouina. De son bureau au deuxième étage, entre les deux studios et les salles de rédaction, Najoua officie, du matin au soir, briefant et débriefant les équipes, suggérant des sujets, recommandant des approches, contribuant intensivement à améliorer sans cesse le contenu. Rigoureuse, respectée et reconnue pour son professionnalisme, elle est aussi appréciée pour son sens de la proximité et son soutien aux équipes. Quand on



a voulu la débaucher, juste à la veille des élections du 23 octobre 2011, pour la nommer à la tête de l'Etablissement de la Télévision tunisienne afin de renflouer les chaînes publiques, elle a vécu les approches incessantes comme un véritable harcèlement qui lui pesait lourd. «Toute ma carrière, je l'ai faite dans l'audiovisuel privé et je ne pourrais guère m'accommoder de l'officiel, avoue-t-elle, presque en s'en excusant».

Sa nouvelle passion pour la radio lui fera-t-elle oublier ses premières amours de la télé ? Elle n'en dit rien, pour le moment. Même si au fond d'elle-même, l'attraction de la télé demeure vivace en elle. Quand, où, sur Express TV, ou ailleurs... ?

Najoua est déjà sollicitée par de jeunes animateurs qui insistent pour lui demander conseil, juste avant de passer sur antenne. Ainsi est faite sa vie depuis maintenant plus de 23 ans, toujours sur antenne, toujours en direct.



Pour nous,  
Vous êtes **Unique**

## Campagne Véhicule TQB - Afrique Auto\*

À la TQB, tout est à portée de main.

Crédit Auto



Crédit  
d'Investissement



ISUZU

Leasing



Un Financement attractif et adapté à vos besoins

Une banque qui vous accompagne

[www.tqb.com.tn](http://www.tqb.com.tn)

\* Se présenter au stand de TQB au showroom AFRIQUE AUTO sis à la Z.I Charguia II, ARIANA. A partir du 1<sup>er</sup> Octobre 2012.

# Ibrahim Letaief

# Hizz Ya Wizz

## l'humour en film

**T**rois ans après son premier long métrage *Cinecitta* (2009), Ibrahim Letaief revient sur les écrans avec une comédie concoctée depuis des années et remise aux codes du temps après la révolution : « *Hizz Ya Wizz* », ou « *Affreux cupides et Stupides* ». Dans un humour caustique, il traite de la trilogie exubérance, criminalité et extrémisme religieux. Le tout avec de grands comédiens, un décor soigné et un bon filmage. Letaief ne s'en cache pas, il est amoureux du cinéma italien et des ambiances latino-américaines.





L'idée du film avait germé dans sa tête en 2006 sous le titre de « Flouss Académie ». Point de départ, le ras-le-bol contre la télé-réalité, l'escroquerie, l'extrémisme rampant et l'abus de pouvoir de la famille du président déchu, incarné par le pouvoir des flics. Trois vrais phénomènes à l'époque. La révolution est venue y ajouter celui des barbus faux salafistes. L'actualité est là. Le cadre est neutre : l'histoire n'est pas nécessairement tunisienne et peut se passer dans n'importe quel autre pays de la région. Le synopsis concocté par Ibrahim Letaief part de Sultan, « un minable petit escroc a enfin trouvé le moyen d'amasser un bon petit paquet d'argent. Sa combine, c'est la Star

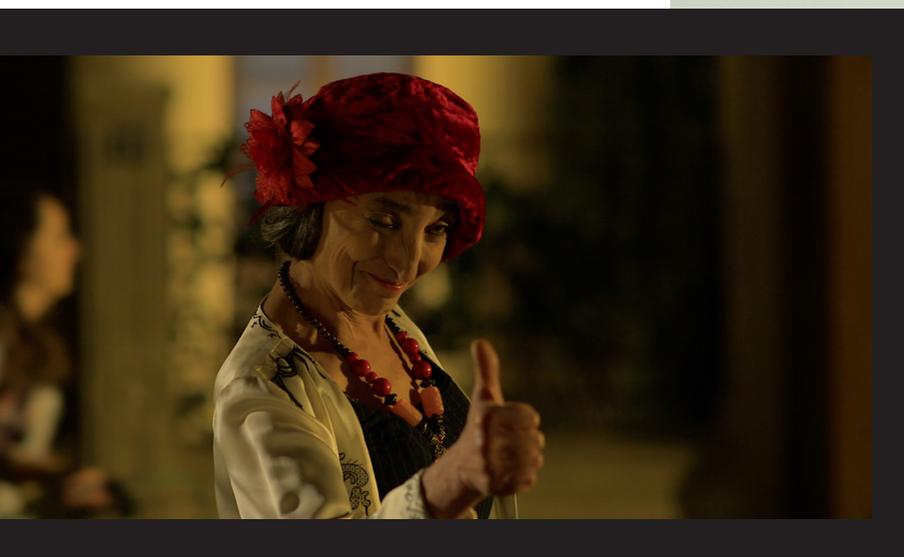
*Académie, ou plutôt, sa Star Académie à lui... Il organise un grand casting dans le but de dépouiller toutes les jeunes vedettes en herbe et, bien entendu, beaucoup de monde se bouscule pour participer à ce casting très particulier. Mais, Sultan n'a pas de chance. Un mystérieux groupe armé s'empare du magot récolté au cours de cette soirée. Les hommes du groupe armé n'ont pas de chance non plus ; ils perdent le magot en route ! Chef Hedy, un policier, de retour dans sa ville natale, va se mettre en tête de retrouver l'argent pour le rendre aux jeunes et qu'importe les moyens pour y parvenir ! »*

Coproduit avec Ulysson, « Hizz Ya Wizz » réunit les ingrédients d'un

succès annoncé. Le casting est réussi. Letaief aime beaucoup le théâtre et a fait alors appel à de grands acteurs. On y trouve en effet Ahmed Hafiène, Fatma Ben Saïdane, Foued Litaïem, Afef Ben Mahmoud, Sawssen Maalej, Kawther Belhaj, Chedly Arfaoui, Ramzi Slim, Taoufik El Ayeb, Fayçal Lahdhiri, Habib Ghzal et bien d'autres comédiens de talent. L'équipe technique est elle aussi bien composée.

Assurant lui-même la réalisation du film, Ibrahim a choisi notamment Salem Daldoul comme premier assistant-réalisateur, Mohamed Maghraoui, en tant que directeur photo, Moncef Taleb, pour le son, Ghazi Temimi, en chef décorateur





et Besma Dhaouadi, en chef costumière. La direction de production a été confiée à Rafiaa Gouja.

Ibrahim Letaief a-t-il cherché à mettre à l'index les salafistes ? «Pas du tout, s'en défend-il. Plutôt les faux salafistes, ceux qui se sont laissé pousser la barbe et pris le moulage, juste pour s'en servir dans leurs basses besognes. De vrais opportunistes. Maintenant, et c'est un peu le but recherché, c'est que chacun puisse lire le film à sa manière et l'interpréter selon son propre regard.» Le plus important pour lui est d'offrir un bon spectacle, une bonne comédie, un bon film. A confirmer en visionnant le film. Sortie : fin du mois.





## Fils de Canal

Publicitaire, communicateur, marketeur et journaliste-chroniqueur, Ibrahim Letaief se définit surtout comme cinéaste. Une grande passion contractée dès sa prime jeunesse au Ciné-Club de Kairouan et attisée durant ses années parisiennes. À l'origine, il devait étudier l'administration économique et sociale, mais, au Quartier Latin, il plongera dans l'univers de l'image et de l'audiovisuel. Cap sur Paris XIII alors pour préparer un mastère en sciences et techniques de la communication, puis sur la Sorbonne, Paris I, un autre sur l'audiovisuel et, enfin, sur le prestigieux CELSA pour un diplôme en communication. De retour en Tunisie, sa carrière balancera entre un cursus professionnel dans la banque (ATB), en communication Tunisie et Mindshare deux ne pouvait se avoir rejoint la toute Canal + Horizons. en tant que directeur la régie publicitaire, lui respirait Canal. Une inoubliable, au cœur et de la musique. Lui marque dans la peau. l'occasion de réaliser, série « Raconte-moi l'an 2000 » en 60 x 3mn. Puis, il embrayera sur les courts métrages et les documentaires.



puis les agences-conseils (fondateur de JWT Tunisie) et son grand La convergence des réaliser que lorsqu'il première équipe de Officiellement, il y était marketing et chef de mais en réalité, tout en épopée merveilleuse, du cinéma, du sport aussi en gardera la Canal lui donne aussi en 1999, sa première

L'année 2004 lui ouvrira la voie à sa toute première consécration. Son court métrage « Visa » remporte le Tanit d'Or des Journées cinématographiques de Carthage, mais aussi 23 prix internationaux et sera diffusé sur 12 chaînes en Europe. Et c'est parti pour lui. En 2009, il s'entête à produire son premier long métrage, « Cinecitta », une fiction bien ficelée mais qui n'arrive pas à accrocher comme il l'espérait. De quoi lui donner de nouveaux ressorts pour remplir, comme il vient de le faire cette année avec « Affreux cupides et Stupides ». Entre-temps, il s'était lancé dans la production, et a multiplié les courts métrages et les sitcoms, enrichissant son expérience. Et depuis la révolution, il tient une chronique prisée sur Mosaïque FM.

Son nouveau film en boîte est prêt à sortir, Ibrahim Letaief pense déjà au prochain. Le titre est annonciateur : « Deux mariages et une révolution ».



# THINK SUCCESS

MAKE IT HAPPEN

## Inscriptions

Du 12 au 16  
février 2013

Uniquement sur rendez-vous  
et dans la limite des places disponibles

## Session de printemps 1

Du 19 février au 21 avril 2013

LEARN  
ENGLISH

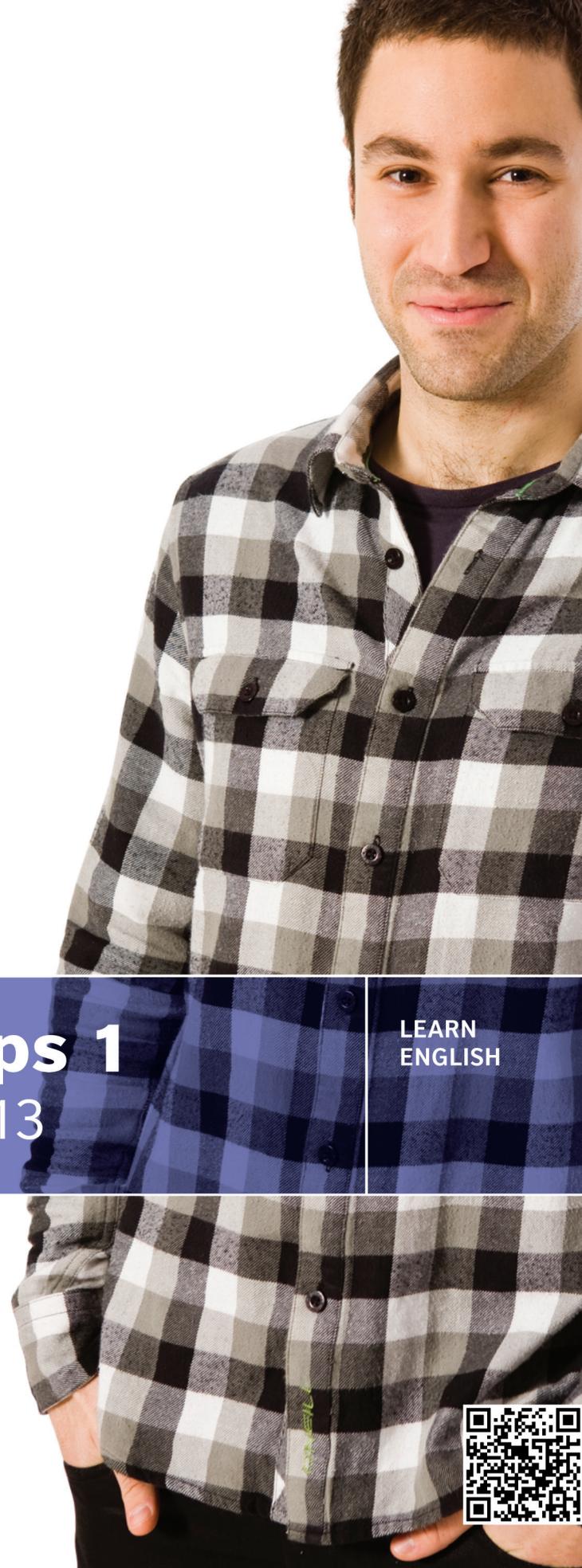
Rejoignez-nous au:  
British Council, 87, Avenue Mohamed V  
1002 Tunis Belvédère, Tunisia

Telephone +216 71 145 300  
Fax +216 71 893 066  
[info@tn.britishcouncil.org](mailto:info@tn.britishcouncil.org)

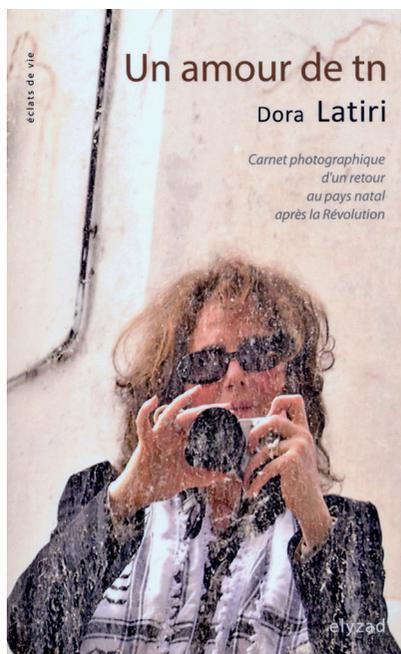
Retrouvez-nous sur  

**TALK TO US**  
BETTER ENGLISH, MORE OPPORTUNITIES

[www.britishcouncil.org/tunisia](http://www.britishcouncil.org/tunisia)



# L'amoureuse de tn



numérique, avec son appareil photo au poing. Et voilà sa fille Dora, qui en hérite beaucoup mais cultive sa différence, entretenir la même passion de figer l'instant fugace et de l'accompagner par un texte aussi expressif. Professeur de littérature à Brighton où elle vit depuis plusieurs années après avoir sillonné longtemps le monde arabe, elle avait repris le chemin de Tunis après la révolution. Un retour ému dans son pays natal, dans la maison familiale, à la recherche de ce qui est resté et surtout de ce qui est en train de changer. Texte et photo, son carnet de voyage qu'elle vient de publier aux éditions Elyzad sous le titre de «*Un amour de tn*» est exceptionnel.

Dora a beaucoup travaillé dans ses recherches universitaires sur la langue et les questions interculturelles ainsi que sur les migrations, les minorités et leurs représentations au cinéma et dans la littérature. Sa relecture de la Tunisie post-révolution ne peut qu'être nourrie de tout cela, pour mieux restituer ses évocations, ses émotions et surtout son regard. Pour un premier texte littéraire qu'elle publie, elle surprend le lecteur par un verbe ciselé, sous une plume raffinée et fluide. A lire absolument.

*Un amour de tn*  
de Dora Latiri  
Editions Elyzad, janvier 2013, 114 pages, 11D900

Son père feu Mokhtar Latiri, le plus illustre des polytechniciens tunisiens, avait lui aussi le bon réflexe de se promener toujours, bien avant l'ère du



## Bonnes feuilles

«Je suis revenue vers tn et l'amour de tn, retour vers les rêves des dix-sept ans. Celle qui est partie, celui qui est resté, comme si la Révolution allait permettre un commencement au point de départ. Nous comparons encore les trajectoires et les points d'intersection : qu'est-ce qui m'aura tant manqué pour que je parte, qu'est-ce que tn lui aura tant donné pour qu'il reste ? Coût de l'exil. Prix de l'enracinement. «*بغداد جنتك*». *Bagdad, je viens vers toi comme un vaisseau épuisé... Je cache mes blessures derrière mes vêtements.*» Blessures vs Bâillonements. J'ai évoqué les blessures avant le retour, il a dit fech 9am il n'ya pas de raison. Il ne veut pas trop savoir, il a décidé que j'allais bien, que j'étais la plus forte, en position de donner à boire. Il avait raison. La mère à l'hôpital demande si elle va mourir, elle a encore quelques mois à vivre, le médecin lui dit aussi fech 9am, ça l'avait rassuré.



Dora Latiri

Sous Zaba, bâillonements, résistances, petits accommodements pour tenir, petites humiliations de chaque jour qui s'accumulent, le bâillon serre, on dit beaucoup de gros mots, ça racle dans le sens contraire de la censure, on fume pas mal, souvent on mange trop aussi. Les marchands de bouffe partout, une abondance étalée, pas pour tous, au marché une dame en sefsari achète juste une aile de poulet».

## Rêves d'hiver au petit matin

# Les printemps arabes vus par 50 écrivains et dessinateurs



*Rêves d'hiver au petit matin*, c'est le titre du livre édité par Elyzad. Il s'agit d'un recueil de textes inédits et de dessins sur le printemps arabe. Des textes courts (une trentaine de lignes chacun), bien enlevés qui oscillent entre la crainte des lendemains qui déchantent et le refus de céder au désespoir. Les auteurs, pour la plupart inconnus du grand public, y expriment les craintes comme l'espoir que leur inspirent ces révolutions. Crainte de les voir dévoyées par les islamistes, mais espoir pour les perspectives qu'elles ouvrent aux peuples arabes. Parce qu'ils sont échaudés par l'expérience qu'ils ont connue dans les années 90 avec le FIS, les Algériens sont ceux qui se montrent les plus pessimistes:

c'est le cas de Boualem Sansal qui note : «*Le bon génie des Arabes s'est trompé de formule ou il a tenu la baguette par le bon bout : nous lui demandions la démocratie, il nous a envoyé la charia ou quelque chose qui y ressemble*». Ayant fui son Algérie natale pendant les années de braise pour se réfugier en Tunisie, Wahiba Khiari éprouve «*un sentiment de déjà vu, de déjà vécu, une peur d'être condamnée à vivre en boucle la même histoire*».



Je souhaite m'abonner 1 an à

# Leaders

J'indique mes coordonnées

Raison sociale : .....  
Nom et prénom : .....  
Adresse : .....  
Ville : .....  
Code Postal : .....  
Pays : .....  
Tel. : .....  
Fax : .....  
GSM : .....  
Adresse mail : .....

Virement au CBB : TN59 08 008 0006710012740 71

Tunisie 30 D.T  
Maghreb 29 €  
Europe 40 €  
USA 40 \$  
Moyen-Orient 39 €  
Canada 50 \$ canadiens  
Reste du Monde 50 \$

Je joins mon règlement par

Chèque bancaire  
Virement  
Mandat postal



Date et signature

Simple et rapide, Abonnez-vous par téléphone en appelant le **71 232 111**

A compléter et à retourner à PR Factory, Ennour Building, Cité des Sciences,  
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène,  
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333  
abonnement@leaders.com.tn  
[www.leaders.com.tn](http://www.leaders.com.tn)





Par Boutheina Ayadi (\*)

## Chroniques du Manoubistan

**L**es évènements qui ont eu pour cadre la faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de La Manouba durant l'année universitaire 2011-2012 ont eu un large écho dans notre pays et dans le monde. Les médias nationaux et internationaux de même que les réseaux sociaux s'en sont emparés, diffusant reportages, interviews et vidéos. Mais il manquait un témoignage de quelque ampleur émanant de l'intérieur de cette institution. C'est désormais chose faite.

En effet, ces *Chroniques du Manoubistan* publiées par les éditions Cérès sont de la plume de l'un des professeurs de cette institution, Monsieur Habib Mellakh, syndicaliste et grand défenseur des libertés académiques et des valeurs universitaires. Ce livre est constitué d'une série de chroniques écrites, comme il se doit, « à chaud » et rendant compte, au jour le jour, de tout ce qui se passait à la faculté à l'adresse des internautes.

A la différence de l'historien qui dispose du recul nécessaire lui permettant de mettre les faits en perspective et d'en apprécier l'importance, le chroniqueur est confronté à une difficulté de taille: comment repérer instantanément ce qui

fait sens ? Par son souci de l'exactitude et par la perspicacité qui le caractérise, H.Mellakh a tout de suite pris la mesure des enjeux : il ne s'agissait de rien de moins que de la survie de l'université tunisienne et, partant, de celle du modèle sociétal moderniste du pays. Quoi d'étonnant alors qu'il se soit senti investi d'une mission : celle de livrer, de l'intérieur de cette faculté que les sit-inneurs ont baptisée «Manoubistan» en déplorant et en condamnant «*l'impiété de ses enseignants et à leur tête le doyen*», un témoignage ayant valeur de mise en garde contre la menace qui est à nos portes ? Il s'agit assurément de la réaction d'un universitaire dont l'institution a été agressée, dont les

collègues ont été empêchés d'accomplir leur devoir d'enseigner et certains même molestés, dont les étudiants ont été terrorisés et dont le personnel a été mis à rude épreuve, mais il s'agit encore plus et avant tout d'un acte citoyen et assumé comme tel.

Le 28 novembre 2011, les enseignants, le personnel administratif et les étudiants de la FLAHM ont découvert, abasourdis, une faculté occupée par des individus venus pour une «ghazoua» en pays de mécréance en brandissant des revendications d'un autre âge : port du niqab pour les filles et séparation entre les sexes !

Ainsi donc, cette Tunisie moderniste où a été promulgué, il y a plus de cinquante ans, le Code du statut personnel garantissant les droits de la femme et faisant d'elle un être majeur et autonome, Code que nous envient nombre de pays dans le monde entier, devrait-elle désormais prendre exemple sur l'Afghanistan des talibans, l'Arabie Saoudite wahabite ou les pays du Golfe ?

La réponse a été unanime : Non, nous ne nous laisserons pas faire ! Et puisque c'est l'Université qui est attaquée en premier, et notre faculté précisément, nous mènerons la lutte contre l'obscurantisme et la violence salafistes qui tentent de s'abattre sur nous et d'emporter le pays tout entier.

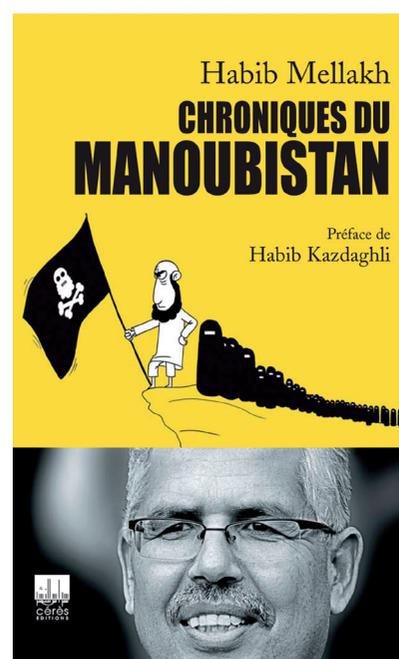
Voilà ce que ces chroniques relatent : une lutte quotidienne menée par tous les enseignants, le conseil scientifique qu'ils ont élu, le syndicat de base de la faculté, le personnel administratif et ouvrier et les étudiants. Le doyen Habib Kazdaghli, élu à la tête de l'institution, a été à la hauteur de la confiance que ses collègues lui avaient accordée. Sa fermeté sur les principes, son acharnement à défendre les décisions

de son conseil scientifique dictées par des considérations pédagogiques et sa lutte pour faire prévaloir le respect des libertés académiques et les valeurs universitaires ont fait de lui, à son corps défendant, une icône. Ce qui ne pouvait plaire, loin s'en faut, à son ministre de tutelle et à d'autres. Doit-on rappeler, à ce propos, qu'il fait encore à ce jour l'objet d'une plainte des plus grotesques et que son sort est encore suspendu à la décision du tribunal qui a eu à en juger ?

Ces chroniques rendent compte aussi de la solidarité sans faille des collègues universitaires des autres institutions en Tunisie et des collègues dans de très nombreux pays du monde, pas seulement ceux avec lesquels les universités tunisiennes entretiennent des relations de coopération suivies mais même de pays plus lointains comme les Etats-Unis, les pays nordiques et le Japon. Les médias et les réseaux sociaux y ont été pour beaucoup. Et les chroniques de H. Mellakh, alors même qu'elles circulaient sur internet, y ont eu leur part.

Elles n'omettent pas non plus de rendre compte de la mobilisation de la société civile avec ses diverses composantes, associations, syndicats et à leur tête l'UGTT...

Cette solidarité et cette mobilisation massive ont constitué une réponse cinglante aux visées fascistes des sit-inneurs de la FLAHM, et à celles d'énergumènes du même acabit ayant semé la terreur dans quelques autres institutions universitaires du pays et porté la violence jusque dans les espaces d'art. H. Mellakh a pris sur lui de faire connaître le point de vue de ses collègues. Il a montré des femmes et des hommes de conviction, luttant pour leur droit d'exercer leur métier conformément aux exigences



universellement admises afin que l'Université joue le rôle qui est le sien : répandre le savoir, donner les moyens de l'autonomie de jugement et former à l'esprit critique loin de tout dogmatisme de quelque nature qu'il soit.

Il a également montré des enseignants qui ont réalisé d'emblée qu'il était de leur devoir de citoyens de préserver l'université tunisienne de toutes les dérives politiques et idéologiques, qui ont mobilisé autour d'eux tous ceux qui mettent les valeurs de la rationalité et de la liberté au-dessus de tout. Les Tunisiens, dans leur écrasante majorité, ont été sidérés de constater que, parmi eux, certains se sont permis de profaner le drapeau national et de le remplacer, heureusement pour quelques minutes seulement grâce à l'action courageuse de l'une des étudiantes de la FLAHM, par un étendard dont la seule couleur dit tout du sombre destin que ces «hordes sauvages», selon l'expression employée par le président de la République, promettent à notre pays. Leur réaction massive le jour même de ce crime, le

7 mars 2012, le lendemain, journée internationale de la femme, et le 20 mars, anniversaire de l'indépendance du pays — pour ne citer que quelques dates marquantes — où l'on a vu des centaines de milliers de Tunisiens de tout âge, de toute condition sociale et à travers tout le pays manifestant couverts de la tête aux pieds de ce drapeau auquel des sauvages ont cru pouvoir attenter, a démontré de la manière la plus éclatante leur refus absolu et de ce modèle «national», si tant est que l'on puisse employer ce terme pour des gens dont la référence en la matière est le sixième califat, et du modèle sociétal qu'ils s'acharnent à vouloir leur imposer, à eux dont l'histoire récente et plus lointaine a fait un peuple fondateur de civilisation, ouvert au monde et assoiffé de liberté et des valeurs les plus nobles de l'humanité.

Cet acte de barbarie qui a eu lieu à la faculté de La Manouba a ainsi dessillé les yeux de ceux qui pouvaient encore douter de la signification de ce qui se déroulait à la FLAHM et a fini par convaincre tous les Tunisiens que le calvaire vécu par cette institution dans toutes ses composantes ne leur serait pas épargné s'ils se fiaient aux contre-vérités distillées sur tous les tons par certains membres du gouvernement et en particulier les ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Intérieur qui ont mis la responsabilité de toute «l'affaire de La Manouba» sur le dos d'un doyen agissant au nom de convictions idéologiques plus que condamnables.

La lutte de la FLAHM épaulée et soutenue par tous les universitaires de Tunisie et un nombre impressionnant d'universitaires à travers le monde et relayée par tous ceux qui, dans le pays et sur tous les continents, ont manifesté leur refus absolu de l'asservissement de l'Université, de la négation de ses

valeurs et de la terreur salafiste ne serait ainsi que l'action d'un idéologue politiquement suspect et, pour cette raison, chargé de tous les torts ! Atteinte à la liberté vestimentaire, exagérations, entre autres délits. L'un des mérites des textes de H.Mellakh est d'avoir administré la preuve du contraire. En excellent francisant, il appelle à la rescousse La Fontaine et son «*haro sur le baudet !*» pour rendre compte du traitement infligé à ce bouc émissaire idéal qu'est le Doyen Habib Kazdaghli, Camus et son Sisyphes pour décrire l'acharnement mis par les enseignants de la FLAHM pour défendre leur institution et éviter à leurs étudiants une année blanche, et le grand Victor Hugo clamant en opposant irréductible à la tyrannie «*Et s'il n'en reste qu'un, je serai celui-là.*», pour galvaniser les énergies et rallier ceux qui seraient tentés de compter sur les autres pour mener la lutte.

L'auteur publie ses chroniques telles qu'elles ont été écrites, au fur et à mesure des événements. C'est aussi un autre de ses mérites. Document d'une exactitude scrupuleuse et d'une vérocité indiscutable, il laisse aussi transparaître la subjectivité de l'auteur, entendue non au sens d'une volonté délibérée d'imposer une certaine lecture des événements relatés afin d'en orienter l'interprétation mais au sens où il laisse voir l'attachement qui est le sien pour les libertés académiques et l'autonomie de l'Université pour lesquelles il s'est toujours battu en tant que syndicaliste et en tant qu'enseignant. Ses chroniques du 26 février et du 25 avril 2012, poignantes entre toutes, en font foi. Celles du 25 avril et du 30 mai 2012 placent explicitement et de la manière la plus forte les événements dont la FLAHM a été le théâtre dans le cadre qui permet de leur donner tout leur sens et d'en mettre en évidence les enjeux. La première est ainsi intitulée

«*Lettre ouverte aux démocrates tunisiens*» qu'elle appelle à «*la résistance contre la fascisation rampante*» considérée comme «*une œuvre de salut public*». La seconde, quant à elle, intitulée «*Touche pas à l'école de la République*», est le cri du cœur d'un Tunisien, fils de cette école fondée par la génération de l'Indépendance et qui a répandu le savoir dans tout le pays, même s'il est à déplorer qu'elle n'ait pas pu préserver tout le monde de l'ignorance et du fanatisme religieux. Ce cri du cœur n'étonne guère, venant d'un enseignant conscient de la responsabilité qui lui incombe dans la défense de cet acquis national et fils d'enseignant, du reste.

Quels autres enseignements ces *Chroniques du Manoubistan* nous livrent-elles ? La lutte que les enseignants de la FLAHM, soutenus par tous les démocrates, leur a certes permis de débarrasser leur institution de ceux qui ont voulu l'asservir pour asservir les intellectuels, les artistes et la Tunisie et éradiquer les valeurs de rationalité, de liberté et, en somme, «*d'ouverture à l'universel*» comme l'écrit le Doyen Habib Kazdaghli dans sa préface au livre. Mais elles nous disent aussi qu'il ne faut pas baisser la garde car l'horizon n'est pas encore tout à fait clair et la menace continue de rôder, et plus que jamais.

Ce livre est donc tout à la fois porteur d'un message d'espoir mais aussi un appel pressant à une vigilance de tout instant. C'est en cela que c'est un acte citoyen.

La décision prise par Cérès éditions de publier ces chroniques en est un autre.

**B.A.**

(\*) Professeur au département de français à la faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de La Manouba et membre du Conseil scientifique.



**SSANGYONG**

Le luxe n'a jamais été aussi accessible

Nouveau PICK-UP **ACTYON SPORTS**

**Pour le travail et pour le fun**



Photo non contractuelle



Dar SsangYong : Route de ceinture, 4022 ZI Akouda - Sousse  
Tél. : (+216) 73 343 333 / Fax : (+216) 73 343 233

Succursale de tunis : Route de Sousse, GP1 km7 - 2033 Megrine - Tunisie  
Tél. : (+216) 71 425 355 / Fax : (+216) 71 425 253  
e-mail : ssangyong.commercial@sotudis.com.tn

**SOTUDIS**  
*Chemin de réussite*

[www.ssangyong-tunisie.com](http://www.ssangyong-tunisie.com)

Made in South Korea  
SsangYong est une marque du groupe Mahindra & Mahindra.

Ces hommes ont attenté à la vie du président Bourguiba. Ce sont cinq capitaines : Matheri, Mohamed Guiza, Maherzi (ancien aide de camp du président), Hachani, et Barkia. Pour tous : prison à vie.



Par Raouf Ben Rejeb

## La tentative de coup d'Etat de 1962 Un signe avant-coureur de la dictature?

**E**ntre décembre 1962 et janvier 1963, il y a tout juste cinquante ans, la Tunisie a vécu un événement crucial qui est resté pourtant dans les oubliettes de l'Histoire. Il s'agit de la tentative de coup d'Etat contre le président Habib Bourguiba. Menés à la va-vite, l'interrogatoire des prévenus, le procès puis l'exécution des condamnés, le premier président de la République tunisienne tenait à ce que cette page peu glorieuse de son histoire personnelle soit tournée au plus vite. Son successeur, Ben Ali, n'a pas tenu à rappeler cet épisode pour la raison avérée qu'étant chargé de la sécurité militaire à l'époque, on lui a reproché de n'avoir rien vu venir.

Le coup d'Etat avorté de 1962 n'était pas sans conséquences sur l'histoire presque soixantenaire de la Tunisie indépendante. La révolution de décembre 2010-janvier 2011 ne constitue-t-elle pas un aboutissement inattendu de cette conjuration qui a pourtant échoué cinquante ans auparavant ? Pour se remémorer l'événement, plantons le décor : Nous sommes fin 1962, cinq années après

l'indépendance de la Tunisie. Bourguiba était président de la République depuis la proclamation de la République le 25 juillet 1957, la Constitution, œuvre de l'Assemblée nationale constituante, a été ratifiée le 1er juin 1959 et le chef de l'Etat a été conforté dans la fonction suprême ainsi que son parti, le Néo-Destour, par les élections générales présidentielles et législatives de novembre 1959. La sédition

youssefiste a pris fin dans le sang avec l'assassinat de Salah Ben Youssef en Allemagne en août 1962. L'armée française a évacué ses casernes sur tout le territoire à l'exception de Bizerte et de la partie la plus septentrionale du sud tunisien. Voici pour la partie rose. Pour le verso moins rose, il convient de rappeler que la bataille de Bizerte menée en juillet 1961 a été catastrophique. Mal préparée, mal conduite, elle a été déclenchée en dépit du bon sens, alors que le général De Gaulle, arrivé au pouvoir en 1958 pour régler prioritairement la question algérienne, n'a jamais prétendu que la France allait demeurer éternellement à Bizerte. Cette guerre entre deux ego démesurés a eu un bilan très lourd parmi les militaires de la toute jeune armée tunisienne et encore plus dans les rangs des jeunes volontaires

civils jetés dans la bataille comme chair à canon. Sur le plan intérieur, le conflit pour le pouvoir entre Bourguiba et Ben Youssef qui a divisé le pays en deux ne pouvait prendre fin sans laisser des traces durables. Un grand nombre de chefs des fellaghas, ces combattants montés aux djebels pour défendre le pays, se sentaient plus proches de Ben Youssef. Le chef de l'Etat ne cachait pas qu'il avait peu de considération pour ces gens incultes et simples d'esprit dont le rôle s'est achevé avec l'indépendance. D'autre part, plus intéressé par les questions de politique étrangère dont ses relations avec la France que par la gestion du pays, le chef de l'Etat s'occupait peu d'intendance, la chose économique n'étant pas son fort. La population qui attendait monts et merveilles de l'indépendance était déçue de ne voir rien venir, surtout que la nature ne lui était pas tellement favorable, la sécheresse sévissant selon les cycles dans ce pays semi-aride. La misère et la famine se développaient alors que Bourguiba, préoccupé plutôt par son prestige, bâtissait de nouveaux palais.

Par ailleurs, l'Algérie venait tout juste de recouvrer son indépendance en juillet 1962. La Tunisie, qui a soutenu la révolution algérienne et offert refuge au gouvernement provisoire, quitte à en accepter les sacrifices n'a pas été payée en retour, les nouveaux maîtres d'Alger, Ben Bella en tête, n'ayant jamais caché qu'ils étaient plus proches de Gamal Abdennaceur et de l'arabisme qu'il prône que de Bourguiba et de l'Occident dont il était proche. Dans le contexte de l'époque, Bourguiba, tribun hors pair, beau parleur, éloquent et très ouvert aux médias, était devenu une star de la presse internationale, française mais également américaine qui ne manquait jamais l'occasion pour lui donner la parole. Cette proximité a de

quoi gonfler un ego déjà démesuré. Tous ces éléments réunis côte à côte ont fait qu'à cette époque, Bourguiba n'avait pas que des partisans inconditionnels. Le pays comptait aussi des mécontents parmi :

- Les officiers de l'armée qui ne pouvaient pardonner à Bourguiba de les avoir jetés dans une bataille dont l'issue — une défaite cuisante — était inévitable.
- Les yousséfistes, même défaits, rongeaient leur frein en attendant de prendre une revanche qu'ils estimaient justifiée.
- Les fellaghas qui estimaient ne pas avoir été payés suffisamment en retour pour leurs sacrifices sans lesquels le pays n'aurait pas recouvré son indépendance et Bourguiba ne se trouverait pas là où il est, à la tête de l'Etat.

• Une partie de la population qui ne voyait pas sa situation s'améliorer comme elle l'espérait, bien au contraire

Dans ces conditions, il n'était pas impossible que des mécontents s'agrégèrent les uns aux autres pour fomenter une conjuration, surtout que l'époque foisonnait d'actes de ce genre, en Afrique et au Moyen-Orient notamment, où il était la méthode la plus commune de prise du pouvoir. Le journal américain *Herald Tribune* écrivait le 26 décembre 1962 que «*les ambassades occidentales (à Tunis) étaient au courant du grand mécontentement dans le pays mais ne s'attendaient pas à une telle manifestation*». Les conjurés qui avaient à leur tête Lazhar Chraïti, un chef fellagha, étaient peu nombreux, vingt-cinq au total parmi les militaires et les civils. Les militaires étaient plus nombreux mais Bahi Ladgham, secrétaire d'Etat à la présidence et à la Défense qui menait l'interrogatoire des militaires, a tenu à en réduire le nombre pour minimiser le rôle des militaires et ne pas conduire à une hémorragie dans l'armée toute naissante. Leur procès a été expéditif. Quinze d'entre eux ont été condamnés à mort. Deux seulement ont vu leur peine

commuer en prison à perpétuité, alors que les autres ont été passés devant le peloton d'exécution sans délai. Ils ont été privés de sépulture et, pour certains d'entre eux, il a été impossible jusqu'ici de retrouver leurs restes même en recourant à l'ADN.

Comme conséquence, le régime s'est durci et aucune voix discordante n'était tolérée. Le régime du parti unique, qui fleurissait dans le tiers monde, a été établi de fait avec l'interdiction du Parti communiste et de ses publications dont l'implication au complot n'avait jamais été soulevée. Bourguiba, enclin par nature au pouvoir personnel, a trouvé en cette tentative de coup d'Etat l'opportunité pour contrecarrer toute velléité de contestation, que ce soit de gauche dans les années 60 et 70 ou parmi les islamistes dans les années 80. Même les courtes périodes d'ouverture en 1970 à la suite de l'échec de la politique de collectivisation ou en 1981 pour prévenir des émeutes comparables à celles de janvier 1978 n'ont été qu'une pure tactique pour laisser passer l'orage à moindres frais et sans aucune concession. L'ambivalence de Bourguiba et du bourguibisme fait de pragmatisme, de libéralisme, d'ouverture mais de pouvoir personnel, de culte de la personnalité et d'imperméabilité totale aux libertés publiques et aux règles démocratiques ainsi que de fermeture politique, a certainement été confortée par cette tentative de coup d'Etat avortée. C'est cette fermeture qui l'a amené, à l'automne de sa vie, à s'accrocher au pouvoir et à choisir des hommes, surtout le dernier qui a réussi son «coup d'Etat médical» et s'est emparé du pouvoir sans en avoir les qualités et l'étoffe.

Est-il juste, dès lors, de dire que la révolution de décembre 2010- janvier 2011, parce que ses objectifs étaient les libertés, la démocratie et le développement équitable du pays, était en droite ligne de la tentative de coup d'Etat de 1962-63? Il est peut-être plausible de l'avancer, mais est-il possible ou loisible de réécrire l'Histoire ?

**R.B.R.**



# Des témoignages poignants... et l'inévitable polémique.

**L**e Forum de la mémoire nationale et de l'histoire contemporaine dépendant de la Fondation Témimi pour la recherche scientifique a organisé samedi 26 janvier une rencontre sur la tentative de coup d'Etat de 1962, qualifiée dans le papier d'introduction d'injustice. Des proches de certaines personnes impliquées dans cette tentative ont participé à cette rencontre.

Abdelatif Fourati, ancien rédacteur en chef du journal *Assabah*, qui, tout jeune journaliste, avait couvert le procès pour son journal, a présenté un témoignage vivant sur cet événement, notamment le prononcé du verdict. Il a souligné que le procès a été expéditif et que le verdict a été très sévère et de toute façon inattendu par les prévenus comme par les responsables et la population. On disait à l'époque qu'il a été convenu entre Bourguiba et le président de la Haute Cour, Mohamed Farhat, que le verdict sera sévère mais que le chef de l'Etat usera de son droit de grâce pour alléger les peines, mais ce n'en fut rien.

Les témoignages des proches de certaines personnes impliquées dans cette tentative étaient poignants et fort émouvants.

Raya Ben Guiza, fille de Mohamed Ben Guiza, condamné à mort et dont la peine a été commuée en prison à perpétuité, estime qu'il n'y a pas eu de tentative de coup d'Etat au vrai sens du terme. Tout au plus «des prémices» ou le «début d'une réflexion» sur un «nouveau modèle de projet de société» pour conduire le pays vers la démocratie, l'égalité et le développement. Pour elle, son père fut un grand patriote. Elle s'appelle «Raya (drapeau) alors que son frère est dénommé «Seif» (épée). La jeune femme, bardée de diplômes après un parcours réussi, se rappelle les cauchemars de son père et son silence, même son absence de parole, signes du traumatisme qu'il a vécu lors de ses années de bagne. La veuve de Hamadi Ben Guiza a abondé dans le même sens et a lu une partie des mémoires de son mari sur le sujet. Toutes les deux ont estimé qu'il est temps de réhabiliter les membres présumés de cette affaire et de leur reconnaître le titre de grands patriotes et de martyrs

Salwa Ben Saad, fille de Abdel-Sadok Ben Saad, a exprimé elle aussi, avec une émotion non dissimulée, sa peine d'avoir vécu cinquante ans dans ses souvenirs alors qu'elle garde de

son père l'image d'«un homme bon, honnête et courageux». Elle estime que «le procès a été liquidé et bâclé» alors que plus de cent orphelins ont pâti dans leur chair du verdict, qu'elle a qualifié d'injuste. Elle revendique elle aussi une juste réhabilitation.

M. Béchir Turki, militaire appartenant aux télécommunications, ancien camarade de certains des condamnés, a affirmé dans son témoignage que les militaires traumatisés par la bataille de Bizerte étaient nombreux à en vouloir à Bourguiba. Le nombre de militaires impliqués dépassait de loin le petit nombre qui a été passé devant la Haute Cour. Selon lui, ils seraient entre 60 et 70 à être impliqués. Cela signifierait qu'il y avait beaucoup de mécontents au sein de l'armée. Les autres ont été exclus de l'armée petit à petit. Salem Sabbagh, secrétaire du général Tabib, chef d'état-major, malade et alité à l'époque, se rappelle avoir été un témoin privilégié puisque son bureau donnait sur la salle où Bahi Ladgham et Taieb Mehiri procédaient aux interrogatoires. Il se remémore avoir aperçu dans les parages Ben Ali, alors responsable de la sécurité militaires. «*Dès que Taieb Mehiri l'a vu, il l'a apostrophé : «Alors toi, qu'est-ce que tu faisais, tu dormais...»*». Ben Ali n'avait rien su de la tentative de coup d'Etat, alors qu'elle relevait de sa responsabilité.

Pour lui, la tentative de coup d'Etat ne fait pas de doute. «*La fidélité au serment du militaire envers sa patrie a été bafouée, ce qui ne nous dénie pas l'obligation de manifester notre sympathie envers les familles qui ont été frappées dans leur chair*», a-t-il ajouté en estimant, à cet égard, que donner le titre de grand militant ou de martyr ne convenait pas dans ces circonstances.

Cette remarque a soulevé une vive polémique dans la salle, les familles exprimant leur vif mécontentement. Pour elles, en l'absence de démocratie et de liberté, le changement ne peut être obtenu que par ce procédé.

L'historien Mohamed Mokhtar Guellali résume ainsi l'autre point de vue : «*J'exprime mes réserves sur la dénomination de ce mouvement par «coup d'Etat». Il s'agissait plutôt d'un mouvement dont l'objectif était de corriger le processus (El-massar) par un groupe de patriotes attachés à leur pays qui le voyaient basculer dans la dictature et le projet d'acculturation (taghrîb). Le procès fut une injustice grave et le verdict un crime odieux*».

**R.B.R.**



NEW  
THINKING.  
NEW  
POSSIBILITIES.

# هناو اللاندي

Efficacité prouvée pour tous types de transport



Motricité  
disponible  
4x2  
et 6x4

*Nouveau camion poids lourd*

*Hyundai Heavy Duty* **HD 600 L**

**410 ch**

Tunis : Parc Industriel de Ben Arous GP1 km 5,5 BP 211 2013 Ben Arous - Tunisie Tél. : +216 71 388 100 Fax : +216 71 388 050  
Succursale Sousse : Route de Tunis km 132,5 4022 Akouda - Sousse - Tunisie Tél. : +216 73 309 309 Fax : +216 73 309 999  
Succursale Gabès : Route de Tunis km 0,5 BP 31 -6001 Hached Gabes - Tél : +216 75 273 044 - Fax : +216 75 274 151

**SOTUDIS**  
*Chemin de réussite*

[www.sotudis.com.tn](http://www.sotudis.com.tn)



## L'abolition de l'esclavage, le 23 janvier 1846

# Comment la Tunisie doit rester pionnière

**A** l'occasion de la commémoration de l'abolition de l'esclavage en Tunisie, trois chercheurs présentent un dossier sur cette question, en Tunisie et dans le monde :

- Mounira Chapoutot-Remadi, professeur d'histoire du moyen âge du monde arabe et musulman et vice-présidente de l'association Nawarni, rappelle la profondeur historique de l'histoire de l'esclavage et axe son propos essentiellement sur son évolution en Tunisie jusqu'à son abolition le 23 janvier 1846 ;
- Stéphanie Pouessel, anthropologue et chercheuse à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, évoque ses retombées sur les mémoires plurielles dans la Tunisie d'aujourd'hui ;
- Ridha Tlili, historien chercheur, évoque quant à lui la traite négrière et le commerce triangulaire qui ont entraîné, pendant quatre siècles, la déportation de milliers d'Africains aux Amériques.

Nous tenons non seulement à rappeler à tous les Tunisiens une page importante de l'histoire de notre pays et du monde et, par-delà ce dossier, nous ambitionnons de demander l'inscription de cette date, qui fait honneur à nos ancêtres et nous remplit de fierté, dans notre calendrier national. C'est cette Tunisie, moderne, libre, tolérante, plurielle et riche de toute sa diversité, que nous aimons.

*Mounira Chapoutot-Remadi  
Coordinatrice du dossier*

# Un devoir de mémoire : l'abolition de l'esclavage le 23 janvier 1846

**Mounira Chapoutot-Remadi**

Professeur d'histoire, Université de Tunis  
Vice-présidente de l'association Nawarni

Il est vrai que je suis fier de pouvoir dire et répéter, à l'occasion, que mon pays a été le premier du monde arabe et musulman à abolir l'esclavage, le 23 janvier 1846.

Il est vrai que mon but aujourd'hui est de le rappeler à tous mes compatriotes afin d'inscrire cette date dans notre calendrier mémoriel national. Si le 2 décembre de chaque année correspond à la journée internationale de l'abolition de l'esclavage, le 23 janvier devrait être inscrit dans notre calendrier national.

L'esclavage est une institution vieille de plusieurs siècles et elle était générale dans l'Antiquité. Ce phénomène n'est donc pas lié à une religion ni à un espace géographique. La guerre et le commerce étaient les principales sources de l'esclavage. L'avènement des religions monothéistes allait, d'une certaine manière, contribuer à freiner sinon à diminuer le phénomène. Pour le Christianisme comme pour l'Islam, il était interdit de réduire en esclavage un coreligionnaire. L'émancipation



de l'esclave était même un acte de piété recommandé en Islam. L'esclave femme devenue mère d'un garçon, *Umm walad*, ne pouvait plus être vendue mais devait être affranchie.

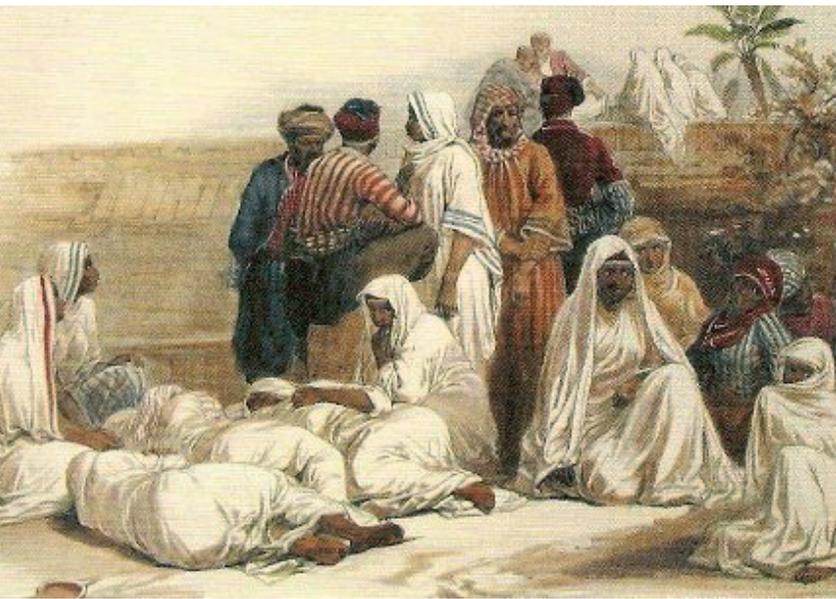
Du point de vue de l'Islam, la division du monde en *Dâr al-Islam*, *Dâr al-harb*, allait permettre aux musulmans de continuer la traite pendant des siècles. C'est ainsi que des centaines de milliers de corps furent arrachés à leurs proches, vendus sur les marchés de la Méditerranée et de l'Asie. Leurs destinées furent diverses selon les époques, les pays, les fonctions qu'ils eurent à exercer. Les uns accédèrent aux fonctions les plus illustres, comme les sultans mamluks d'Égypte, les autres eurent beaucoup moins de chance, comme ceux qui furent astreints aux tâches les plus dures. Certains également furent castrés et c'est comme eunuques qu'ils travaillèrent dans les palais des sultans. Ils furent affectés à la garde des harems et à l'éducation des jeunes esclaves. Les conditions de voyage étaient très dures

et beaucoup mouraient en chemin avant d'atteindre leur destination finale.

Le vocabulaire arabe emploie une terminologie variée pour les désigner. L'esclave noir est appelé : *'abd*, *wasif*, *khadim*, *chouchen*, *hartani* (pluriel *Harratin*) et *akli* en berbère; l'esclave blanc : *mamluk*, *'ulj*, *saqlabi*, *rumi*, *jarkassi*, *turki*, ... quand l'origine ethnique est précisée. Les tâches domestiques étaient réservées aux Noirs, les fonctions militaires généralement aux autres.

Les flux étaient divers selon la géographie et les époques. Les sources arabes de la conquête décrivent et donnent des chiffres assez considérables d'esclaves berbères qui furent les premières victimes de ce trafic vers Damas et





Bagdad. Malgré l'islamisation, le quint humain, *takhmis*, fut pratiqué sur les familles, provoquant une des plus grandes révoltes berbères en 740.

Une des premières expéditions de 'Uqba b. Nâfi' consista à aller capturer des esclaves au Fezzan. Très vite, les Berbères eux-mêmes prirent en charge le commerce transsaharien et se chargèrent ainsi de la traite. Les Aghlabides se dotèrent d'une garde noire plus fidèle que l'armée arabe des conquérants qui fomentait des révoltes et était plus exigeante. Ils en employèrent d'autres dans l'agriculture et dans les grands domaines. Les dynasties suivantes continuèrent à s'appuyer sur ce commerce à la fois pour les besoins internes et externes.

Trois grands axes caravaniers sud-nord traversaient le Maghreb. Pour la Tunisie, la plupart des esclaves africains arrivaient du Fezzan et du Bornou par Ghadamès et les autres empruntaient une deuxième route reliant Tombouctou au Djérid et à Gafsa, en passant par le Mzab. La Tunisie a été une zone de réception et de transit de ce trafic d'êtres humains. La traite a continué pendant des siècles. Beaucoup de ces hommes et de ces femmes se sont peu à peu fondus dans la population locale.

Un tournant important dans notre histoire a accéléré ce phénomène d'assimilation. Le règne d'Ahmed Bey (1837-1855) est resté dans notre mémoire comme la première entrée dans la modernité. Elle était certes dans l'air du temps aussi bien à Istanbul qu'au Caire. Des mesures semblables avaient été prises, mais l'originalité de notre pays, c'est d'avoir décrété, avant tous les autres, l'abolition de l'esclavage le 23 janvier 1846.

Certes en examinant de près la situation de la Tunisie, 35 ans avant le Protectorat, on pourrait penser que ces mesures sont arrivées trop tard, qu'elles ont été commandées par la conjoncture internationale. La modernité plaquée, et non encore portée par la majorité de la population, n'était peut-être pas encore à l'ordre du jour. Certes, les lois ne font pas disparaître du jour au lendemain les lourdeurs des mentalités. Certes, la discrimination à l'égard de certains de nos compatriotes a du mal à disparaître.

Aujourd'hui, 167 ans se sont écoulés, nous devons retenir une chose importante. Oui nous sommes fiers d'être le premier pays musulman à avoir tourné la page de cet abominable commerce d'êtres humains et nous sommes fiers de notre diversité.

## Trace d'aujourd'hui : jusqu'où reconnaître les mémoires plurielles?

**Stéphanie Pouessel**, anthropologue, chercheuse à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, Tunis

La libération d'expression qui caractérise l'après-2011 est aussi celle qui invite les Tunisiens à se réapproprier leur histoire. Quand certains tiennent à souligner sa berbéricité, d'autres reviennent à l'histoire islamique, ou ottomane quand l'histoire est vue par d'autres encore

comme bourguibienne avant tout. Ses déclinaisons semblent infinies. Pour certains, il est temps aujourd'hui de soulever une partie de l'histoire transafricaine, celle qui a ramené des biens et des hommes. Une histoire de commerce d'hommes, la traite esclavagiste, qui fut abolie

# FUTURA

## C'EST LE TEMPS DE CHANGER ET D'INNOVER



### L'INNOVATION QUI FAIT LA DIFFÉRENCE.



La technologie de pointe **ECO TECH** des nouvelles machines à laver FUTURA permet de faire une économie d'énergie et d'obtenir : l'énergie classe A +++.

Cela signifie que les nouvelles machines à laver sont non seulement efficaces sur la saleté, mais préservent aussi l'environnement technologique.

Grâce au cycle ECO, dont les machines à laver FUTURA sont équipées, vous pouvez économiser plus de 50% de l'énergie normalement utilisée dans un cycle standard.



Le Cycle Anti-Allergie est basé sur deux phases : le chauffage de l'eau, au début du lavage et le maintien de la température à 60 °, afin d'éliminer des mites de poussière et de pollen.



Le cycle traitement antitâche permet d'enlever les 20 tâches les plus difficiles.

Une haute Température permet d'enlever les tâches, mais risque d'abîmer en même temps les couleurs. Avec ce cycle, il n'est pas nécessaire de dépasser les 40° C pour enlever les 20 tâches les plus difficiles (comme fruits, sang, chocolat, herbe, feutre).

Sans traitement avant lavage, l'association du mouvement du tambour, de la fonction bio phase à 40° C (qui enlève les tâches rebelles), du lavage à 43° C permet de maintenir la température constante et ainsi éliminer les tâches les plus difficiles.



**Haier**  
Inspired living

# شوف الحديث بلون جديد



Photos non contractuelles



ECO LIFE Nouvelle gamme de téléviseurs LCD,LED, Home-Cinéma & DVD

HHW, rue Al Bayrouni, Z.I.Z4 Saint Gobain, 2014 Mégrine, Ben Arous - Tunisie  
T. : +216 71 426 785 / +216 71 432 174 • F. : +216 71 428 127

**N° Vert 80 100 096**  
APPEL GRATUIT

COM  
Tél. : 25 22 21 33  
design.dire@comdesign.net

officiellement dans sa première version le 23 janvier 1846, mais qui laissa dans la société tunisienne des traces de subalternité, conscientes ou inconscientes, visibles jusqu'à nos jours.

Mais soulever ce sujet longtemps tabou ou confiné aux marges d'une identité tunisienne et arabe appelée à être réconciliée n'est pas l'apanage des seuls historiens. Ce besoin émane d'une partie de la société en quête de reconnaissance, de respect et d'égalité. L'écho citoyen est de plus en plus grand (Cf. la nouvelle association ADAM) et les créations artistiques se multiplient (théâtre, cinéma, etc.). Toutes soulignent un racisme encore présent dans la société tunisienne mais rappellent aussi des éléments endogènes prometteurs, comme la fierté d'une abolition de l'esclavagisme précoce, antérieure à la France et fruit d'une génération de penseurs modernistes à l'instar du réformateur Ibn Abou Dhiaf. L'Islam y est souvent perçu comme levier de la libération, appelant à l'égalité des croyants devant la foi; le personnage de Bilel, esclave alors libéré par le Prophète et premier muezzin du Messager, venant en attester.

Au-delà des modalités propres au Nord de l'Afrique et au monde islamique, instituer la reconnaissance de la «date tunisienne» de l'abolition de l'esclavage, le 23 janvier, accole aux populations noires du Maghreb le modèle de la diaspora noire mondiale, essentiellement pensée jusque-là comme transatlantique, c'est-à-dire partie d'Afrique en direction des Amériques, avec tout ce que cela a pu engendrer comme retour aux origines depuis le siècle dernier. Ce modèle propulseur d'identité—«noire», «post-esclavagiste» — est-il pertinent dans le monde arabe? Les populations concernées trancheront.

Le défi est grand, aujourd'hui en Tunisie, de ne pas politiser la question de l'héritage des populations noires et de la diversité culturelle en général (en la réduisant à un argument anti-islamiste), ni même de la balkaniser en ethnicisant la cause, une cause d'abord nationale puis universelle. Elle appartient à tous et s'inscrit aujourd'hui, pour ceux qui s'efforcent d'élever le jour de l'abolition en jour de reconnaissance nationale, dans une lutte contre le racisme et toutes formes de discriminations ou de subordination moderne. Le désir de commémoration de cette date historique permet de transformer une histoire «négative», celle de la traite, en une histoire positivée, celle de la libération. Elle veut aussi rappeler l'histoire de milliers d'esclaves et panser les plaies des générations qui suivirent.



L'enjeu est brûlant d'une actualité nationale, il en est de la représentation qu'une société se fait d'elle-même : comment est-il possible, dans le climat social et politique actuel en Tunisie, de penser des initiatives émanant de groupes particuliers fondés sur une langue ou une histoire «différente» sans être affilié à une volonté de séparatisme, de *fitna* ou de division de l'unité d'un pays jusque-là entaché par un pouvoir mafieux puis scindé par l'espoir révolutionnaire ?



# L'esclavage, une si longue histoire

Ridha Tlili  
Chercheur

L'esclavage a une très longue histoire, puisque le commerce triangulaire a duré plus de quatre siècles. Les premiers navigateurs ont atteint le Cap Bojador en 1416 et les débuts des razzias ont laissé des traces qui remontent à 1441 sur le Rio de Oro. Depuis, les historiens avancent le chiffre de quinze millions de personnes qui auraient été victimes de la traite et de l'esclavage, mais si nous retenons l'estimation qui établit que pour un esclave arrivé aux Amériques, quatre ou cinq ont péri, dans les maisons de Zanzibar et pendant la traversée. Le chiffre pourrait alors s'élever d'une manière encore plus significative.

En 1791, une insurrection générale des esclaves éclate à Saint-Domingue (l'actuelle Haïti). Menés par Toussaint Louverture, les esclaves obtiennent la liberté politique en 1792. Et, en 1793, le commissaire civil Sonthonax proclame l'abolition de l'esclavage. Mais cette décision n'est pas encore confirmée par la Convention en 1794. Exclu du Comité de Salut Public depuis six mois, animateur du club des Cordeliers, Danton rejoint Louis Dufay, colon et député de Saint-Domingue, pour obtenir cette confirmation. Fidèles à l'esprit de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, les membres de la Convention acclament la proposition. Rétabli par Bonaparte en mai 1802, l'esclavage et la traite ne seront définitivement abolis qu'en novembre 1848.

Cependant, pour comprendre l'histoire de l'esclavage, le recours à la notion de panafricanisme est incontournable. Même si le panafricanisme est né avec la première conférence africaine en 1900, son histoire commence bien avant ; c'est depuis le 17<sup>ème</sup> siècle que les Africains de l'Afrique et de la diaspora, en rejetant toutes formes de racisme à l'égard des Noirs, ont affirmé l'égalité des peuples et le droit des Africains et des Noirs à vivre dans la liberté et la dignité, comme les autres êtres humains. Les premiers écrits contre l'esclavagisme de Antony Amo en 1703, Ignatius Sancho en 1782 et Ottobah Cuguano en 1787, et encore de l'esclave afro-américain James Somerset en 1772, sont des textes fondateurs qui forment en quelque sorte la préhistoire de la lutte des Noirs dans le monde. Par ailleurs, après cette période fondatrice, le thème de l'indépendance du territoire africain occupé par les puissances coloniales apparut comme une perspective devant mettre fin au processus de domination de l'Afrique et de l'esclavage. Par la suite, l'UNIA, Universal Negro Improvement

Association and African Communities League, fondée par Marcus Garvey (1887-1940), devint la plus connue parmi les mouvements africanistes. Son fondateur en 1914 était un Noir caribéen immigré aux États-Unis et héritier des traditions de résistance de la Caraïbe.

Rappelons pour finir la synthèse des revendications panafricanistes de 1902: *«Le problème du vingtième siècle est celui de la question de couleur, la question de savoir à quel point les différences ethniques, qui se manifestent principalement par la couleur de peau et la qualité des cheveux, peuvent justifier le refus opposé à plus de la moitié du genre humain, quant au partage intégral des droits et privilèges de la civilisation humaine.»*

La loi Christiane Taubira du 21 mai 2001 qui reconnaît la traite négrière et l'esclavage comme un crime contre l'humanité puis la conférence internationale de Durban en septembre 2001 contre l'intolérance et le racisme montrent encore qu'au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, la lutte contre le racisme et la discrimination est une préoccupation mondiale.

R.T.



**Authenticité,  
dévouement  
et excellence**

Photos: SALEH JABEUR FCA!



**ATB**

البنك العربي لتونس

[www.atb.com.tn](http://www.atb.com.tn)

**Des professionnels à l'écoute**

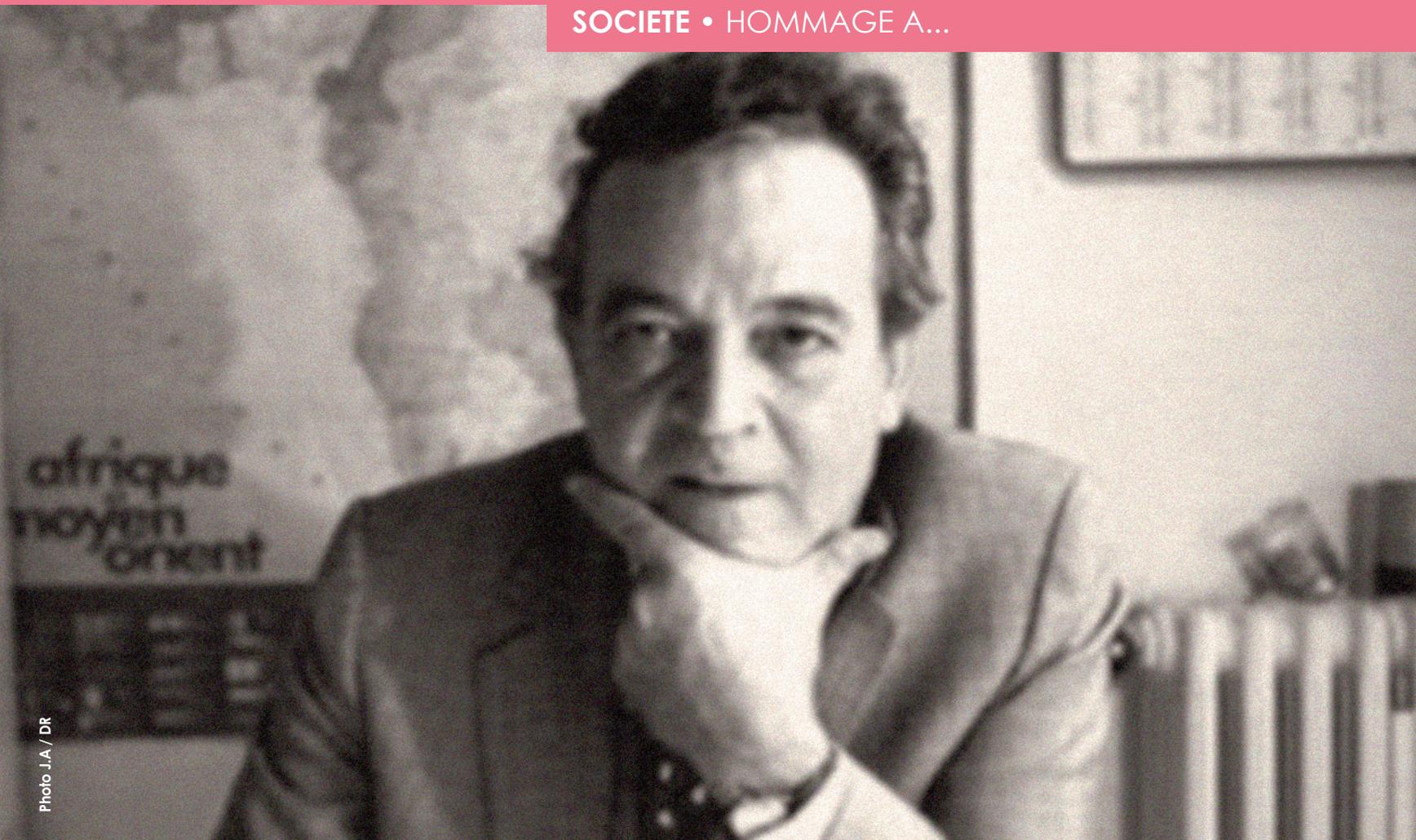


Photo J.A / DR

## Serge Guetta

Ancien DGA de la STB et directeur régional de la Banque mondiale en Afrique

**S**on empreinte demeure encore indélébile dans les grands projets industriels lancés en Tunisie au lendemain de l'indépendance, comme dans les montages financiers réalisés à cette époque. Serge Guetta, ancien directeur général de la Société tunisienne de banque (STB), puis représentant de la Banque mondiale au Zaïre avant de devenir son directeur régional pour l'Afrique, s'est éteint le 13 janvier dernier à Paris, à l'âge de 85 ans.



Avec lui disparaît une grande figure de la finance tunisienne et africaine, peu connue des nouvelles générations mais ayant largement contribué à la création de la première banque tunisienne et à l'essor de l'économie nationale alors naissante, tant en Tunisie que sur le continent noir. Lors de ses funérailles au cimetière juif de Montparnasse, à Paris, ses amis étaient venus nombreux lui rendre un dernier hommage. En tête, Béchir Ben Yahmed et Abdelaziz Essassi, par devoir de fidélité.

Abdelaziz Essassi

«Au moment où il devait quitter sa Tunisie natale, en 1969, pour rejoindre la Banque mondiale, se souvient encore son ami de longue date et jusqu'à ses derniers jours Abdelaziz Essassi, le super ministre de l'époque Ahmed Ben Salah avait tenu à lui offrir un pot d'adieu dans la prestigieuse bibliothèque du ministère des Finances à La Kasbah. Jamais personne avant lui n'avait bénéficié de pareil honneur. De plus, Bourguiba n'avait pas manqué de le décorer. C'est dire l'estime dont il jouissait».

Né à Gabès le 27 mars 1927, cadet d'une fratrie de 6 garçons, il suivra à Tunis ses études en gestion. «À Tunis, écrit notre confrère Ziad Limam dans *Jeune Afrique*, Serge entre à la Banque d'Algérie et de Tunisie, alors institut d'émission commun aux deux pays. C'est la fin des années 1950, l'époque de l'autonomie interne puis de l'indépendance. Serge reste en Tunisie, son pays. Une Tunisie à inventer et à construire. Les cadres sont rares, jeunes, enthousiastes, sans complexe. Une joyeuse équipe se constitue. Béchir et Serge deviennent amis. Des potes, des vrais, partenaires dans la fête, mais aussi dans le travail et les projets. Habib Bourguiba, président ambitieux, veut se défaire du poids des banques françaises. Il charge Azouz Mathari, son chef de cabinet, de fonder une institution nationale. La légende veut que ce soit autour d'une table de salle à manger qu'Azouz, Serge et Béchir aient «inventé» la STB. La légende dit aussi que les trois amis allèrent faire le tour des commerçants de la rue Al-Jazira pour les inciter à ouvrir des comptes et déposer des paquets de dinars aux guichets. Très vite, la STB devient la première banque du pays».

«Ce fut une épopée merveilleuse», nous dit Essassi qui a été l'un de ses premiers collaborateurs, avec Chedly Ayari, Rachid Naceur, Habib Ghenim et Gladys Adda, notamment. «Il avait formé avec Mathari, poursuit-il, une paire d'une rare complémentarité et tous deux nous engageaient à inventer ensemble la première banque du pays. Très rapidement, il a fait montre d'une réelle compétence, s'investissant dans toutes

les initiatives pour le lancement des grands projets: sidérurgie, papeterie, cimenteries, industries chimiques... Une usine à monter, il se chargeait de ficeler le projet et de boucler son financement. Des équipements à acheter ou de grands chantiers de BTP à lancer, il savait faire aboutir les transactions et leur trouver les ressources nécessaires. Les Tijani Chelly, Mekki Zidi, Mokhtar Laatiri et autres promoteurs des grands projets savaient qu'ils pouvaient compter sur lui. A eux la technique, à lui le financement. Quand des délégations tunisiennes partaient à l'étranger négocier des contrats ou des crédits, sa simple présence parmi eux rassurait leurs interlocuteurs internationaux. Il était en contacts étroits avec nos partenaires et entretenait avec eux des relations privilégiées qui nous ouvraient toutes les portes et facilitaient notre mission». «Serge Guetta, souligne Essassi, a toujours été «dans l'axe», au bon moment, au bon endroit, capable d'aider et de surmonter les difficultés. Hédi Nouira, Ali Zouaoui, Mansour Moalla, comme les autres pontifes des finances et de l'économie, appréciaient beaucoup ses qualités et recouraient à ses conseils. Il était d'autant plus apprécié qu'il ne suscitait aucune jalousie, puisqu'il n'était le concurrent de personne. Il était l'un des très rares hauts cadres tunisiens qui n'avaient aucune ambition politique».

A la recherche de pareilles grandes pointures, la Banque mondiale lui déploie ses irrésistibles offres et finit par le recruter en 1969. Elle commence par l'envoyer au Zaïre auprès du président Mobutu qui amorçait alors sa fulgurante ascension. Six ans durant, il sera d'un apport précieux tant pour la Banque que pour le pays, gagnant la confiance de tous, mais aussi contractant la passion pour l'Afrique subsaharienne. Et ce fut le point de départ d'une nouvelle saga qui le mènera d'abord auprès de Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire, puis, promu en 1979, directeur de l'Afrique de l'Ouest, il aura porte ouverte auprès des chefs d'Etat de toute la région. Basé à Abidjan, il s'y attachera beaucoup, surtout que Boigny lui fait entière confiance et ne peut plus



se passer de ses conseils. «*Ses relations avec les chefs d'Etat des pays hôtes, nous confie Radhi Meddeb, ne sont pas toujours simples. Il en est proche, tout en conservant la distance nécessaire à l'exercice serein de ses fonctions et à la clairvoyance objective de ses jugements et de ses conseils.*

Avec Béchir Ben Yahmed

A 59 ans, il quitte la Banque mondiale, en 1986, pour rejoindre à Bruxelles le groupe privé Chanic, puis s'installe à Paris en 1996, tout en continuant à sillonner l'Afrique et retournera fréquemment à Abidjan où il participera à la création de la Banque Atlantique de la Côte d'Ivoire (BACI) et prendra sa présidence jusqu'à son vrai départ à la retraite. «*Au-delà de ses responsabilités professionnelles, nous dit Meddeb, Serge était profondément humain, avait le sens de la famille et de l'amitié. Il se préoccupait des autres, était toujours curieux de ce qui se passait en Tunisie. Il demandait des nouvelles de tous. Il était heureux de savoir que les autres faisaient leur chemin et avançaient. Il avait mis beaucoup de ses amis simplement et spontanément sur la voie de la réussite, mais il n'en parlait jamais. Il n'était jamais avare d'un conseil éclairé, mais en même temps, il n'était jamais demandeur de quoi que ce soit. C'étaient toujours les autres qui reconnaissaient leur dette vis-à-vis de lui.*

«*Tunisien et juif de culture, souligne Ziad Limam, il est resté toute sa vie attaché à son passeport et à son identité. Un homme influent, côtoyant les chefs d'Etat et les ministres, mais aussi les petits, les chauffeurs de taxi, les serveurs. Un homme sans a priori, à l'aise dans le voyage et l'échange. Mais aussi un pater familias accompli. Tendre. Exigeant. Entier.*



## Dr Abderrazak Fliss

### Ancien maire de La Marsa

**D**r Abderrazak Fliss vient de s'éteindre à l'âge de 86 ans (né le 18 février 1926) à la suite d'une maladie qu'il aura combattue dans la dignité. Il n'avait jamais cessé ses activités en dépit de ses souffrances dont il ne faisait jamais cas. Ses patients qui le savaient, l'admiraient pour cette incroyable et noble discrétion. Ils lui en étaient d'autant plus reconnaissants qu'il avait toujours maintenu une très grande proximité avec eux.



Après des études médicales à Toulouse et son internat à Casties, il effectue le remplacement à Rieumes, au sud de cette ville, d'un médecin, un confrère tunisien, Abdelmajid Essaheli, dont un des patients n'était autre que Habib Bourguiba qui séjournait alors à Luchon, près de Biarritz. C'est ainsi que Fliss a fait sa connaissance et pour l'avoir bien soigné, il en est devenu le protégé. Ceci explique ses relations particulières avec le futur président. De retour en Tunisie, il accepte, à

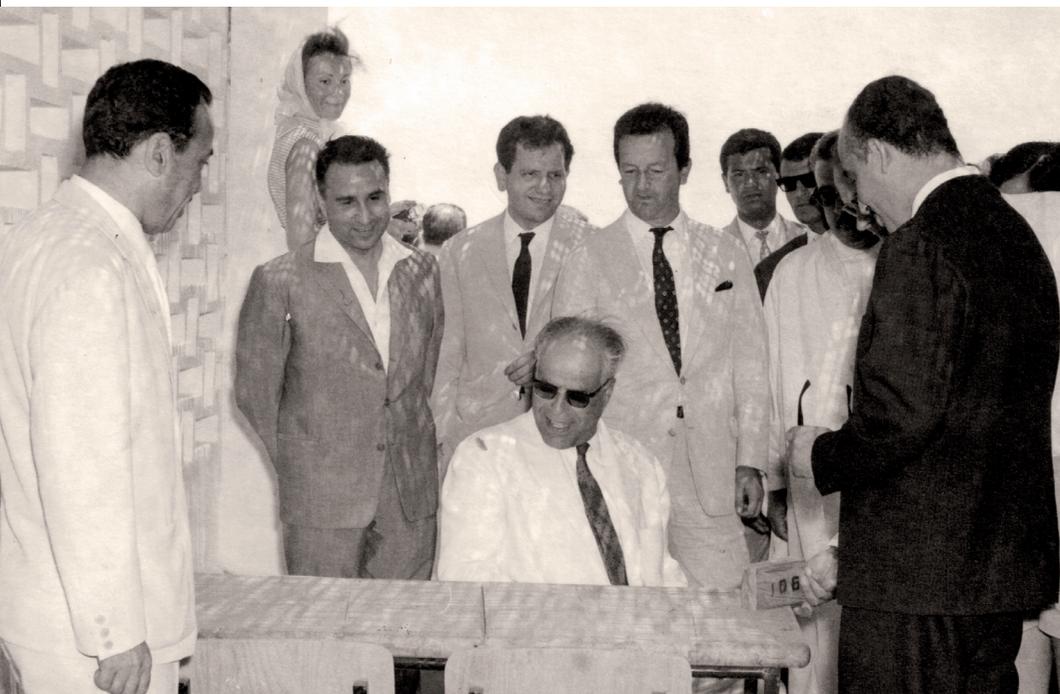
l'instigation de la Santé publique, d'effectuer à Téboursouk une mission de remplacement de sept jours. Il y est resté sept ans. Il convainc tant les colons français que ses compatriotes de ses qualités humaines et médicales remarquables. Il est nommé ensuite à l'Hôpital de La Marsa. Seul médecin de la banlieue nord de Tunis pendant un long moment, il a fait preuve d'une disponibilité constante à l'égard de ses patients reçus à son cabinet ou visités à leur domicile. Il a su les faire bénéficier de son exercice médical adapté à leur condition sociale, en pratiquant la médecine pour la médecine. Acceptant d'être surnommé Rzouga, il faisait preuve d'une grande humilité. Doté d'une grande moralité et d'une totale intégrité, il a été désigné président de la municipalité de La Marsa et lors de son passage à la mairie, il a su prendre des décisions justes et rationnelles à la satisfaction de ses administrés.

La première place dans son cœur était sa famille, son épouse Amel, présente

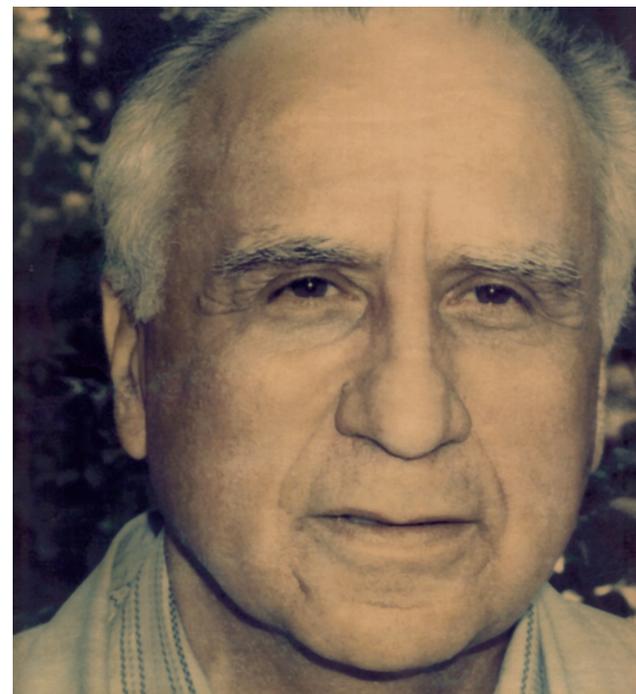


dans tous les moments de sa vie, et ses quatre enfants, leurs conjoints qui étaient aussi ses enfants et ses petits-enfants avec qui il a tout partagé avec amour et égalité. Ils ont été près de lui à tous les instants. Il était l'âme de sa grande famille, veillant sur chacun, sur leur bien-être, sur le déroulement des études des plus jeunes et de leur avenir. Chaque jour, il rendait visite à sa sœur et à son frère plus âgé que lui. C'était aussi un homme agréable et jovial. Il animait volontiers ses réunions familiales festives par ses dons de conteur et en utilisant son instrument privilégié, la *derbouka*. Nos relations consacrent une longue et vieille amitié qui date des années 50, une amitié riche, apaisée et sans dérive. Ceux de ses amis qui sont toujours là restent orphelins et tellement peinés d'avoir perdu celui dont la porte était toujours ouverte. Que sa femme, ses enfants et ses petits-enfants acceptent notre sympathie et notre affection.

**Dr Saadeddine Zmerli**



Avec Bourguiba et Mondher Ben Ammar



# Refonder le modèle de développement ?



Par Radhi Meddeb(\*)

Nous avons pris l'habitude, depuis deux ans, d'une dénonciation permanente et béate du schéma de développement actuel, qui s'inscrit dans la continuité de ce que la Tunisie a connu au cours de la dernière décennie, sans que des propositions concrètes et précises n'aient été faites par ces mêmes détracteurs.

**D'abord le constat, la Tunisie a fait de la croissance, mais pas de développement**

La Tunisie a été présentée pendant longtemps comme un champion régional, à l'échelle du continent africain. Les organisations multilatérales de financement du développement: Banque mondiale, Fonds monétaire international, Banque européenne d'investissement étaient toutes unanimes pour saluer les performances de la Tunisie en termes de croissance mais aussi en termes de tenue des grands équilibres macroéconomiques et de données socioéconomiques. La bonne résilience du pays était également saluée comme un signe de diversification de son économie et de sa capacité à résister aux soubresauts des crises économiques et financières internationales. Les classements du World Economic Forum, de Heritage Foundation, de Doing Business, gratifiaient la Tunisie de classements enviables, laissant dire à certains de ses dirigeants de l'époque que la Tunisie respectait bien mieux que beaucoup de pays européens les critères de convergence économique de Maastricht.

Quand bien même les chiffres seraient en partie manipulés, le recueil des données biaisé et certaines analyses complaisantes, il n'en demeure pas moins que la Tunisie a connu sur une longue période une croissance soutenue, enviable et sans grands à-coups.

Là où le bât a blessé et la blessure a fini par être profonde et insupportable, c'est que la croissance, même soutenue, n'a pas généré le développement. La Tunisie a manqué, depuis au moins quinze ans, de solidarité, d'inclusion, d'ouverture, d'efficacité et de réformes. Son modèle de développement s'était essoufflé, n'arrivant plus à créer suffisamment d'emplois

pour endiguer l'accroissement endémique du chômage et encore moins pour le faire reculer. Les disparités sociales et régionales se sont élargies. Le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur s'est installé comme une fatalité inéluctable, générant la révolte et le désespoir. Le marché intérieur a été géré à la manière d'un parrain distribuant les rentes et les privilèges. Les coûts d'accès au marché sont devenus prohibitifs. La gestion bureaucratique et l'assujettissement d'une partie de l'appareil administratif au service d'un clan et de ses proches ont fait le reste.

Voilà le constat ! Partant de là, il est affligeant que le souci des autorités, aujourd'hui, soit de retrouver la croissance et non de rénover le schéma de développement et de le réinventer. Il est quand même étonnant que l'ambition de nos gouvernants soit, plus de deux ans après la Révolution, de faire seulement aussi bien que le régime déchu!

**Les leçons : quelles caractéristiques pour le nouveau modèle de développement ?**

De ce constat des faiblesses du passé, il nous revient aujourd'hui de nous inspirer pour inventer le nouveau modèle. Quelles doivent en être les principales caractéristiques et quelles sont les modalités pour y parvenir ? L'association Action et Développement Solidaire, que j'ai fondée en mars 2011 et que je préside, s'était attelée à une telle tâche en y associant de multiples représentants de la société tunisienne, dans sa diversité régionale, culturelle, sociale et économique. Elle a établi un bilan global et sectoriel des réalisations passées avec leur portée et leurs limites, leurs avancées et leurs insuffisances. Le nouveau modèle devra être **inclusif, social et solidaire, riche en emplois, durable, ouvert, performant et respectueux des principes de la bonne gouvernance.**

**Inclusif:** l'ensemble de la population devra être partie prenante dans l'identification des besoins, des projets et des modalités de leur mise en œuvre. Le sens de la responsabilité devra être inculqué et développé à tous les niveaux : national, régional et local, politique, social et économique. Les décisions se répercutant sur le quotidien des populations ne pourront

plus être prises ni du haut vers le bas, ni du centre vers la périphérie. Nous avons besoin d'édifier une nouvelle société plus impliquée, plus responsable et plus solidaire, avec des mécanismes de contre-pouvoirs et d'arbitrage forts, privilégiant systématiquement l'intérêt général aux intérêts particuliers. Chacun devra bénéficier des fruits de la croissance. Une attention particulière et permanente devra être portée aux modalités de répartition, la nécessaire redistribution de manière à ne laisser personne sur le bord de la route, sans pour autant verser dans la confiscation et le nivellement par le bas.

**Social et solidaire :** La révolution a mis au jour d'immenses déficits en termes de solidarité sociale, régionale et intergénérationnelle. La Tunisie a évolué sur les vingt dernières années. La solidarité traditionnelle, construite autour de la famille élargie, a volé en éclats, sans que la société n'ait mis en place de nouvelles formes de solidarité moderne. La gestion administrative, autoritaire, non concertée et inefficace des Caisses de sécurité sociale et de prévoyance a dilapidé les trésors de guerre d'une période où la démographie permettait à ces organismes d'être excédentaires. Le libéralisme effréné a fortement déséquilibré la compétitivité relative des territoires, approfondissant les déséquilibres régionaux et livrant les populations des régions intérieures à un sort peu enviable. Les inégalités, en termes de patrimoine, de revenus ou de consommation, se sont largement creusées, s'étalant de manière ostentatoire et insolente. Il est fondamental aujourd'hui, dans un effort de mobilisation de la collectivité tout entière et d'atténuation des risques de dissension, de retrouver les modalités d'un développement social et solidaire.

**Riche en emplois:** Le défi majeur que doit affronter la Tunisie aujourd'hui est celui de donner à chacun de ses enfants la possibilité pour accéder à un emploi digne, en rapport avec ses capacités et en ligne avec ses aspirations. L'emploi n'est pas uniquement la voie pour accéder à un travail ou une source de revenus. Il est d'abord le vecteur de la socialisation et de la citoyenneté.

Le chômage, massif, frappant fortement les régions intérieures, les femmes, les jeunes et les diplômés de l'enseignement supérieur, a généré la révolte et instillé le désespoir. Il a nourri les chimères de l'émigration clandestine. Il a favorisé la consommation de drogue et a fortement contribué à la dislocation du lien social. Le modèle de développement dont nous héritons est une chronique annoncée de l'explosion du chômage et de ses effets pervers. Les études disponibles sont unanimes. Ce modèle a une limite tendancielle de croissance de 5% l'an. Un point de croissance génère en Tunisie

15 000 emplois par an. Le modèle ne pourrait créer au mieux que 75 000 emplois par an, à un moment où la demande additionnelle d'emplois est de 90.000 par an. Il est donc inscrit dans le modèle que le chômage augmentera inéluctablement au mieux de 15 000 par an, jusqu'à ce que le vieillissement de la population et le retournement de la démographie viennent soulager à terme ces tendances!

Pire encore, nous «produisons» annuellement 80.000 diplômés de l'enseignement supérieur, alors que la structure actuelle de notre économie présente un taux d'encadrement de moins de 10%, soit 7 500 emplois cadres par an. Nous programmons donc que sur les 75 000 nouveaux emplois créés annuellement, 67 500 ne correspondent pas à la qualification de leurs titulaires, générant insatisfaction, révolte et refus de travail.

Non seulement, nous devons créer plus d'emplois, mais des emplois en rapport avec les diplômés généreusement distribués. Nous devons impérativement migrer d'une économie de sous-traitance à une économie d'innovation et de plus grande valeur ajoutée. Nos entreprises doivent être incitées et aidées à monter en gamme, à intégrer plus de valeur, à être plus ouvertes et plus compétitives.

**Durable:** Depuis longtemps, nous faisons un usage peu respectueux, pour les générations futures, des ressources rares et précieuses dont nous disposons, qu'elles se nomment eau, terre, littoral, faune ou flore. Les exemples abondent de littoral emporté par les courants, faute de respect des normes d'aménagement du territoire, mais aussi d'avancées spectaculaires du désert, installant le désarroi et condamnant les populations à l'exode.

La Tunisie perd annuellement 25 000 hectares de terres agricoles, sous l'effet de l'avancée de la désertification et des activités humaines, notamment l'urbanisation. En 25 ans, cela représente l'équivalent de la surface du Cap Bon !

La Tunisie est un pays semi-aride, avec moins de 400 m<sup>3</sup> d'eau par habitant et par an, émergeant ainsi sur la catégorie des pays classés sous stress hydrique. Le principal consommateur d'eau est le secteur agricole, avec ses méthodes d'irrigation obsolètes, qui prélève 80% de la ressource, alors qu'il ne contribue qu'à hauteur de 12% du Produit intérieur brut. Nous devons nous rappeler la parole divine : «*Nous avons fait de l'eau toute chose vivante*» (Sourate les Prophètes, verset 30), et tout mettre en œuvre pour préserver cette ressource rare et précieuse. Le changement climatique fait peser sur la Tunisie, à un horizon relativement proche, d'immenses menaces, allant

de l'inondation de plusieurs de ses agglomérations littorales et insulaires à l'inadéquation annoncée de ses variétés culturelles.

Il est urgent dans ces conditions que nous prenions la mesure des défis qui nous attendent, que nous cessions d'opposer développement et protection de l'environnement et que nous anticipions sur les évolutions à venir. À défaut, nous léguerions aux générations futures un pays délabré, sans vie et sans espoir.

**Ouvert et performant :** La Tunisie est engagée dans la mondialisation. À la fois, l'histoire et la géographie nous commandent un tel choix. Nos traditions d'ouverture et d'échange, notre héritage culturel méditerranéen partagé, la structure de nos échanges économiques, de nos flux touristiques, de nos investissements extérieurs, mais aussi les pays d'établissement de notre diaspora sont autant de facteurs qui font que notre recherche d'une plus grande insertion dans l'espace maghrébin et euroméditerranéen soit un choix inéluctable. Cette insertion ne sera toutefois possible et soutenable que par la performance de nos entreprises et de nos créateurs, leur capacité à innover, à exceller et ne pas se retrouver dans la posture du consommateur systématique.

Cela passera notamment par une réelle appropriation de l'économie du savoir, de la recherche constante d'une plus grande valeur ajoutée, de l'internationalisation de nos entreprises, de la rénovation de notre système d'éducation et de formation et sa mise aux standards internationaux, de la généralisation de la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat et de la mise de l'entreprise innovante, transparente, citoyenne et responsable au cœur du processus de développement, de création de richesses et d'emplois.

**Gouvernance:** Les dérapages qu'a connus la Tunisie sur les vingt dernières années du régime déchu étaient essentiellement dus à l'absence d'un référentiel de valeurs s'imposant à tous et de contre-pouvoirs forts et indépendants. Cela était vrai du champ politique, avec l'absence de démocratie réelle, l'absence de respect des libertés fondamentales et des droits de l'Homme, l'assujettissement de l'État au service d'une famille et d'un clan. Cela l'était également pour le champ économique, avec la généralisation de la prédation et de la confiscation, l'absence entretenue de règles du jeu transparentes, préalablement connues, stables et s'imposant à tous et l'instauration d'un régime fondé sur la rente, le privilège et la proximité du pouvoir. Cela l'était enfin pour la sphère administrative, avec la censure des statistiques, la mise de la justice sous tutelle,

le détournement systématique des textes et des procédures, tout cela, dans un apparent respect du formalisme et avec la complicité de hauts commis de l'État.

La démocratie réelle ne s'ancrera en Tunisie et ne s'érigera en muraille contre la corruption et les mauvaises pratiques de tous ordres qu'à travers un souci permanent de transparence, de bonne gouvernance et d'indépendance des organes de régulation et des contre-pouvoirs. Cela passera d'abord par la compréhension des mécanismes qui avaient fait que cela fut possible du temps du régime déchu. C'est là la véritable mission d'une justice transitionnelle qui ne se limiterait ni à être vengeresse, ni à être transactionnelle, mais qui permettrait de tirer les leçons pour un avenir meilleur.

### **La voie vers une Tunisie meilleure: comment y parvenir?**

Telles devraient être, à mon sens, les caractéristiques du nouveau modèle de développement. Plusieurs de ces idées, mises dans le domaine public par ADS, à travers notamment l'ouvrage : *Ensemble, Construisons la Tunisie de demain : modernité, solidarité et performance*, ont été depuis reprises par les discours des uns ou des autres.

Personnellement, je m'en suis toujours réjoui. Mais l'exercice ne peut en aucun cas s'arrêter là. Les mots ne font pas la réalité. Ils ont besoin d'être traduits dans les programmes, dans les projets précis et dans les actions. Et pour que cela soit possible, il faut de la conviction, de la durée et une très forte association des populations.

**Restaurer l'ordre juste, le respect des institutions et la confiance :** Rien ne se fera sans le retour de la confiance et l'adhésion de tous à cette grande « Maison Tunisie » qui nous tient tous à cœur. Cela passera nécessairement par la restauration de la sécurité et l'engagement à condamner explicitement et à bannir les actes de violence qui prolifèrent sous couvert de la protection de la révolution. Les conséquences des multiples dérapages actuels sur la confiance et le moral des populations sont désastreuses. Il n'y aura ni adoption d'une nouvelle constitution, ni construction d'une deuxième République, ni réforme territoriale, ni redéfinition du découpage administratif sans une forte volonté de consensus qui restaure ce puissant sentiment d'appartenance collective, de solidarité nationale et de cohésion sociale. Un référentiel de valeurs doit nous unir, sur la base de notre identité, mais aussi de notre adhésion aux valeurs universelles. Cela passera par l'adoption d'une feuille de route politique crédible et consensuelle, qui

montre la voie et fixe les échéances. Nous n'avons que trop tardé à le faire.

**Donner des raisons d'espérer aux populations:** Les vraies réformes porteuses de lendemains meilleurs mettront inéluctablement du temps à générer les fruits de leurs promesses. Les populations déshéritées n'attendent en aucun cas encore plus. Elles ont déjà attendu trop longtemps. Leurs exigences étaient déjà légitimes au lendemain de la Révolution.

Elles ne souffrent plus aujourd'hui la moindre attente. Les événements récurrents de Siliana, de Sidi Bouzid, de Gafsa et d'ailleurs traduisent cette profonde exaspération, née du sentiment insupportable d'abandon, de leurre et de désintérêt. De multiples actions doivent et peuvent être menées immédiatement. Elles auraient l'avantage de redonner de l'espoir à tous, de mobiliser la société dans sa globalité pour affronter les défis à venir. Les actions à engager doivent concerner l'emploi des diplômés de l'enseignement supérieur au chômage, la situation économique et sociale dans les régions déshéritées, les populations pauvres et vulnérables. De ces actions, nous avons longuement parlé dans notre ouvrage mentionné plus haut. Elles demeurent toutes d'actualité, de la création de 500 cyberbases à travers le pays, employant 10 000 diplômés de l'enseignement supérieur et donnant à chaque Tunisien un passeport vers la modernité, au tutorat scolaire en milieu défavorisé, créant là aussi 10 000 autres postes, aux fonds d'investissement adossés à des incubateurs pour réamorcer la création d'entreprises, notamment dans les régions, aux actions de recyclage et de formation qualifiante additionnelle à l'adresse d'une partie des diplômés actuels pour répondre à la demande du marché de l'emploi, notamment dans les technologies de l'information, aux travaux d'intérêt collectif ou à la création de dix institutions de microfinance en Partenariat public-privé. Voilà quelques pistes et l'imagination au service de la collectivité ne manque pas.

**Engager les réformes à bras-le-corps:** D'innombrables réformes doivent être engagées pour projeter la société tunisienne dans la modernité et l'engager vers l'ouverture, donner à son économie les ingrédients de la compétitivité et favoriser ainsi la relance sur des bases saines, créatrices de plus d'emplois et de plus de valeur. Au lieu de s'engager dans cette voie, certes complexe, le gouvernement actuel a préféré privilégier le court terme sur le long terme, recruter à tour de bras, sans que cela ne corresponde à des besoins réels et compliquer ainsi encore plus la nécessaire réforme de l'administration et sa conversion aux standards internationaux de performance

et de responsabilité. Seules des réformes structurelles et profondes seront en mesure de mettre en place un modèle plus compétitif. Elles concerneront l'administration qui devra être allégée en nombre, renforcée en capacités et rapprochée du citoyen, mise à son service et à celui de l'entreprise. Les réformes concerneront également les secteurs de la santé pour en améliorer la performance, avec des réponses plus adaptées aux besoins des populations, mettant le patient au centre de ses préoccupations. L'hôpital public devra être réhabilité dans sa double fonction de soins mais aussi d'enseignement et de recherche. Une attention particulière devra être portée aux cliniques privées pour en améliorer les capacités de réponse, aux côtés des structures publiques, à la demande nationale mais également à l'exportation de services de santé, dans des conditions médicales irréprochables et économiques compétitives. Les réformes devront porter aussi sur la situation de la Caisse générale de compensation, pour en évaluer l'efficacité, la pertinence de ses interventions et identifier les modalités d'allègement de ses charges, sans pour autant en faire supporter le coût aux populations pauvres et vulnérables. Les régimes de prévoyance et de sécurité sociale devront aussi être réformés pour une meilleure pérennisation. Une rationalisation de leurs interventions devra être identifiée, mais aussi des modalités complémentaires de couverture, identifiées, au bénéfice de leurs adhérents.

### **Engager une grande réforme du système d'éducation et de formation professionnelle**

L'enseignement est un actif majeur de la Tunisie. Il est important que toute réforme qui le concerne soit tenue à l'écart des approches dogmatiques ou idéologiques. Seuls la performance, l'accès au savoir universel et aux meilleurs standards internationaux doivent motiver une telle démarche. Les réformes doivent avoir pour objectifs de remplacer la mémorisation par le raisonnement, privilégier les méthodes aux contenus, insuffler la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat et engager les étudiants sur la voie de l'ouverture à l'enseignement des langues, des humanités et plus généralement favoriser leur épanouissement et les préparer à être les futurs citoyens d'un monde qui se contracte et se complexifie.

### **Instaurer le dialogue et la participation des populations en méthode de gouvernement**

Le mode de gouvernement des affaires publiques devra être réinventé. Il devra être fait de proximité, d'association, de concertation et d'échanges. Les populations, à tous les

niveaux, dans leur quartier, leur ville, les étudiants dans leur université, le personnel dans son usine, doivent être systématiquement associés à la définition de leur devenir. Nos gouvernants devront faire preuve de beaucoup plus d'humilité et de redevabilité. C'est à une véritable révolution culturelle que cela appelle. Les gouvernants se mettent au service de la collectivité. Leur rôle est d'impulser, de coordonner, d'arbitrer, de veiller à la mise en œuvre et de rendre compte et en aucun cas d'imposer et encore moins de se servir.

#### **Instaurer plus de justice sociale et de solidarité nationale:**

Toute la difficulté sur la période à venir sera de faire en sorte que le développement soit plus juste, sans tomber pour autant dans l'égalitarisme et le nivellement par le bas. Il est nécessaire de s'attaquer à toutes les discriminations, tout en ayant en vue que cela relève de la stricte intervention des pouvoirs publics et ne peut en aucun cas être laissé à l'initiative du marché. Cela passera par le désenclavement des régions intérieures et le lancement d'un large programme d'infrastructures interconnectant les régions entre elles, mais aussi le pays à son environnement proche. La Tunisie est un petit pays pour y prévoir de multiples pôles de développement ou des infrastructures de transport qui ne débouchent sur rien. Il faudra notamment éviter le syndrome des autoroutes, des lignes de chemin de fer ou de celles de transport électrique qui s'arrêtent au milieu de nulle part. Nos infrastructures doivent être pensées et interconnectées à celles de nos voisins algérien, libyen, italien... Elles doivent favoriser l'insertion de la Tunisie dans des espaces économiques plus larges, faute de quoi, elles accélèreraient l'exode rural et la désertification des territoires.

La lutte contre les discriminations est aussi culturelle et sociétale. Elle doit participer à la sauvegarde et à l'amélioration du statut de la Femme, de l'Enfant et de la Famille. Des mécanismes particuliers d'appui et de suivi des jeunes à la recherche de leur premier emploi, des candidats à l'entrepreneuriat pour les accompagner dans ce parcours du combattant et leur donner leur première chance. La fiscalité pourra jouer un rôle majeur dans une telle démarche. Elle pourra et devra être mobilisée de manière différenciée au profit des régions et de certaines catégories vulnérables pour plus de solidarité et de cohésion sociale.

**Engager une déconcentration ambitieuse et une décentralisation d'envergure :** Plus aucun schéma de développement, plus aucun plan ne pourra plus être établi au départ de Tunis et être imposé aux régions. La Tunisie a fait preuve d'un niveau de conscience politique tel que le devenir

des populations est aujourd'hui la préoccupation de chacun. L'adage arabe : «*Les habitants de La Mecque sont mieux à même de connaître ses méandres*» est plus que jamais d'application. Il en sera de même dans les villes et villages de la Tunisie, dans les entreprises, dans les quartiers. Les populations doivent être associées à la réflexion, à l'identification de leurs besoins et aux modalités de leur prise en charge et de leur mise en œuvre. Elles recèlent des trésors de connaissance et d'ingéniosité. C'est une nouvelle culture qui doit s'instaurer, faite de participation, d'échange, d'information, de transparence et d'humilité de nos gouvernants. Une déconcentration ambitieuse doit être engagée sur la base des principes de subsidiarité, de proximité et d'efficacité. L'appareil d'État doit être redéployé, avec ses moyens humains et financiers pour rapprocher des populations tous les services qui gagneraient en efficacité dans la proximité. Cette déconcentration est un préalable à une véritable décentralisation politique, où les pouvoirs régionaux et locaux seraient systématiquement élus et dotés des pouvoirs de gestion correspondants. Le débat actuel sur la Constitution devrait traiter de ces questions majeures, en auditionnant notamment les représentants régionaux mais aussi ceux des services de planification et de gestion centralisés et enfin passer en revue les multiples expériences étrangères menées en la matière.

**Promouvoir l'économie sociale et solidaire:** Les problèmes multiples et variés auxquels se trouve confrontée la Tunisie d'aujourd'hui, notamment le chômage massif, le déséquilibre régional, l'insuffisance qualitative et quantitative de l'offre dans les services de santé, d'éducation ou de formation professionnelle, ne trouveront pas leurs solutions dans des approches traditionnelles, entre les interventions du secteur public et celle du secteur privé. Le secteur public est confronté à des défis majeurs. Il est pris en tenailles entre des besoins grandissants, trop longtemps insatisfaits, à l'image des transports collectifs déficients, d'une éducation dont le niveau se dégrade et dont les produits sont en décalage avec les besoins de l'économie, et des possibilités qui se réduisent déjà, malgré des déficits budgétaires grandissants. Le secteur privé, naturellement mû par la loi du profit, n'ira pas investir dans les activités de faible rentabilité.

Des relais à l'intérieur même de la société doivent être favorisés, à l'effet de faire éclore et prendre en charge certains besoins nécessaires, mais insatisfaits, des populations par elles-mêmes. À cet effet, le statut des associations doit être revu, pour leur donner plus de souplesse dans le recrutement, la gestion et le financement. Les statuts des mutuelles et des coopératives doivent être dépoussiérés. Des incitations fiscales doivent

être identifiées pour favoriser ce type d'organisations non lucratives, solidaires au service de leurs membres. Les expériences étrangères montrent qu'il y a là des gisements considérables de création d'emplois et de valeur.

Des travaux d'intérêt général, identifiés en concertation avec les populations et destinés à améliorer leur cadre de vie, tels que les travaux de lutte contre la désertification, la construction de trottoirs dans les villes, la réhabilitation de certains équipements publics ou encore la création et l'entretien d'espaces verts sont autant de chantiers que les associations pourraient prendre en charge, de manière rémunérée, cela s'entend, pour le compte de l'État ou des collectivités locales, dans une relation de maîtrise d'ouvrage déléguée, avec bien plus d'efficacité et de performance.

#### **Moderniser l'économie et mettre l'entreprise privée et citoyenne au cœur du processus de développement:**

La modernisation de l'économie est de loin le chantier le plus urgent et le plus attendu, car il dépendra de sa réussite que la Tunisie soit capable de générer plus d'investissements locaux et étrangers, de créer plus d'emplois, de produire plus de biens et de services, plus compétitifs et à plus haute valeur ajoutée, d'exporter et d'assurer les conditions d'une meilleure redistribution, au profit de tous.

Ces réformes doivent concerner le secteur bancaire pour le sortir de sa protection et de sa léthargie, y troquer la culture du risque contre celle des garanties, lui faire adopter les meilleures pratiques internationales, lui faire acquérir une taille et des capacités autrement plus importantes que celles qui le caractérisent aujourd'hui encore. La fiscalité doit être refondue, comme un instrument au service du projet de société. Le Tunisien doit être réconcilié avec l'impôt qui devra être plus juste et plus équitable. La fraude fiscale devra être traquée et l'assiette élargie. Toutes les catégories socioéconomiques devront contribuer à l'effort national de manière responsable. Le régime forfaitaire doit être éliminé. En contrepartie de cette mobilisation générale, le poids de la fiscalité devra être allégé et les contribuables traditionnels, salariés et entreprises transparentes devront en bénéficier. L'initiative privée doit être largement soutenue et encouragée. Les énergies devront être libérées par une stricte limitation des champs économiques soumis à autorisation. Les situations de rente, de privilège et de proximité du pouvoir devront être traquées et ouvertes à la concurrence sur la base de cahiers des charges clairs et transparents. Les partenariats public-privé doivent être encouragés, de manière transparente, avec une juste répartition des risques.

Une expertise internationale devra être mobilisée pour définir au cas par cas cette juste répartition, car l'administration reste profondément hostile à une plus grande participation du secteur privé dans les domaines historiquement monopoles d'État. En règle générale, l'entreprise privée compétitive, innovante et performante, citoyenne et responsable, respectant ses obligations sociales et fiscales, transparente et si possible cotée en partie en Bourse, devra être au cœur des préoccupations des politiques publiques, car c'est largement sur les épaules de telles entreprises que pèsera le poids de la création d'emplois, de l'effort de production et d'exportation.

#### **Approfondissement de nos relations avec le Maghreb, l'Afrique et l'Europe :**

La Tunisie a une grande tradition en matière de relations extérieures. Elle se doit de continuer à les approfondir et améliorer les conditions de son insertion dans un espace économique, mais aussi culturel plus large. L'accès récent de la Tunisie au statut de partenaire privilégié avec l'Union européenne est à la fois une chance et un défi. L'accord d'association et de partenariat, signé en 1995 entre la Tunisie et l'Union européenne, avait imposé à la Tunisie de lever toute protection douanière sur les importations industrielles. Il l'avait alors amenée à mettre en œuvre une politique industrielle de mise à niveau et de compétitivité de son secteur industriel. Aujourd'hui, nous devrions nous saisir du statut de partenaire privilégié pour nous imposer à nous-mêmes, volontairement et sans contrainte extérieure, la convergence législative et normative avec l'espace européen. Telle a été depuis plusieurs années la voie empruntée par la Turquie et tel pourrait être notre passeport vers la modernité.

Voilà esquissés les contours du nouveau modèle de développement que tous les Tunisiens appellent de leurs vœux et pour lequel nous devons mobiliser tous nos enfants, sans exception, en Tunisie et ailleurs, dans le respect de leurs diversités culturelles, sociales, politiques et de liberté de culte. L'exercice est certes complexe, mais c'est à ce prix que la Tunisie saura reconnaître la valeur de chacun, respecter l'égalité entre les genres, engager la responsabilité de tous, au développement d'un avenir commun, empreint de justice et de liberté. C'est également à ce prix que la Tunisie saura donner à chacun les conditions de son épanouissement et la possibilité d'accéder à un emploi en ligne avec ses aspirations et en adéquation avec ses capacités.

**R.M.**

*(\*)Président-Fondateur  
d'Action et Développement Solidaire*

## L'ATB a 30 ans



L'Arab Tunisian Bank vient de fêter son 30<sup>e</sup> anniversaire, marqué par une série de manifestations en hommage aux équipes autant qu'à la clientèle de la banque. Son directeur général, Férid Ben Tanfous, a convié à cette occasion Sabih Taher Masry, président du conseil d'administration de l'Arab Bank PLC, la maison mère fondée par Abdul Hamid Shuman en 1930 et établie à Amman (Jordanie), ainsi que le directeur général, Nameeh Sabbagh.

Le total bilan de l'ATB s'élevait, à fin juin dernier, à 4 332 millions de dinars, le total des ressources de la clientèle à 3 088 millions de dinars et les engagements à 2 436 millions de dinars. Quant aux bénéfices nets, ils ont atteint 33,17 millions de dinars au 31/12/2011 et les dividendes 20%. L'ATB compte 120 points agences et un millier d'employés.

## La Banque de Tunisie, banque de l'année



La Banque de Tunisie a été sacrée «Banque de l'année» en 2013 en Tunisie (The Bank of the Year) par le magazine *The Banker* du *Financial Times*. Cette distinction, en tant que première banque du secteur financier en Tunisie, lui a été attribuée en reconnaissance de ses performances, dont notamment, le meilleur ratio de liquidités et de solvabilité, le plus faible taux de créances douteuses et litigieuses et le meilleur taux de couverture de ses créances par des provisions.

«La Banque de Tunisie s'est distinguée par de bons résultats, dans un environnement compétitif. La remise du trophée a eu lieu lors d'une cérémonie qui vient de se dérouler à Londres en présence de hauts dirigeants d'institutions bancaires et financières du monde entier ainsi que des médias.

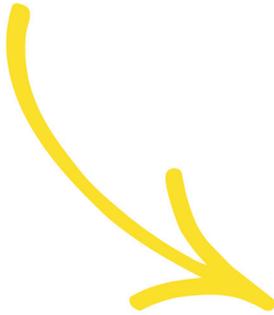
## Proclamation des lauréats de Souk At-Tanmia à la Cité des sciences



Les lauréats de Souk Et-Tanmia sont maintenant connus. Une cérémonie s'est tenue à cette occasion à la Cité des sciences à Tunis, au cours de laquelle ont été proclamés les 71 jeunes entrepreneurs récompensés. Il s'agit d'une initiative pilote consistant à identifier, financer et accompagner des projets mettant en valeur les talents, l'innovation et l'esprit d'entreprise afin de générer des emplois et des revenus dans toutes les régions du pays.

Les lauréats sont des représentants d'associations et de chômeurs, sélectionnés à travers un processus hautement compétitif auquel les partenaires de Souk At-Tanmia, dont la Banque africaine de développement (BAD), ont activement participé.

*Un Nouvel art de vivre ? Allez-y, plongez...*



Optimuz



- \* Piscine privée
- \* Piscine publique
- \* Rénovation des piscines
- \* Vente et installation SPA

- \* Structure en Béton Armé
- \* Filtration sans Local Technique
- \* Toutes Formes, toutes Dimensions



N'hésitez pas à demander une visite technique sans aucun engagement de votre part.

28, Av. Abdelaziz AL Saoud Manar II 2092  
Tél.: 71.875.299 / 71.875.298 - Fax: 71.875.297  
Email: [desjoyaux.tn@topnet.tn](mailto:desjoyaux.tn@topnet.tn)  
[www.desjoyaux.com](http://www.desjoyaux.com)

Distributeur exclusif en Tunisie



Par Hédi Béhi

## Opportunisme, quand tu nous tiens !

J'ai vu les mêmes Tunisiens qui juraient, avant le 14 janvier 2011, de «donner leur vie et leur sang au régime de Ben Ali», s'empresser, après la révolution, de rejoindre les rangs d'Ennahdha ; j'ai vu des athées se métamorphoser en (faux) dévots ; j'ai vu d'anciens marchands ambulants prononcer des fatwas sur les plateaux de télévision à coups de citations de Boukhari et Moslem ; j'ai vu des jeunes qui étaient sortis le 13 janvier au soir pour applaudir Ben Ali, s'enrôler dans les ligues de «protection» de la révolution ; j'ai vu des chanteurs populaires se transformer en «monched» (chanteur religieux) ; j'ai vu des corrompus avérés se parer des oripeaux de la vertu ; j'ai vu aussi d'anciens opposants purs et durs à Ben Ali ranger leurs idéaux au magasin des accessoires pour enfiler leurs habits neufs de membres de la nouvelle nomenklatura et défendre bec et ongles leurs nouveaux privilèges.

Depuis deux ans, j'aurai tout vu, tout entendu au point de revenir de tout, ne me faisant plus la moindre illusion sur les ressorts profonds de la nature humaine.

On ne doit donc pas s'étonner de voir autant de révolutions dévoyées, confisquées, sombrer dans la répression aveugle et la terreur sanguinaire. En changeant ce qui doit être changé, c'est le cheminement classique des grandes révolutions. Le même hiatus entre les intentions proclamées et les actes et les mêmes opportunistes qui tirent les marrons du feu : à défaut d'avoir réussi à faire passer dans les faits la formule de Marx «de chacun, selon ses capacités, à chacun, selon ses besoins», d'instaurer la démocratie, la révolution bolchévique a donné Staline, Jdanov, Beria, les procès de Moscou et le goulag. Faute d'avoir instauré la société égalitaire et fraternelle, la Chine des «Cent fleurs», du «Grand bond en avant» et de la «révolution culturelle» a exécuté et interné des millions d'opposants dans les centres de rééducation. Plus près de nous, la révolution iranienne a réussi à renverser le régime du chah malgré sa puissante armée

et sa redoutable police politique, la Savak, pour instaurer en lieu et place une théocratie rétrograde, imposer le tchador et contraindre des millions d'Iraniens à l'exil. La révolution tunisienne va-t-elle connaître à son tour le sort de ces devancières? On n'en est pas loin. Car il y a loin des objectifs de la révolution tunisienne: «liberté, dignité, emploi», aux discussions interminables sur l'introduction de la charia dans la Constitution, l'exploitation politique des mosquées, la profanation des tombes des saints, les incendies des zaouias, «l'importation» de prédicateurs intégristes, venus officiellement en «mainteneurs de la foi», comme si nous en manquions, en fait, pour inculquer la doctrine wahabite à nos jeunes, «l'exportation» de nos enfants mis en condition par des agents recruteurs déguisés en imams vers la Syrie ou le Mali où ils serviront de chair à canon à des causes qui ne sont pas les leurs, la remise en question des acquis de la femme, les violences contre les partis d'opposition, les tentatives de caporalisation des syndicats et de la presse, les violence contre les opposants, le fanatisme religieux.

Mais ce qu'il faut craindre par-dessus tout, ce n'est pas tant ces déviations que l'installation de la peur, le retour de l'omerta. Les vieux réflexes réapparaissent. On se garde de tout dire au téléphone. Dans les lieux publics, on évite de parler politique et surtout de critiquer le parti dominant. L'autocensure a fait son apparition dans les journaux. L'habitude aidant, certains comportements qui auraient choqué il y a un an se banalisent au point de ne plus provoquer de réaction. Par atavisme, on renoue avec les courbettes d'antan envers les puissants du moment. Pour autant, la cause n'est pas perdue. Dans cette grisaille, il y a quand même quelques éclaircies : les centaines de milliers de Tunisiens qui refusent la fatalité de l'échec, les milliers d'associations de la société civile, ces empêcheurs de «wahabiser» en rond, les femmes qui sont plus que jamais décidées à ne pas s'en laisser conter.

H.B.